

Donc, il y a trente ans, la lutte des étudiants contre le pouvoir gaulliste provoquait une grève générale qui allait paralyser le pays durant plusieurs semaines et, selon l'excellente formule de François Mauriac, faire "vaciller l'état sur ses bases".

D'un mai, l'autre.

Les médias ont commémoré l'événement, mettant en avant la lutte des étudiants, braquant leurs projecteurs sur les leaders, Daniel Cohn-Bendit, Jacques Sauvageot et Alain Geismar.

Si Jacques Sauvageot est resté fidèle à ses engagements de jeunesse, Cohn-Bendit député européen vert, et Alain Geismar, collaborateur du ministre Allègre, se sont rangés du côté de la propriété privée, des marchés financiers, de l'Europe de Maastricht.

De fait, les médias ont quasiment expulsé de ces fêtes-souvenirs les dix millions de grévistes ouvriers, employés, cadres, petits commerçants et paysans... ! Or 68 est entré dans l'histoire, car dix millions de salariés en grève ont, indépendamment de la conscience qu'ils en avaient, posé par leur action le problème du pouvoir.

Cet « oubli » est naturellement politiquement significatif.

Les enseignants de la Seine-St-Denis ont, à leur manière, remis les pendules à l'heure : investissant le studio de R.T.L. où Allègre devait s'exprimer, ils prenaient en « otage »

son honorable conseiller, Alain Geismar !

Si le souvenir de mai-juin 1968 a pris cette année ce relief, c'est évidemment que, confusément, nombre de salariés, jeunes, chômeurs, se disent que là est le chemin : grève générale contre le gouvernement, contre le patronat, contre le capital.

Cela ne signifie sans doute pas que sa réalisation soit immédiatement à l'ordre du jour. Et pourtant... Souvenons-nous.

La grève générale de mai-juin 68 fut précédée d'une mobilisation étudiante sur les campus américains contre la guerre au Vietnam. À Berlin, Rome, Madrid, la mobilisation internationaliste contre la sale guerre du Vietnam se liait aux revendications contre la sélection, contre l'ordre moral, en Espagne contre la dictature franquiste, à Prague et Varsovie, contre la bureaucratie stalinienne.

C'est sur ce terreau qu'à Paris la floraison se fit, ce printemps-là.

Or, depuis plusieurs mois, en Allemagne, au Danemark et aussi en Angleterre (1), les luttes ouvrières se développent... La récente grève générale au Danemark a été provo-

quée après qu'un accord (négocié entre les dirigeants syndicaux et le patronat) a été refusé par les salariés... Et en Allemagne, comme hier en Angleterre et en France, les salariés s'apprentent à utiliser le bulletin de vote pour chasser les partis bourgeois au pouvoir.

Actuellement, « l'exception française », comme disent les commentateurs du Figaro, domine l'Europe, car la grève de novembre-décembre 95 a donné le la d'une première vague de mobilisation européenne. Dans chaque pays, avec son passé, ses traditions, commence à resurgir, plus ou moins consciemment, la question de la grève générale. Et en France, l'intérêt suscité par le souvenir de mai-juin 1968 tient à ce que, contre l'offensive patronale relayée et assumée par le gouvernement Jospin, monte l'idée simple : ce qui a été engagé en novembre-décembre 95 doit être élargi, mené à son terme. Les élections ont permis de battre Juppé-Chirac, mais le gouvernement Jospin a repris le flambeau de l'austérité, des privatisations, de la répression contre les émigrés. La grève générale du public et du privé doit s'imposer pour faire reculer précarité et salaires de misère, chômage et destruction des services publics. Seule une mobilisation à cette échelle peut faire sauter le carcan de Maastricht.

Comme en 36, en août 53 ou en mai 68, la grève générale ne naîtra pas d'un appel solennel des confédérations. Bien au contraire.

C'est un secteur, les étudiants, les postiers, une usine, les enseignants d'un département, qui donnera le signal de l'élargissement... En clair, chaque lutte sérieuse dans un secteur donné peut déboucher sur une telle mobilisation. En Seine-Saint-Denis, près de deux mois de grève,

ponctuée par neuf manifestations de rue, attestent de la pugnacité des combattants, alors que les salariés de l'arsenal de Toulon entrent dans leur quatrième semaine de grève...

Il ne suffit pas que la crise de régime menace les sommets de la V^e République comme jamais depuis sa fondation ; il ne suffit pas que les partis bourgeois explosent (U.D.F.) et se disloquent, que le R.P.R. soit divisé dans une lutte mortelle pour défendre ses prébendes à Paris et dans d'autres régions. Il ne suffit pas que le président du Conseil constitutionnel soit inculpé, mettant l'actuel locataire de l'Élysée en fâcheuse posture. Il faut qu'à l'image des enseignants, lycéens, parents de la Seine-St-Denis, le combat résolu et organisé se mène, avec la conscience des grévistes que seule la démocratie dans la grève, le comité de grève, peut exprimer l'intérêt général des combattants et imposer l'unité aux appareils syndicaux qui n'en veulent pas.

À cet égard l'article de Michèle et Pierre Sauve sur la lutte en Seine-St-Denis apporte bien des éclaircissements. Dans la Seine-St-Denis, le comité départemental des enseignants était à la fois un embryon de comité de grève, et à certains égards, un comité d'action, c'est-à-dire un organe de lutte initié par les plus conscients des grévistes... Ni vraiment l'un ni vraiment l'autre.

Ni vraiment un comité départemental de grève s'imposant par sa transparence démocratique, le compte rendu de ses débats et de ses décisions comme le parlement et le gouvernement des grévistes. Ni non plus un véritable comité d'action posant en direction des autres professions du public et du privé le problème de la solidarité, de l'entrée dans l'action, établissant le lien entre les revendic-

ations des grévistes et la politique générale du gouvernement.

Il demeure qu'avec ses limites, le combat des enseignants, parents, lycéens de la Seine-St-Denis se termine par une victoire politique indéniable.

¶ Allègre a dû céder, dans le 93 mais aussi en Guadeloupe

¶ Allègre et le gouvernement ne sont pas parvenus à briser, à isoler le mouvement, malgré l'aide des dirigeants de la FSU.

Sur un front important mais limité, le gouvernement a été battu. C'est d'autant plus important que ce département est censé être un bastion du P.C.F. Il s'est révélé dans ce département comme il est nationale-ment : disloqué et différencié. La crise politique du P.C.F. qu'évoquent les camarades de la « Gauche communiste » dans ce numéro, s'est ici trouvée totalement illustrée.

Les dirigeants nationaux du SNES se sont opposés à leurs militants. Et cette fois, ce sont les militants locaux du SNES qui l'ont emporté sur leurs dirigeants... Les camarades de la Gauche communiste jouant là avec d'autres un rôle positif. Cette configuration se retrouve, se retrouvera dans la plupart des grèves, des secteurs. Ainsi les militants C.G.T. de l'arsenal de Toulon en grève s'en sont-ils pris aux orateurs d'un meeting de la « gauche plurielle », parmi lesquels Gayssot, membre du gouvernement.

En somme, dans la longue grève des enseignants, parents, lycéens du 93, l'événement politique ne tient pas tant au « nombre de postes » qu'Allègre sera au bout du compte contraint de céder, bien que cela compte évidemment, mais à la victoire politique de la base sur les sommets. Elle n'est pas complète, totale. Elle est cependant bien réelle.

Les luttes qui s'annoncent dans d'autres secteurs en porteront inévitablement la marque.

À cet égard, on a peu relevé la signification de l'invitation faite à Tony Blair, ce « socialiste » qui offre des réveils aux chômeurs pour qu'ils se lèvent et cherchent du travail, de s'exprimer dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Notons que Laurent Fabius était l'organisateur de ces agapes politiques. Son discours, véritable hymne au libéralisme, c'est-à-dire au capitalisme aujourd'hui, visait à aiguiller Lionel Jospin en lui disant : « voilà où est le chemin... »

Ce discours a été salué par tous les députés de droite par « une standing ovation », et applaudi avec des mines gênées dans les rangs de la Gauche plurielle...

Le problème, note Françoise Giroud dans sa chronique du *Nouvel Observateur*, c'est que Tony Blair succède à Margaret Thatcher qui avait gagné dans ses entreprises contre les salariés, alors que Lionel Jospin hérite des échecs d'Alain Juppé...

N'empêche, Lionel Jospin et son gouvernement est d'autant plus en charge de la politique de la bourgeoisie que la crise des partis bourgeois rend à court et moyen termes l'alternance impossible.

Fondamentalement, la crise de régime, qui pour le coup mine à des niveaux jamais atteints la V^e République, amène le P.S., le P.C. et les Verts à assumer la politique réactionnaire sur tous les fronts. Au point que Lionel Jospin doit voler au secours de Jacques Chirac, dont la « crédibilité » est nulle, à l'intérieur comme à l'extérieur. « Halte au feu » clament les dirigeants socialistes à Paris, à destination de Tibéri et Toubon : « Reprenez-vous ! »

Ce qui précède ne signifie évidemment pas que la situation soit facile

pour les salariés et la jeunesse. Chaque jour, le gouvernement de Lionel Jospin avance dans la mise en place de la politique capitaliste de remise en cause des droits, positions acquises à travers des décennies de luttes. Pour le premier ministre, son gouvernement, la mise en place de l'Euro l'oblige à accélérer le rythme « des réformes ».

Ainsi, après que Jospin a déclaré qu'il allait se saisir du « problème des retraites », c'est-à-dire remettre sur le métier l'ouvrage initié par Juppé... provoquant novembre-décembre 95, Martine Aubry, entendue devant la commission des comptes de la sécurité sociale le lundi 11 mai, déclare, à propos de la réforme de l'hôpital public : « les objectifs de 1998 seront respectés, tout en assurant le financement des mesures prises dans le cadre de l'accord salarial pour la fonction publique... ». En clair, fermeture des hôpitaux comme à Bitche, limitation du personnel, précarité, etc., mais ajoute Martine Aubry immédiatement, il faut faire preuve de « prudence » et de « modestie » sur le dossier des retraites. Le *Figaro* du 12 mai, lucide, commente : Martine Aubry plus prudente que déterminée...

Martine Aubry souhaite évidemment réussir là où Juppé a échoué, mais la grève du 93, comme des centaines d'autres mouvements, l'amènent à faire preuve de modestie.

Intervenant à la télévision, le ministre de l'éducation nationale, à propos de la « crise de la droite » s'est exclamé : « Vous courez à la catastrophe, et nous avec... » Claude Allègre a appelé les dirigeants de la droite à « rebâtir un projet », à surmonter, comme le P.S., après le congrès de Rennes, sa crise interne...

On croit rêver.

En fait la crise des partis de la bour-

geoisie, défaits par la lutte des salariés, annonce à certains égards les problèmes auxquels les dirigeants du P.S. et du P.C. sont d'ores et déjà confrontés.

Les salariés n'acceptent et n'accepteront pas la politique maastrichtienne. Cette réaction se traduit parmi les militants du P.S. et du P.C. par des rebellions, des cassures.

À cet égard, notons que le premier ministre « légèrement indisposé » a renoncé à prendre la parole devant le congrès de la Ligue des droits de l'homme, organisation majoritairement animée par des militants... socialistes, qui ont hué et sifflé ce renoncement.

La situation actuelle est à bien des égards inédite. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement de Front populaire gère loyalement les intérêts du capitalisme. Là, il ne s'agit plus exactement de cette coutume. Un an après son élection, foulant au pied les engagements pris devant les salariés, le gouvernement Jospin reprend à son compte toute la politique libérale que son prédécesseur avait échoué à mettre en œuvre : casse de l'éducation nationale (rapport Attali), ratification du traité d'Amsterdam, expulsion des sans-papiers, aides fiscales aux patrons, mise en cause des conventions collectives (35 heures), augmentation de la précarité, annonce de la création de fonds de pensions, etc.

Paradoxalement, cette politique « à droite toute » de la gauche a pour conséquence de réduire l'espace politique des partis « officiels » de la droite et de les pousser vers le Front national Loin, comme il le proclame, de mener une politique « équilibrée » Lionel Jospin conduit le pays au chaos, à la radicalisation.

Cette politique ne passera pas (2).

Ce gouvernement est fragile, et malgré les coups de gueule fascisants de Jean-Pierre Chevènement, faible, car les appareils du P.S. et du P.C. sont incapables d'encadrer, de tenir la classe ouvrière. Ils peuvent, par leur politique de brouillage, de divisions, retarder l'échéance. Ils ne peuvent l'empêcher.

Voilà pourquoi, malgré les sondages et les effets d'aubaines médiatiques, « l'état de chance » du gouvernement Jospin est maintenant terminé. Depuis plusieurs mois, les militants sont de retour. Dans les groupes, les syndicats, les associations, les anciens militants démoralisés surmontent leur dépit et, rejoints par nombre de jeunes, reprennent leur place « d'hommes et de femmes de confiance » des exploités et des opprimés. Sans-papiers, chômeurs, ouvriers de l'arsenal de Toulon, manifestants des grands magasins ou des wagons-lits, enseignants, parents de la Seine-St-Denis se regroupent, discutent et parfois même commencent à s'organiser politiquement, sous des formes multiples. On retrouve les 900 000 électeurs qui, aux régionales, ont voté pour les listes d'extrême gauche.

Carré Rouge participe à ce processus de regroupement.

Revue de militants marxistes, Carré Rouge entend jouer le rôle d'un forum d'analyses, de débats, de confrontations. Nous sommes à cet égard heureux d'accueillir les points de vue de camarades qui ont suivi d'autres parcours que celui de notre

noyau fondateur, comme ceux des camarades de VDT ou de la Gauche communiste du P.C.F. De même que la discussion engagée entre Bernard Friot et François Chesnais à propos des « puissances du salariat ».

Il importe que cette discussion se développe au niveau international, qui est celui qui donnera tout son sens au débat engagé entre militants français. Nous publions donc la traduction de larges extraits d'un important texte soumis à la discussion internationale qui a été publié en anglais l'an dernier dans une nouvelle revue, International Socialist Forum qui paraît à Londres. L'un des rédacteurs du bulletin Labour Left Briefing, autour duquel des militants de la gauche du parti travailliste se sont regroupés face au « New Labour », a accepté de nous faire un article sur la situation de la classe ouvrière et du parti travailliste en Grande-Bretagne, ainsi que de nous aider à comprendre la nature exacte du « blairisme ».

Malgré la très grande importance que revêt le processus en Asie de transformation de la crise économique en crise sociale et en crise de régime, sous l'effet de la lutte des classes, il ne nous a pas été possible d'obtenir ni de préparer nous-mêmes un article sur l'effondrement du régime Suharto en Indonésie, et sur l'affrontement qui se prépare entre la classe ouvrière et la bourgeoisie en Corée. Nous espérons combler cette lacune pour le numéro suivant.

Nous venons d'acquérir un local qui

permettra aux rédacteurs, diffuseurs, sympathisants de notre revue de nous joindre, et surtout de collaborer à notre travail. Ainsi les 27 et 28 juin, Carré Rouge organise deux journées d'étude consacrées à l'examen de problèmes théoriques et politiques. Tous les lecteurs qui le souhaitent peuvent y participer (3). Il suffit qu'ils écrivent à la boîte postale, ou qu'ils demandent un bulletin de participation à l'un des diffuseurs de la revue. Le matériel préparatoire inclut déjà l'article de François Chesnais sur les Etats-Unis d'Europe. D'autres textes seront disponibles quelques jours avant la réunion. Bref, nous avançons.

La conjonction de la crise de régime et de la radicalisation politique de la lutte des classes ne manquera pas, dans les mois qui viennent, de provoquer de nouveaux développements. Essayons d'être à la hauteur du pronostic.

(13-05-98)

Notes

1 Naturellement, la situation anglaise est, du point de vue de la lutte des classes, celle qui en Europe est la plus retardée... La victoire remportée par Margaret Thatcher sur la classe ouvrière pèse encore lourdement sur les rapports sociaux.

2 Nous renvoyons nos lecteurs au supplément de Carré Rouge que nous avons édité pour analyser le résultat des élections régionales et cantonales. Diffusé dans les manifestations du 1er mai, il est reproduit dans le présent numéro, à la suite de l'éditorial.

3 L'ordre du jour est le suivant :

▮ Crise du capitalisme français, crise de régime et idée de nation.

▮ Nature de classe du P.S. et du P.C.

▮ Bilan du centralisme démocratique et formes d'organisation vers un parti révolutionnaire.

▮ Carré Rouge : organisation du comité de rédaction, des amis de Carré Rouge et transparence démocratique.

Ces journées d'étude sont préparées par le travail de quatre commissions.

Nous reproduisons ici le texte diffusé lors des manifestations du 1er mai 1998. Rédigé après les élections régionales et cantonales, il était destiné à en tirer quelques enseignements à l'adresse des « militants » avec lesquels Carré rouge entend nouer le dialogue. C'est dire que ce ne sont là que des éléments proposés à la discussion. Ils sont d'ailleurs le produit d'une discussion qui s'est déroulée sur près d'un mois. Nous souhaitons vivement qu'elle se poursuive.

Pour agir il faut aussi débattre, discuter, clarifier et débattre encore...

LA SITUATION

SIX SEMAINES APRES

LES ELECTIONS

Au soir du résultat des élections régionales, Philippe Seguin, président du RPR, déclarait : « Ces élections soldent les comptes de la dissolution ». Rarement responsable politique allait être contredit avec cette vitesse et cette ampleur. Non seulement des secteurs importants de l'UDF et du RPR passaient des accords avec le Front National dans les régions, malgré les objurgations de

la direction du RPR et de Chirac lui-même, mais encore la dislocation des deux partis de la droite française se matérialisait par l'explosion de l'UDF, l'entrée en guerre de Toubon contre Tibéri à la mairie de Paris, et encore en contradiction avec les propos de Jacques Chirac sur l'Europe, les multiples volte-face du groupe parlementaire RPR décidant d'abord de voter Non sur l'euro, puis de ne pas prendre part au vote, alors que la majorité sénatoriale du RPR adoptait une position totalement opposée... Loin de solder les comptes de la dissolution, ces élections ont mis à jour

le chaos et le désordre régnant dans les rangs des formations de la bourgeoisie, aboutissant ainsi à la création d'un parti à l'initiative de Millon intitulé « La droite », qui représente un pas de plus vers la préparation d'accords nationaux avec le Front National... La gravité de cette crise politique conduit certains d'entre nous à estimer que nous sommes en présence d'une crise de régime. Les déchirements de l'ancienne majorité, et l'isolement accentué de Jacques Chirac à l'Élysée qui en résulte, donnent à cette troisième « cohabitation » un caractère totalement différent des deux qui ont précédé. La présidence de la République, clef de voûte de la Constitution créée par de Gaulle, est paralysée. Mais tous ces éléments fragilisent aussi le gouvernement dit de la « gauche plurielle », même s'il plane pour l'instant dans les sondages.

C'est ce gouvernement qui doit prendre en charge seul la mise en œuvre de la politique maastrichienne, dont les implications et les résistances que celles-ci rencontrent ont précisément provoqué l'éclatement des partis de la droite.

LES EFFETS

DE DÉCEMBRE 1995

PERDURENT

Si les comptes de la dissolution de 1997 et de la défaite du RPR et de l'UDF qui a suivi ne sont pas soldés, c'est parce que les conséquences de la grève et des mobilisations de décembre 1995 n'ont pas non plus été effacées. Le contexte des élections régionales et cantonales a suivi la mobilisation des chômeurs – mobilisation certes limitée, minoritaire, mais réelle – dont le combat a été relayé par la grève et les manifesta-

tions des enseignants et lycéens de la Seine-Saint-Denis, la grève des pompiers des aéroports, celle du personnel des wagons-lits, des employés de banques, et bien d'autres... Le refus des employés des grands magasins de voir la loi des 35 heures servir d'arme contre leurs salaires et leurs conditions de travail, et les grèves et manifestations qu'ils ont entamées, renouent avec 1936 et 1968. En clair, la lutte des salariés n'a jamais cessé.

Ces luttes n'ont pas atteint le caractère de grands mouvements de classe autonomes. Mais dans le champ social français, le mouvement de novembre-décembre 1995, dont sont nés l'échec de Juppé, la dissolution de l'Assemblée nationale et la défaite du RPR et de l'UDF, reste le tremplin d'où la classe ouvrière peut à tout moment se lancer, à partir d'un secteur donné, pour mener une contre-offensive générale sur les revendications propres à l'ensemble des salariés et chômeurs. Jospin, Chevènement, Allègre, Aubry, Gaysot, Kouchner sont forcés de mettre en œuvre leur politique réactionnaire en tenant compte de cette « atmosphère »... Une réaction se manifeste-t-elle qu'ils louvoient, reculent tout en conservant l'objectif d'y revenir et en y revenant parfois très vite, parce que du côté de la classe ouvrière il a encore manqué la force de conclure. Et cela avant que les fortes bourrasques, peut-être l'ouragan de la crise économique mondiale qui se propage, n'atteignent la France ; avant que les conséquences nouvelles de Maastricht ne se soient manifestées.

Il s'y ajoute enfin les développements imprévisibles des scandales au sommet de l'État : l'affaire Elf, véritable bombe qui menace tous les partis ayant participé aux gouverne-

ments de la Ve République ; la mairie de Paris ; les complicités avec la corruption et la mafia en Corse, en Provence-Côte d'Azur ; l'affaire du Crédit Lyonnais qui est loin d'être close.

LA PLACE ACTUELLE

DU F.N. DANS

LE DISPOSITIF POLITIQUE

DE LA BOURGEOISIE

Le soir des élections, la progression en voix du F.N. a pu ne pas paraître très importante. Mais on a vite vu qu'elle prenait une signification politique nouvelle, tant par l'ampleur de la débandade du R.P.R. et de l'U.D.F. que par la profondeur de l'implantation locale du FN.

POSITIONS RÉGIONALES ET LOCALES ET CLIENTÉLISME

Une des bases politiques essentielles de tout parti qui se situe dans le cadre politique d'un système de domination de classe est la capacité que des positions locales, municipales, cantonales, départementales, régionales donnent à des « partis institutionnels » (par la voie de la fiscalité locale, de la passation des marchés publics et des autorisations de permis de construire) la possibilité de nourrir leurs caisses, de maintenir leurs permanents et de donner quelques miettes à des électeurs transformés en clientèles. La « réforme administrative » de 1983, en transférant aux conseils régionaux certaines attributions et fonds publics, a encore accentué le poids du clientélisme et accru les enjeux matériels des élections locales. Or Le Pen et Mégret ont maintenant acquis un poids électoral suffisant, soit pour ravir, soit pour faire perdre à l'UDF et à un moindre degré au RPR

ces éléments de leur implantation. Le FN est désormais en mesure de décider du sort des relations clientélistes qui définissent ces deux partis au moins autant que leurs relations avec l'Etat central.

C'est pourquoi la dislocation du R.P.R et de l'U.D.F. s'est brutalement accélérée à partir du dimanche 15 mars du fait de la perte par ces partis (ou de la menace de perte, à moins d'accepter l'appui du FN) de régions clefs dans leur système de prébendes (PACA, Ile-de-France, Languedoc, Picardie, etc.). Etant donné l'importance du clientélisme, c'est la survie même de ces partis, et en premier lieu celle de nombre de caciques locaux, qui a immédiatement paru se trouver en jeu. L'ampleur et la qualité des défections ouvertes lors de l'élection des présidents de régions, la création de La Droite par Millon, mais aussi les autres aménagements un peu moins voyants à l'UDF comme au RPR, annoncent des phénomènes de dislocation qui ne peuvent qu'aller en s'accroissant. Il va nécessairement y avoir des tentatives de replâtrage, mais rien ne va effacer le sens et les conséquences de positions adoptées par l'ancien secrétaire général du RPR ou par des barons de l'UDF, poulains de Giscard d'Estaing et amis de Madelin.

LES RACINES ÉCONOMIQUES DE LA CRISE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Mais il faut faire un pas de plus. La crise de ces deux formations est liée à celle que vit la bourgeoisie française comme telle. Après avoir écrasé le PS et le PCF au plan électoral en 1993 et s'être retrouvés en possession d'une « chambre introuvable », les dirigeants politiques de la bour-

geoisie française se sont entre-déchirés. Les combats engagés par des secteurs déterminés de la jeunesse (CIP) ou de la classe ouvrière avant et après novembre-décembre 1995 ont avivé ces déchirements, mais ils en ont également bénéficié. « Ceux d'en bas » ont été conscients de la crise de « ceux d'en haut » et ont d'autant moins hésité à partir au combat.

Quelle est la nature de cette crise ? Elle tient au processus de reconfiguration qui est en cours dans le cadre de la « mondialisation du capital », des rapports constitutifs du système impérialiste dans le monde, mais aussi en Europe. Ce processus se fait au détriment de la bourgeoisie française telle qu'elle s'est reconstituée, adossée à l'Etat après 1945. Des secteurs entiers du capitalisme français sont pris dans la nasse des nouveaux rapports économiques et politiques dictés par le capital financier sous égide américaine au plan mondial, relayés en Europe par le capital financier sous égide allemande et britannique. Et les quelques secteurs de l'industrie, mais surtout des services et de la finance, qui pensent encore y conserver une place ne peuvent espérer y parvenir que s'ils arrivent à placer un talon de fer sur la classe ouvrière et la société françaises. Pour la bourgeoisie française le passage à l'euro est un saut dans l'inconnu, d'autant qu'il annonce pour la classe ouvrière une nouvelle phase dans la lutte des classes. Ce sont ces raisons qui contribuent à expliquer aussi pourquoi le FN a pu avancer pas à pas vers le devant de la scène politique. Il veut se poser comme candidat toujours plus sérieux et à coup sûr comme une composante incontournable à la recomposition de la droite autour d'un parti qui ne serait pas simplement raciste

et xénophobe, mais aussi ouvertement anti-ouvrier.

Pour les cercles dirigeants de la bourgeoisie française pourtant, l'hypothèse d'un accord entre le RPR, l'UDF ou les nouveaux partis qui s'en dégageront, et le Front National n'est pas à l'ordre du jour actuellement. Même si certains y songent, ils savent qu'un tel accord aurait pour conséquence immédiate de les obliger à affronter les salariés, comme Margaret Thatcher l'avait fait en Angleterre. L'issue d'un tel affrontement est incertaine, comme novembre-décembre 95 l'a révélé. Le souvenir des mobilisations contre la loi Faloux ou les CIP est encore dans tous les esprits. Les cercles dirigeants de la bourgeoisie française sont pour l'instant sur une orientation claire et sans ambiguïté : c'est à Lionel Jospin, à son gouvernement d'affronter les salariés, de faire passer l'Euro, d'accroître la précarité, de faire sauter les Conventions collectives à l'aide de la loi sur les 35 heures, de s'attaquer aux retraites et à l'éducation nationale, de privatiser, de mettre en coupe réglée le service public.

Ce n'est que plus tard, quand cette orientation aura donné ses fruits, qu'un capital musclé, dont les grands groupes d'assurance partisans des fonds de pension sont l'axe, sera tenté de réagir à la dislocation du RPR et de l'UDF, en organisant avec l'aide de Le Pen et Mégret un parti fascisant dont les troupes seraient recrutées dans des secteurs de la petite bourgeoisie appauvrie et marginalisée par la mondialisation du capital, mais aussi chez certaines couches frappées par le chômage à vie.

PEUT-ON COMBATTRE

LE F.N. EN APPLIQUANT

LA POLITIQUE

MAASTRICHTIENNE ?

Aujourd'hui le Front National est un parti de droite extrême fascisant, mais qui inscrit son action dans le cadre parlementaire. Il peut demain se transformer en parti fasciste. Un parti fasciste vise d'abord et avant tout à détruire physiquement les organisations ouvrières, condition sine qua non à son éventuelle prise de pouvoir.

Même si on est loin de cette hypothèse, il faut combattre dès aujourd'hui avec vigueur le Front National, ses manifestations, par la mobilisation et l'action. Lorsque les enseignants de la Seine-St-Denis en grève décident de rejoindre les manifestations contre le Front National sur leurs revendications, c'est-à-dire dans un combat frontal contre le ministre Allègre, ils illustrent très clairement les méthodes par lesquelles ce combat doit être mené. De même lorsque les cinéastes ou les cheminots se mobilisent contre l'expulsion des travailleurs immigrés non régularisés, ils ouvrent la voie à un combat efficace contre le Front National.

LA PRISE EN CHARGE DE LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE NOURRIT LA PROGRESSION DU FN

Cette affirmation a évidemment des implications sérieuses et il est compréhensible qu'elle heurte celles et ceux qui restent attachés au Parti socialiste et au Parti communiste français. Elle doit donc être explicitée.

Partons de deux constats. Le premier concerne la façon dont la campagne des régionales, ou plus exactement la non-campagne, a été menée alors que les enjeux nationaux étaient reconnus. Le P.S., le P.C., les Verts se sont bien gardés de

mettre à profit cette circonstance pour mobiliser les électeurs, populariser leur politique, le bilan gouvernemental. La raison ne serait-elle pas qu'il était difficile de populariser les privatisations, aussi bien ouvertes que rampantes (comme dans la Poste ou dans les hôpitaux) ; les records atteints par les bénéficiaires des entreprises où le gouvernement a autorisé les licenciements (Renault) ou organisé la privatisation (France Télécom) ; la loi Chevènement-Debré ; la loi sur les 35 heures dont tant de travailleurs comprennent qu'elle est dirigée contre eux parce qu'elle a pour but de rendre le travail encore plus « flexible », encore moins payé ; l'utilisation de la police contre les chômeurs, etc. Le second constat concerne le recul électoral de cette « gauche plurielle », en particulier dans ses bastions, ainsi que l'abstention record à quoi il faut ajouter quelque 5 % de bulletins blancs. Ce qui signifie que celles et ceux qui commencent à comprendre sa politique s'y opposent. Ceux qui ne la comprennent pas après leur avoir donné leurs voix en mai dernier se réfugient dans l'abstention.

On peut difficilement masquer le fait que les mesures les plus importantes du gouvernement renforcent les positions de ceux dont le but est de frapper un jour la classe ouvrière brutalement. C'est le cas de mesures telles que la privatisation de France Télécom, qui renforce le capital financier rentier en même temps qu'elle crée un groupe industriel centrifuge par rapport à la base industrielle française ; le démantèlement toujours plus poussé du droit du travail et la baisse des salaires que prépare la loi sur les 35 heures ; ou encore la position de « laisser-faire » adoptée face à la restructuration du capital financier autour de ses pôles

les plus réactionnaires (la Compagnie générale des eaux, Bouygues, la Lyonnaise des eaux, les grandes banques d'affaires et les assureurs), face à la puissance politique et sociale exorbitante que la concentration accélérée des médias confère à ces groupes.

Face au FN la « gauche plurielle » se pose en défenseur de la République et des valeurs républicaines. Mais le discours sur les valeurs républicaines a cessé de convaincre une partie de ceux auquel il est adressé tant ils en sentent l'ambiguïté et les insuffisances. Les mesures adoptées sur la question du séjour des étrangers en France, l'acquisition de la nationalité française et les conditions de l'intégration effective des immigrants, mais aussi à l'égard des chômeurs et de la jeunesse ne bafouent-elles pas continuellement le sens que des millions de citoyens donnent au terme « valeurs républicaines » ? Ils sentent que les lois Chevènement-Gigou, de même que les dispositifs Aubry-Jospin qui comportent le refus de solidarité élémentaire à des centaines de milliers de chômeurs et de jeunes sans emploi, tournent le dos à ces valeurs. Et ils ont raison. Les valeurs républicaines, à moins d'être réduites à celles de la république de Thiers, sont des valeurs démocratiques dont la défense devient toujours plus difficile à concilier avec la politique « d'accompagnement » de la société française pour qu'elle s'adapte au plus vite à la mondialisation sous la coupe du capital financier et la tutelle des Etats-Unis. Elles ne retrouveront leur force que si on leur donne un contenu démocratique et donc forcément anti-capitaliste clair.

UN PROCESSUS

DE RECOMPOSITION

**POLITIQUE PEUT
S'ENGAGER DU COTÉ
DE LA CLASSE OUVRIÈRE
ET DE L'ÉLECTORAT
JEUNE ET POPULAIRE**

Le recul des voix de la « gauche plurielle » a été particulièrement notable dans les bastions traditionnels du PCF (1). Il est le résultat de l'abstention record bien sûr, à quoi il faut ajouter les bulletins blancs mentionnés plus haut. Là où des candidats (cas des cantonales) ou des listes d'organisations (Lutte ouvrière) ou d'alliances (cas de Rouen) se sont présentés, se réclamant peu ou prou du socialisme, adoptant une position critique claire de la politique du gouvernement, ce recul est compensé par la progression électorale parfois notable de ces candidatures.

Le sens des résultats du PCF doit être compris. Il ne peut pas y avoir plusieurs partis occupant la place de parti social-démocrate. Autrefois la place du PCF se définissait sur la base des liens dont il se réclamait avec la révolution d'Octobre 1917 et des relations étroites qu'il avait avec l'URSS. Aujourd'hui l'URSS s'est effondrée et avec elle l'appareil international du stalinisme-bréjnévisme, et le PCF défend de la façon la plus molle la filiation avec la révolution d'Octobre, voire la renie. Le PCF aspire à représenter des valeurs « humanistes ». Il dénonce l'injustice du capitalisme, mais le considère (avec des gens comme Furet et Courtois) comme représentant « l'horizon indépassable de l'humanité ». Il veut donc se transformer officiellement en un parti gérant pour le mieux le capitalisme tel qu'il est, c'est-à-dire libéralisé, déréglementé, mondialisé. En Italie, le PDS a pu réussir cette muta-

tion parce qu'il a pu prendre la place du parti socialiste de Craxi. En France, le PS est là et ne va pas se faire hara-kiri : la place est prise. Il n'y a pas de voie propre pour l'appareil de Hue. Au bout de son cours actuel (et en tant qu'ancien parti stalinien, il ne peut en avoir d'autre) c'est l'absorption par le PS qui s'annonce.

C'est dans ce contexte que se situe le dernier fait notable sorti du scrutin du 15 mars. Plus de 900 000 personnes ont voté pour des listes anti-capitalistes, avec la volonté de se démarquer de la politique du gouvernement. Sur la photo des 21 millions de votants, ces 900 000 ne sont pas au premier plan ; ils sont cependant bien visibles. Ils inquiètent les commentateurs politiques bourgeois comme les dirigeants de la « gauche plurielle ». Ils ont voté sans la moindre illusion électorale ; ils ont voté pour signifier au P.S. et au P.C. qu'ils n'acceptaient plus leur politique. Ils ont voté L.O., L.C.R., VDT, liste unitaire comme à Rouen, listes dissidentes du P.C., sans trop se soucier des programmes proposés : ils ont voté le plus à gauche possible. Ceux qui s'étaient regroupés sur le nom d'Arlette Laguiller lors des présidentielles se sont retrouvés au premier rang des grèves de novembre-décembre, mais aussi des mobilisations pour les sans-papiers en 1996, et de nouveau celles des chômeurs... ce qui n'a pas été vraiment le cas des dirigeants de L.O. !

Dans les prochains mois, ceux qui ont voté pour les candidats de l'extrême-gauche seront sans doute plus nombreux encore, plus confiants encore pour prendre la tête des grèves et des manifestations pour battre en brèche la politique honnie du gouvernement pro-maas-trichien... Dans ces grèves, inévitables, les militants révolutionnaires

peuvent aider les salariés, revenus sur le terrain de la lutte des classes, pour peu qu'ils soient des artisans de la démocratie dans la lutte et qu'ils l'aident à prendre conscience de sa force par la création de comités de grève authentiques.

**QUESTIONS À DÉBATTRE,
OBSTACLES À LEVER**

Dire que certaines des conditions pour un processus de recomposition politique de la classe ouvrière commencent à être réunies, et qu'un mouvement de regroupement politique nouveau des salariés et de la jeunesse pourrait s'engager, ne doit pas conduire à en cacher les difficultés.

Pour l'essentiel, ceux sur qui se sont portées les 900 000 voix se démarquant de la « majorité plurielle » ne manifestent pas une volonté d'assumer des responsabilités claires par rapport aux aspirations qui se concentrent sur eux. Aucune organisation, aucun courant ne paraît prêt à répondre présent pour œuvrer avec d'autres au processus de recomposition politique de la classe ouvrière dans un rôle d'initiative politique claire. Certains sont écartelés entre les habitudes politiques héritées d'une autre époque et les positions que les travailleurs, les chômeurs, les jeunes leur demandent d'assumer en fonction même des suffrages qui se sont portés sur eux. D'autres restent liés à telle ou telle composante de la « gauche plurielle » et espèrent encore que certaines des mesures prises par le gouvernement ne se retourneront pas trop complètement contre les salariés (le 35 heures par exemple).

LA DÉMOCRATIE DANS

LA LUTTE DES CLASSES

Comme dans toutes les phases historiques de grande crise sociale, où l'enjeu est la sauvegarde des conditions d'existence des opprimés, le rôle de la démocratie dans la lutte des classes acquiert toujours plus une importance décisive : elle devient même la question clef. Elle se pose depuis des décennies dans les grèves et les manifestations. C'est l'une des grandes leçons de la Grève générale de mai 1968, où plus de 10 millions de travailleurs sont entrés dans la grève, mais ont été frustrés de ses résultats (2). La gravité de la situation, la tension sociale et politique croissante lui donnent un caractère d'urgence absolue. Elle a été posée en 1995, où le mouvement avait la force d'obtenir le retrait total du plan Juppé et l'aurait obtenu s'il ne s'était heurté à la volonté des dirigeants syndicaux de continuer à garder un « contact responsable » avec le gouvernement. Elle s'est posée dans le mouvement des chômeurs, dès que la première phase d'actions directes a été passée. L'unique manière pour des mouvements d'arracher satisfaction, c'est que les permanents syndicaux rentrent dans le rang et prennent place au même titre que tout autre salarié, parent d'élève ou chômeur actif dans le combat, que se forment de vrais comités de grève (ou quel que soit leur nom) et qu'on ne s'oppose pas à leur centralisation, à leur fédération, et que ce soit avec eux que les patrons ou les ministres soient contraints de négocier. La société française étouffe de manque de démocratie, dont l'un des mécanismes (que le mouvement ou-

vrier prolonge et consolide lui aussi) c'est la « délégation permanente d'autorité », dans son cas à un député, à un responsable syndical, à un « expert ». N'est-ce pas par là que la rénovation de la démocratie commence ?

Rien ne pourra être reconstruit solidement non plus sans que soient abordées des questions essentielles quant au régime intérieur des organisations ; quant aux rapports des militants avec les catégories de travailleurs qui n'entrent dans la lutte de classe qu'à des moments déterminés (question au cœur de la décision de combattre ou non pour la démocratie dans les grèves ou les mobilisations des chômeurs) ; quant à l'articulation entre la lutte des classes en France et en dehors de France (dans l'immédiat en Europe et en Allemagne d'abord) ; quant au contenu du programme anti-capitaliste des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du « gouvernement ouvrier » en France ; quant aux formes que celui-ci pourrait prendre et les mots-d'ordre par lesquels le populariser ; quant aux méthodes pour se ressaisir de l'internationalisme révolutionnaire, qui est la pierre d'angle de toute politique se réclamant du Manifeste du parti communiste écrit voici 150 ans, mais qui restera actuel tant que le capitalisme dominera.

LES BUTS DE CARRÉ ROUGE

C'est pour aider à tirer au clair ces questions et d'autres que Carré Rouge s'est créé, non comme nouveau groupe, mais comme revue marxiste, partie prenante dans ce travail de dé-

bat et de regroupement, en même temps que participant à la lutte des classes à la hauteur des moyens de celles et ceux qui se sont regroupés autour de la revue.

La République dont nous nous revendiquons n'est pas celle des francs-maçons, des dirigeants, réformistes ou ex-communistes, des partis et syndicats qui croient encore parler au nom de la classe ouvrière. La République pour laquelle nous combattons est celle qui s'est forgée dans les combats de 1848, de la Commune de Paris, de mai-juin 1936, de la Libération et de toutes les grandes luttes des classes qui ont tenté de modifier l'organisation sociale, de mettre à bas la propriété privée des moyens de production, d'établir un Etat démocratique au service de la société, des producteurs, des chômeurs et de la jeunesse. La République pour laquelle nous combattons est la République sociale, dans le cadre des Etats-Unis socialiste d'Europe.

La lutte pour rassembler une force internationaliste, révolutionnaire, est maintenant à l'ordre du jour. Que la discussion fraternelle se mène, s'amplifie.

Notes

(1) L'examen des résultats aux cantonales est également intéressant, d'autant que là, chaque formation se présentait sous sa propre bannière. Le P.C. est en recul significatif, y compris dans ses derniers bastions. Lorsque les électeurs de gauche veulent voter réformiste, ils ont le P.S. Nombreux sont les électeurs du P.C. qui ne voient aucune raison de voter pour le P.C. alors que celui-

ci met en œuvre au gouvernement la même politique maastrichienne qu'ils récusent... Le processus de crise ouverte, de marche à la disparition du P.C., est ainsi aggravé. Cette situation libère un grand nombre de militants communistes à la recherche d'une issue positive.

(2) Comme tous les militants l'ont noté, l'orchestration du 30e anniversaire de mai 1968 par les médias aux mains des grands groupes capitalistes a été faite dans l'intention d'occulter l'essentiel, à savoir la grève générale qui a fait trembler le gouvernement de Gaulle et que les directions politiques et syndicales, PCF et CGT en premier lieu, ont pris près d'un mois à faire rentrer (voir le film « La Reprise »).

Tous les médias l'ont souligné, le mouvement des enseignants et des parents de Seine-Saint-Denis est exemplaire à de nombreux égards.

Ce département accumule, on le sait, un maximum de handicaps sur le plan des retards scolaires, de la réussite aux examens, des manifestations de violence. Si l'on considère que par ailleurs il est largement en dessous de la moyenne quant aux dotations en moyens de toutes natures, on ne peut s'étonner que le mécontentement ait été profond. Tel est le credo médiatique.

93 en colère, premier bilan

LA LUTTE DU 93 : ÉLÉMENTS DE GÉNÉALOGIE.

La Seine-St. Denis était, jusqu'aux années 70, un département comptant de très nombreuses usines, un territoire ouvrier, un ghetto social, structuré par une conscience de classe forte, des traditions d'organisation, un Parti Communiste faisant des scores électoraux jusqu'à 70 % au premier tour, une force syndicale considérable, particulièrement dans l'enseignement où instituteurs et professeurs étaient issus de milieux populaires. Aujourd'hui, ses caractéristiques principales sont son taux de chômage (14 %), ses précaires, ses salariés en dessous du seuil de pauvreté, son vote Front National et la chute vertigineuse du Parti Communiste (il passe derrière le PS aux dernières élections cantonales).

Le capitalisme, la République, et la politique des Staliniens de l'époque ont fait de la Seine-St.-Denis un ghetto social, mais les différents gouvernements en ont fait également un ghetto scolaire.

Ces réalités ne sont pas vraiment nouvelles. Quels sont alors les éléments qui ont déclenché ce qui devenu aux yeux de tous, acteurs et observateurs, un événement majeur de la situation politique ?

Le ras-le-bol accumulé depuis des années, l'impossibilité d'enseigner, les provocations d'un ministre inculte, démagogue et injurieux certes, mais au-delà la capacité des acteurs à se donner les moyens de leur combat.

Une des caractéristiques originales de cette mobilisation est son organisation, sa structuration, ce qui n'est évidemment pas un problème technique ou logistique, mais un problème politique.

Dans un premier temps les assemblées générales, dont celle du 9 mars, composée de représentants d'établissements en grève et de représentants d'autres qui ne le sont pas encore, apparaissent comme une coordination. La fonction d'une telle structure est de centraliser un mouvement en extension, d'exprimer la volonté des établissements et de poser ainsi les responsabilités de chacun, des assemblées d'établissements et des organisations syndicales, en particulier du SNES.

Ainsi le 9 mars apparaît au yeux de tous la nécessité d'un appel à la grève par toutes les organisations (Voir en annexe le texte adopté par l'assemblée et le texte intersyndical, fruit d'un compromis à la suite d'une discussion longue et patiemment menée par les délégués en direction des représentants du SNES et de la FSU).

Le mouvement, appuyé sur les prises de positions syndicales et conscient de sa force, est tous les jours un peu plus fort. Au fil des AG, une plate-forme départementale s'élabore. La question de la constitution d'un « comité d'animation », exécutif de l'AG, est posée. Le refus du SNES et les hésitations de la tribune différent d'une semaine sa ratification par l'AG. Le 27 mars se réunit le premier comité exécutif de l'AG. Il prend la décision de se doter d'une logistique pour les manifestations, de voitures sonos, de banderoles, d'un service d'ordre propres, et surtout de maîtriser l'ordonnance des manifestations.

Cette décision, traduisant le degré de maturité du mouvement, est mise en application à la manifestation du 31 mars où le SNES se retrouvera en milieu de cortège. Elle contribue à l'entrée en scène des instances nationales du SNES. Le 31 mars, après

la manifestation, alors que le ministère et le SNES donnaient le change dans une entrevue avec des sous-fifres au ministère, Allègre en personne recevait entre autres la secrétaire nationale et le secrétaire académique du SNES « dans le dos de la manif ». Les représentants du SNES et de la FSU se font huer en assemblée générale.

C'est au cours de cette entrevue que le SNES avance son plan de rattrapage : 300 postes pour la Seine-Saint-Denis et la mise en place d'un plan pluriannuel. Quelques jours plus tard Allègre annonce à une table ronde à Bobigny 140 postes (70 postes d'enseignants en 98 et 70 en 99 et 64 postes ATOSS).

« ET QU'EST-CE QU'ON

VEUT ? DES SOUS !

ET POUR QUOI FAIRE ?

L'ÉGALITÉ ! »

Tel est le mot d'ordre scandé par les manifestants. Il traduit l'aspiration des enseignants, des parents, des enfants à la justice sociale. L'enthousiasme et même la rage d'un grand nombre expriment la volonté d'une transformation sociale. La lutte du 93 s'inscrit dans la continuité des mouvements de sans-papiers et des chômeurs. Les assemblées générales en ont conscience, la précarité et les cartes de séjour sont des éléments

PLATE-FORME DÉPARTEMENTALE

1- Pour rattraper le retard et répondre aux urgences, nous exigeons immédiatement :

- ⊞ à l'opposé des suppressions prévues, la création de tous les postes statutaires de personnels qualifiés (enseignants, CPE, surveillants, personnels médico-sociaux, documentalistes, COP et personnels ATOSS) indispensables au fonctionnement du service public.

- ⊞ une baisse significative des effectifs et des dédoublements.

- ⊞ du temps de concertation pour les équipes et le suivi des élèves inclus dans le service.

- ⊞ le remplacement systématique et rapide des personnels en congé.

- ⊞ l'arrêt du recours à des emplois précaires, et le réemploi de tous les personnels actuellement sur ces emplois.

- ⊞ l'amélioration du statut ZEP (moyens réels, coordination sur le secteur) et le classement de tous les établissements qui le désirent.

Ces mesures immédiates imposent un collectif budgétaire et non des redéploiements.

2- Pour répondre aux difficultés particulières du 93, nous exigeons un engagement programmé, selon lequel

- ⊞ il n'y aura plus de classes supérieures à 20 élèves en collège et primaire, et supérieures à 25 en lycée,

- ⊞ il n'y aura pas de collèges supérieurs à 600 élèves,

- ⊞ les personnels disposeront de 3 heures hebdomadaires de concertation sur le temps de service.

Il n'y aura pas ni programmes ni examens spécifiques au 93, mais des moyens pour aider les élèves en difficulté.

du débat.

En aucun cas la revendication du plan de rattrapage ne recouvre la force du mot d'ordre « égalité ». En chiffrant le déficit à 300 postes, toutes catégories confondues (soit 0,7 postes de prof par établissement !), le SNES se place dans la logique d'Allègre et du rapport Fortier. Il fait l'impasse sur la politique de casse d'Allègre à la rentrée 97. En effet, les dotations budgétaires de très nombreux établissements étaient en baisse très sensible, en Seine-Saint-Denis comme ailleurs en France. Les disparités entre départements ne faisant qu'amplifier ces attaques.

La plate forme départementale commence par : « Pour rattraper le retard et répondre aux urgences, nous exigeons immédiatement : A l'opposé des suppressions prévues la création... »

Le rattrapage est ici abordé de manière imprécise. Le rattrapage de quoi ? celui du rapport Fortier, par rapport à la moyenne nationale ? Le membre de phrase « à l'opposé des suppressions prévues » ne parvient pas à lever l'ambiguïté.

Le Rapport Fortier a servi de point d'appui à un combat et en même temps l'a fait entrer dans une logique qui lui sert de carcan. Disons-le : ce n'est pas le principe d'égalité comptable qui a allumé la mèche dans le département, mais l'aspiration à la justice sociale.

Il est probable que, quand tous les comptes seront faits, l'on puisse dire que le cadre comptable du plan de rattrapage de la Seine-Saint-Denis a explosé. C'est-à-dire que le mouvement a arraché plus que le rattrapage de la moyenne nationale et même la récupération d'une bonne partie des moyens enlevés par Allègre. Cette appréciation est capitale.

Le ministre a lâché 3 000 postes sur

trois ans pour la Seine-Saint-Denis ! C'est considérable au regard des propositions de départ, par rapport à la logique du rattrapage ; c'est dérisoire au regard de l'aspiration de tous ceux qui combattent depuis deux mois et plus. Là est la contradiction. La volonté de justice sociale qui a animé les acteurs du mouvement s'est exprimée par la nécessité de faire reculer le gouvernement sur son budget : « des sous pour l'égalité » ou encore la demande d'un collectif budgétaire.

Cependant, une ambiguïté a toujours flotté sur cette dernière revendication. Elle correspondait clairement dans la tête de chacun à la nécessité du refus du redéploiement. Pour certains elle pointait les choix de rigueur imposés par Maastricht et Amsterdam. Elle ne fut jamais réellement porteuse de l'extension nationale du mouvement qu'elle impliquait « naturellement », puisque le cadre du collectif budgétaire est un cadre parlementaire national.

La question de l'extension se posait donc bien comme corollaire de la question du rattrapage. L'enfermement qu'a produit la logique du plan de rattrapage de la Seine-Saint-Denis fut le « handicap congénital » de ce combat. Force est de constater que ce mouvement est resté confiné au 93. Pouvait-il en être autrement ? Les tentatives d'extension sont restées sans succès. Les prises de position, intersyndicales, interacadémiques, sont restées des positions d'appareils. Les directions, essentiellement le SNES, n'ont pas lancé leurs cadres dans la bataille. Le mouvement n'a pas réussi à sortir ni de sa limite géographique, ni de sa limite catégorielle.

DES FORCES POLITIQUES

L'éditorial du Monde du 3 et 4 mai, intitulé « La victoire du 93 », commentant la dernière annonce d'Allègre, soulignait la détermination des enseignants à se battre pour la justice et l'équité, et mentionnait le rôle des organisations politiques (PC et extrême-gauche). En effet, rapidement, les médias (France inter en particulier) ont rapproché la mobilisation surprenante du département des résultats de l'extrême-gauche aux élections régionales dans ce même département.

Il est exact que la mobilisation à la base a été nourrie par la présence de quelques militants encartés et surtout par d'ex-militants dans les établissements du 93 et dans les associations de parents d'élèves. La spécificité de la Seine-St.-Denis ne réside-t-elle pas dans l'exceptionnelle concentration de militants « apolitiques », c'est-à-dire militants sans parti, pour reprendre un concept de la révolution portugaise de 74 ? Ces militants ont mis leur expérience et leur savoir-faire au service d'une cause soutenue par l'ensemble d'une profession et au-delà par la population du département, fière de ses « profs qui se battent pour les enfants ». La lutte s'est enracinée dans les quartiers (2 000 signatures de soutien de la population autour d'un collège à Rosny) ; les collèges reconduisant leur grève ont été souvent relayés par les parents organisant des opérations « collège désert » ; des comités de ville se sont créés à St Denis, Montreuil, Epinay, Rosny, Bagnolet... dans plus de dix villes.

Dans le pays, les enseignants constituent un électorat privilégié du Parti Socialiste, et on a pu dire que la « Gauche » au pouvoir a souvent empêché la riposte aux attaques contre

DISPOSITION NOUVELLE

l'école. D'ailleurs la muselière fonctionne toujours et l'échec de l'extension au niveau national peut s'expliquer également ainsi. L'électorat du 93 plus qu'ailleurs a conscience du rôle des héritiers de la social-démocratie dans le maintien de l'ordre social.

La force d'une mouvance d'« extrême-gauche » est à mettre en corrélation avec le développement de la gauche communiste au sein du PC dans le département.

Comment comprendre que les directions départementale et académique du SNES se soient laissés relativement facilement bousculer par les assemblées générales, comment comprendre la position en pointe de la CGT au sein du mouvement, sans évoquer l'appartenance de certains responsables à la Gauche Communiste ? Comment comprendre enfin la mobilisation des parents d'élèves sans mentionner la crise profonde du PC dans ce département ? Les militants communistes engagés dans ce mouvement ne manqueront pas de mesurer rétrospectivement l'extraordinaire pouvoir de nuisance qu'a constitué le stalinisme. Remarquons que de très nombreux ex-cadres stalinien se sont parfois violemment opposés à la grève dirigée par des « gauchos », qui venait troubler leur attente paisible de la retraite dans des établissements de fin carrière.

Ce combat permet d'affiner l'analyse de la nouvelle donne depuis la chute du Mur de Berlin, puis du mouvement de 95 : les difficultés crois-

santes des appareils à faire obstacle aux mouvements autonomes.

Dans ce contexte, il est à noter l'apparition dans le paysage syndical de SUD éducation. Dès le 22 mars, le syndicat SUD proposait la constitution d'« une représentation permanente entre deux AG souveraines » pour doter la lutte d'un exécutif et, très rapidement, appelait à l'extension inter-catégorielle et nationale. Il déclarait plus tard dans un tract « les personnels ne se sont pas mis en grève pour un plan de rattrapage ». Il affirmait le lien de la lutte des profs et des parents avec la lutte des sans-papiers et des chômeurs. Il s'est toujours fait l'écho des décisions de l'assemblée des établissements, a mis ses (encore) faibles moyens au service de la mobilisation et s'est ainsi forgé, malgré ses faiblesses, un capital de sympathie certain auprès des enseignants grévistes.

NOUVELLES MŒURS ET

CONFRONTATION

DES CULTURES.

Mai 98, mai 68 : le lien est facilement fait. Arrestation de 8 manifestants : « libérez nos camarades », séquestration de Geismar, occupation symbolique de la Sorbonne, les acteurs de 98 ont, pour une bonne part, fêté un anniversaire ; et pour beaucoup ils ont tiré le bilan des joutes oratoires, des dialogues de sourds et

des conflits entre organisations. En 98, c'est le « Tous ensemble » qui prévaut. Organisations politiques, syndicats, militants apartidaires, non syndiqués se félicitent de pouvoir se retrouver ensemble dans la lutte. Sans doute la très grande proportion de militants désormais sans parti a contribué au métissage des cultures. Et c'est aussi là, la victoire du 93, la chaleur, l'enthousiasme, la volonté de se faire plaisir, de laisser parler l'imagination et enfin de renouer avec un certain état d'esprit né en 68, que le militantisme orthodoxe a voulu occulter. La lutte était spectacle, la lutte était symbole au Stade de France, dans une chaîne humaine où sans-papiers, chômeurs, parents, élèves et enseignants, main dans la main, ont ceinturé ce temple moderne de quelques centaines de milliards.

Il n'était pas habituel de voir des « centralisateurs » s'égayer dans des actions spectaculaires, ni des activistes s'astreindre à organiser pendant des heures. Les traditions des uns ont été acceptées par les autres sans opposition formulée : un mouvement sans a priori programmatique ou principiel (à l'exception de l'attitude des très orthodoxes et anachroniques militants de FO), où les organisations, que ce soit le PC, la Ligue Communiste ou Lutte Ouvrière ont été dans le combat. Les sans parti ont regardé avec tendresse les « politiques » camper à la tribune, ou dans les délégations. « On ne change pas une équi-

pe qui gagne » disait, non sans humour,... la militante de LO. Toutefois, à L'AG du 7 mai, de nombreuses interventions contre les dangers de personnalisation du mouvement ont montré que chacun veille sur la démocratie et que chacun entend continuer à mener la réflexion sur l'organisation du combat politique.

L'école « de la République » : une discussion nécessaire...

LA GREVE DU 93 :

UN MOUVEMENT

HAUTEMENT POLITIQUE

Les enseignants, les parents et les élèves de Seine-St. Denis se sont engagés, de plus en plus nettement au fil du mouvement de mars et avril 1998, sur la revendication d'égalité. Michèle et Pierre Sauve soulignent que cette revendication politique n'est en rien recouverte par celle de rattrapage en terme de moyens pour les écoles du 93. Cette confusion, qui est tout autant le produit d'une manœuvre des appareils syndicaux que d'une illusion largement répandue, mérite qu'on s'y intéresse. Derrière la revendication de rattrapage (ou celle d'égalité de moyens du 93 avec d'autres départements), c'est tout un système de pensée qui se révèle. Il paralyse depuis des décennies le mouvement ouvrier. Ceux

qui se sont présentés (et auto-proclamés) comme son avant-garde ont manifesté, dans ce domaine précis de l'école, une cécité tout aussi mortelle. Il serait intéressant de réfléchir aux sources historiques de cette paralysie théorique et politique, qui peut se résumer ainsi : depuis plus d'un siècle, le mouvement ouvrier (y compris ses secteurs révolutionnaires) n'a pas de politique révolutionnaire dans l'école. Ou encore, s'il existe un secteur où se manifeste de manière radicale le refus (ou l'incapacité) de rompre avec l'État bourgeois, c'est probablement celui de l'école.

QUE VEUT DIRE LA REVENDICATION DE RATTRAPAGE ?

Elle signifie que l'école souffre (et en particulier dans les départements où sévit une misère sociale plus rude qu'ailleurs) d'un déséquilibre des

moyens mis à sa disposition. C'est d'ailleurs un fait incontestable : le recteur Toulemonde, chargé de mission par Allègre, note ainsi que le seul lycée du Parc, à Lyon, bénéficie, pour assurer ses « colles » (des entraînements à l'oral des concours d'accès aux grandes écoles) de 21 000 heures supplémentaires annuelles, qui coûtent à la collectivité 6 millions de francs par an. Sa conclusion est intéressante, et elle va dans le sens de la revendication de rattrapage : « Si l'on faisait la même chose pour les élèves de ZEP, on obtiendrait certainement de bons résultats... » conclut-il. Cette revendication ainsi formulée (y compris dans la traduction qu'en donne le recteur Toulemonde) implique que si un État plus soucieux d'équilibre donnait davantage à l'école, celle-ci « redeviendrait » un cadre assurant, par la promotion de tous, la sélection des meilleurs. Ce qui sous-entend qu'elle le fut. Mais c'est au nom de cette théorie que, depuis des décennies, le mouvement ouvrier est enfermé dans le piège que lui a dressé la bourgeoisie dès la fin du XIX^e siècle, celui de l'« école de la République ». En un mot : l'institution est bonne ; elle est un acquis (certes contradictoire) des luttes ouvrières ; il faut lutter pour l'améliorer, en particulier en exigeant qu'elle bénéficie de davantage de moyens, en enseignants, en bâtiments, en équipements, aujourd'hui en ordinateurs et postes Internet, etc.

LA REVENDICATION D'ÉGALITÉ EST UNE REVENDICATION POLITIQUE

Lorsqu'elle jaillit des établissements en grève du 93 ou des manifestations de rue, cette revendication va infiniment au-delà de la traduction

qui en est donnée, à la fois par les appareils et par les animateurs du mouvement eux-mêmes. Elle nous interroge sur le fond même de l'idée d'égalité. Le concept n'a rien d'abstrait : en le faisant figurer sur chaque édifice de la République, l'État ne se paye pas de mots. La bourgeoisie, en accédant enfin au pouvoir avec la Révolution de 1789, agit comme le fait toute classe dominante : elle érige son intérêt en intérêt général. Une phrase de Condorcet résume assez bien dans quel piège cette classe dominante, à peine installée aux commandes, enferme ceux qui voudraient contester sa domination. Elle présente cette qualité supplémentaire de formuler ce qui est le fondement de l'école « de la République » et de sa mission : « Lorsque la loi a rendu les hommes égaux, que la seule inégalité vienne de l'instruction, et que l'éducation y remédie ! ». Tour de passe-passe originel : la loi nous fait égaux, citoyens qui ne peuvent exiger que leur naissance ou leur fortune leur confèrent des privilèges (= des lois privées). L'égalité devant la loi n'a cependant rien à voir avec l'égalité dans les faits. Et s'il n'est pas indifférent que la loi nous reconnaisse comme égaux, elle n'a aucune force pour abolir l'inégalité foncière, qui est celle des rapports de propriété, les uns détenant outils, capital et terres, les autres n'ayant que leur force de travail à vendre pour survivre. Mais taire ce « détail » (que les classes dominantes ont toujours intérêt à masquer), c'est prétendre que la loi ayant proclamé l'égalité, il ne reste plus qu'à effacer les inégalités « à la marge », ce qui sera la mission de l'école. Elle y remédiera, en faisant appel à l'effort individuel, au mérite, idéologie fondamentale de l'école « de la République », qui masque les rapports de classe,

et l'inachèvement de la lutte pour l'égalité. Nous y reviendrons.

Lorsque les manifestants du 93 réclament l'égalité, ils prétendent participer à un mouvement pour achever cette lutte, c'est-à-dire pour accorder le fait au droit. C'est à cette dimension, exactement révolutionnaire, qu'ils posent leur revendication.

CONTRE L'EXPLOSION DES INÉGALITÉS

Michèle et Pierre Sauve ont raison de dire que la revendication de rattrapage est une entrave à la généralisation du mouvement de Seine-St. Denis. Ce qui unit les enseignants, les parents et les élèves du 93 à ceux de tous les autres départements, mais aussi aux travailleurs et aux chômeurs, c'est précisément l'effroyable creusement des inégalités ; c'est l'effondrement des droits à se défendre, les sans-papiers et sans-domicile préfigurant le sort que le système capitaliste et néo-libéral promet à la grande masse. Banalité ? Précipitation ? Non : déjà novembre-décembre 1995 a eu cette « charge » politique. Cela veut-il dire que les participants à la grève de la Seine-St. Denis ont conscience que, pour arracher le droit à l'éducation, il faut combattre la propriété privée des moyens de production et abattre les États qui la protègent ? Certainement non. Mais mettre en avant cette impérieuse nécessité, dégager de l'instant du combat son objectif inévitable, c'est, en dehors de tout messianisme (parole révélée à des masses inertes et informes, peu ou pas conscientes), le rôle que, marxistes, nous voulons retrouver avec Carré rouge. Et si l'on veut déroger pour un instant au désir de ne pas en appeler sans cesse aux citations des « grands ancêtres » (souvent utilisées comme argument d'au-

torité, qui dispense de démontrer et de convaincre...), nous revendiquons pleinement ce que Le Manifeste du Parti Communiste déclarait en 1848 : « Les communistes appuient dans tous les pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant. Dans tous les mouvements, ils font de la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, la question fondamentale du mouvement. »

Cette volonté qui est la nôtre d'aider à faire la clarté, de contribuer à dévoiler ce qui, masqué, entrave le mouvement des travailleurs (car l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes...), nous commande d'aller plus loin dans ce secteur particulier de la société qu'est l'école, où un certain nombre de « vaches sacrées » interdisent que le mouvement ouvrier mène clairement une politique anti-capitaliste.

A PROPOS DE QUELQUES MYTHES PARALYSANTS

S'il est un mythe tenace, c'est bien celui de l'école « de la République ». Rien d'étonnant à cela, tant le mythe républicain lui-même est source de confusions. Mais l'école joue un rôle particulièrement important dans sa perpétuation. Cela tient en partie au lien fondamental que la mise en place de l'école laïque, gratuite et obligatoire entretient avec la construction, en France, de l'État bourgeois moderne, à la fin du XIX^e siècle. Or, jamais depuis le mouvement ouvrier n'a pu se dépêtrer du piège dans lequel il a été enfermé alors. « Tu veux en finir avec cette école, mais pour la remplacer par quoi ? » ; « Cette école est un acquis ouvrier, certes contradictoire (Ah ! les trésors de la dialectique de bazar...), mais un ac-

quis... » ; « Si je suis aujourd'hui révolutionnaire, c'est parce que j'ai appris à lire et à écrire, et c'est grâce à l'école ». On pourrait allonger à l'infini les signes de cet attachement quasi viscéral à la « Laïque », qui, depuis des décennies, fixe une borne à la remise en cause de la société bourgeoise en France, et fixe un horizon indépassable au combat radical sur le terrain scolaire : la lutte contre l'école « des curés », pour que « pas un sou n'aille à l'école privée ». Pour s'arracher à ce charme, pour dépasser enfin la limite que la franc-maçonnerie, cette institution de la collaboration de classe, fixe au mouvement émancipateur des travailleurs, il faut crever quelques « baudruches ». Aux premiers rangs, l'affirmation que cette école de la III^e République a appris à lire aux prolétaires ; qu'elle donne des outils pour l'émancipation ; qu'elle permet l'ascension sociale des « meilleurs » ; qu'elle a une visée « émancipatrice », voire « libératrice » (l'École libératrice a été, pendant près d'un siècle le titre de l'organe du SNI, syndicat dont l'importance et l'influence dans tout le mouvement ouvrier ne sauraient être résumées à l'officine de cogestion qu'il est devenu dans les dernières décennies de son existence). Il faut s'interroger sur les raisons pour lesquelles le mouvement ouvrier officiel, mais aussi un certain nombre de ceux qui se revendiquaient de la « révolution », ont adopté une position de défense de cette école-là, de celle de la III^e République, et ont rejeté dans l'oubli le plus complet les tentatives, fort développées, d'éducation ouvrière et l'enseignement très riche (ainsi que le début de réalisation) de la Commune de Paris. Comment a-t-on pu arriver à ce paradoxe hallucinant d'avoir, dans le mouvement ouvrier, pris

comme modèle l'école « de Jules Ferry » en oubliant celle d'Edouard Vaillant ?

Il est d'autant plus urgent de se dégager de ces mythes que le constat de la mort de cette école commence à se répandre, et que bientôt, ses derniers défenseurs se recruteront dans les rangs de la « gauche » et de « l'extrême-gauche »... La chronique de Jacques Julliard (Le Nouvel Observateur du 7 au 13 mai 1998) manifeste un franc-parler qui devrait nous aider à nous dégager de cette gangue. A propos du mouvement du 93, il explique ainsi : « Une certaine conception de l'école, élaborée à la fin du XIX^e siècle, est en train de mourir sous nos yeux. » A quoi aurait-elle servi et à quelle visée répondaient ses lois fondamentales ? « Elles ont [...] durablement fixé les termes du contrat destiné à unir l'école, la République et les citoyens. A ces derniers [ce contrat] promettaient des chances égales d'ascension sociale grâce au travail et à l'instruction ; à la République il assurait l'adhésion des citoyens, l'approfondissement du lien civique, c'est-à-dire, somme toute, la paix sociale (souligné par nous) ; aux instituteurs et aux professeurs il garantissait le respect, le soutien et la protection de la nation. Comme le dit Antoine Prost (« L'enseignement en France », 1968), « le vrai enjeu du débat, ce n'est pas le développement de l'instruction, mais sa constitution en service public ». » Et de déplorer que 68 ait signé (en particulier à cause des travaux sociologiques de Bourdieu et Passeron, avec, entre autres ouvrages, Les Héritiers en 1964, et La reproduction en 1970) l'arrêt de mort de cet idéal auquel il adhère, portant « un coup fatal à la légitimité de l'école républicaine ». Résultat, que Julliard déplore fortement : « La consé-

quence, c'est que la fonction explicite de l'école, à savoir la diffusion du savoir et des normes sociales (idem), ne cesse de reculer au profit de ces deux fonctions latentes que sont le gardiennage des enfants et la rétention des adolescents, loin du marché du travail : c'est l'école-garderie et l'école-parking. »

Ce que constate Julliard, pour le déplorer, mérite que nous nous interroguions sur les conditions de naissance et les fonctions de l'école telle que, indissociablement liée à l'édification de l'État bourgeois moderne en France (car les choses ne se sont pas passées de la même façon partout dans le monde), elle a été mise en place à la fin du XIX^e siècle.

COMMENT NAIT-ELLE ?

L'école de la III^e République... Magnifique République, c'est vrai, qui naît de l'écrasement sanglant de la Commune de Paris avec l'aide des armées Prussiennes, et se dissout en remettant le sort du pays dans les mains de Pétain, l'allié des nazis ! Car l'école qui naît alors n'est en rien un sous-produit de la Commune, mais le produit exact et délibéré de son écrasement dans le sang. Elle est d'emblée une machine hostile au prolétariat. Et elle se révélera un instrument d'une redoutable efficacité. Reprenons à grands traits les conditions et les motivations de sa naissance.

La question scolaire est, depuis la Révolution de 1789, un enjeu crucial des luttes que se mènent les différentes fractions des classes dominantes. Marx trace à grands traits les caractéristiques des grandes forces en présence : « Sous les Bourbons, c'était la grande propriété foncière qui avait régné, avec ses prêtres et ses laquais. Sous les Orléans, c'était la haute finance, la grande industrie,

le grand commerce, c'est-à-dire le capital avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs. La Royauté légitime n'était que l'expression politique de la domination héréditaire des seigneurs terriens, de même que la monarchie de Juillet n'était que l'expression politique de la domination usurpée des parvenus bourgeois » (Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte, Éditions sociales, 1969, Paris, p. 47). Ces fractions se cristallisent sur des conceptions très opposées de l'organisation de la société : rapports entre Eglise et État, rapports entre les classes, conditions de reproduction de la formation sociale.

Le mouvement ouvrier a, dès son origine, marqué le plus grand intérêt pour l'idéal d'instruction des républicains. Mais il le fait pour ses propres objectifs. Il faut d'ailleurs au passage écraser une autre « vache sacrée » : non, l'alphabétisation ouvrière ne vient pas avec l'école « de Jules Ferry ». Avant 1870, près de 87 % des ouvriers parisiens savent lire et écrire. Ils ont appris au contact de leurs aînés, dans une démarche que les pédagogues modernes appellent d'« apprentissage mutuel ». Alain Cottureau (Travail, école, famille..., aspects de la vie des enfants d'ouvriers à Paris au XIX^e siècle, juin 1977, cité par Edwy Plenel, dans la République inachevée, l'État et l'école en France, éditions Stock, Paris, 1997) montre d'ailleurs que jusqu'à la fin des années 1870, les contrats d'apprentissage comportent « couramment des clauses d'instruction mutuelle des apprentis du même atelier, hors de toute institution scolaire ». Le mouvement ouvrier a saisi l'enjeu, veut passionnément cette alphabétisation, cette instruction dont il attend qu'elle soit par elle-même émancipatrice. Illusion, mais c'est

une autre question... Quant à Marx, il exprime en 1875 un point de vue d'une extrême netteté : « Une éducation du peuple par l'État est chose absolument condamnable. Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, les aptitudes exigées du personnel enseignant, les disciplines enseignées, [...] c'est absolument autre chose que de faire de l'État l'éducateur du peuple ! Bien plus, il faut proscrire de l'école, au même titre, toute influence du gouvernement et de l'Eglise. [...] Si la bourgeoisie et l'aristocratie négligent leurs devoirs envers leurs descendants, c'est leur affaire. L'enfant qui jouit des privilèges de ces classes est condamné à souffrir de leurs propres préjugés... [...] La combinaison du travail productif payé avec l'éducation intellectuelle [...] élèvera la classe ouvrière bien au-dessus du niveau des classes bourgeoises et aristocratiques. ».

Ce n'est bien entendu pas comme cela que les classes dominantes l'entendent. Elles éprouvent une répugnance tenace à l'idée d'une éducation massive du peuple. Elles y voient une remise en cause de l'ordre social, une menace contre l'ordre, en détournant le peuple des travaux manuels, en suscitant des aspirations illégitimes à l'ascension sociale. Ce serait, en la généralisant, remettre en cause la hiérarchie sociale, abaisser le niveau culturel, subvertir la morale traditionnelle.

Le débat est incessant. Mais la lutte des classes continue son travail de taupe, et les clans des classes dominantes ne sont pas les seuls en jeu. La Commune de Paris retentit comme une menace mortelle pour elles : elle dit la possibilité de réorganiser la société autour du prolétariat, selon de nouvelles valeurs, dans de nouveaux rapports de propriété. Mieux,

elle trouve l'organe de la démocratie la plus achevée pour mener ce bouleversement à bien. Tout de suite, elle porte un intérêt passionné à la question de l'éducation. Elle le fait dans la lignée de ce que Marx explique ci-dessus, mais aussi dans la continuité de ce que les ouvriers ont déjà mis en œuvre avant qu'elle n'éclate. Sa durée d'existence est très brève, mais la commission animée par Edouard Vaillant, avec Courbet, Vallès, Clément fait des propositions. Ligne directrice : la mise en place d'un enseignement intégral. Il s'agit, rapporte Le Père Duchêne, de « former des hommes complets, c'est-à-dire capables de mettre en œuvre toutes leurs facultés et de produire non seulement par les bras mais par l'intelligence ». Autre journal de la Commune, Le Vengeur précise « il faut enfin qu'un manieur d'outil puisse écrire un livre, l'écrire avec passion, avec talent, sans pour cela se croire obligé d'abandonner l'étau ou l'établi. » (cités dans Jean Foucambert, L'école de Jules Ferry, un mythe qui a la vie dure, éditions Retz, Paris, 1986). Il s'agit d'en finir avec la division sociale du travail, des tâches, avec la séparation à l'école, à l'atelier et dans le corps social, du travail productif et du travail de production de l'art et du savoir.

En un mot, la Commune établit le lien naturel entre révolution et instruction. Elle en confie la charge, non à l'État, mais aux travailleurs eux-mêmes, dans le cadre de la démocratie dont elle a trouvé la forme, comme le dira Marx lorsqu'il en tirera le bilan.

Halte-là ! La Bourgeoisie écrase dans le sang ce virus extraordinairement contagieux. Elle s'acharne sur le peuple de Paris, fusille, mutile, exile, envoie au bagne, assassine. Les élégantes Versaillaises viennent cre-

ver, de la pointe fine de leurs ombrelles, les yeux des Communards fusillés. La terreur sera à la hauteur de la peur qu'ont éprouvée les classes dominantes. Beaucoup de mesures en découleront, toutes dictées par cette peur. Mais s'il est un domaine où elles sont urgentes, c'est bien celui de la reprise en main des classes « dangereuses » : il faut les encadrer politiquement, idéologiquement et moralement. Il ne s'agit nullement de faire une concession à un prolétariat qui devient fort et dangereux. Il ne s'agit pas de concéder l'instruction à une classe ouvrière menaçante. Cette réflexion est un véritable anachronisme. L'école laïque, gratuite et obligatoire que la bourgeoisie républicaine arrache au Parlement contre une opposition monarchiste divisée, s'installe sur le cadavre encore chaud du prolétariat qui vient de subir une défaite sanglante. Le mouvement ouvrier est alors écrasé, et la classe ouvrière n'intervient plus dans les luttes politiques pendant des années après cette défaite. Elle reste muette et incapable de réagir lorsque les « lois laïques » sont instaurées. Edouard Dolleans, dans son Histoire du mouvement ouvrier (1967) le dit : « De 1871 jusqu'après l'Exposition universelle de 1878, la classe ouvrière ne compte pas... Dans la consolidation de la République, c'est la paysannerie qui joue un rôle décisif. La classe ouvrière apparaît à peine ; elle est mise à l'écart par ceux-là même, parmi les républicains radicaux, qui s'imaginent être les démocrates les plus sûrs, les républicains les plus intransigeants... La victoire républicaine n'a pas été obtenue, même partiellement, grâce au concours de la classe ouvrière... Gambetta, la grande vedette politique de l'heure, emploie une expression : le peuple, qui

est le signe d'une confusion. Pas un instant il ne songe à la classe ouvrière, mais à la France, pays de petits ateliers et de petits domaines ; Gambetta veut parler de la nouvelle couche sociale bourgeoise : petits avocats, avoués, médecins, pharmaciens, vétérinaires, marchands... En 1878, la classe ouvrière n'apparaît pas parmi les forces dont dépend l'opinion publique... »

Loin de satisfaire une revendication ouvrière, Jules Ferry menace la classe bourgeoise, son commanditaire ; il dit à la tribune de l'Assemblée : vous ne voulez pas d'une école pour le peuple ? Vous ne pourrez pas alors empêcher que le peuple se crée son école, et alors rien ne pourra empêcher que se propage une idéologie communiste ou socialiste, que se reproduisent d'autres Communes. Il ne cesse dans le même temps de rassurer ses semblables, de leur donner des gages qu'il ne s'agit pas d'instruire le peuple, mais de le contrôler, de le moraliser, de l'encadrer. Accessoirement, de le préparer à devenir chair à canon pour aller reconquérir ces terres que l'on a données en tribut aux armées prussiennes qui ont aidé à écraser le prolétariat parisien dans le sang... Et en tout cas, en faire des citoyens qui savent lire pour voter, des ouvriers qui savent ce que l'on a besoin de savoir pour travailler dans les nouvelles conditions de la production industrielle et agricole.

L'habileté de Jules Ferry, la complicité ou le désarroi du mouvement ouvrier qui, sur ces questions, n'a pas les idées claires de Marx, bientôt relayée par la trahison des chefs socialistes, à la fois dans l'Union sacrée et dans l'illusionnisme laïcard, vont enfermer la classe ouvrière dans un théâtre d'ombres. Le mouvement ouvrier et socialiste a chanté les vertus

de l'instruction, pour le progrès et la justice. On semble être dans la continuité de la Révolution de 1789. On semble, avec cette école qui promet l'ascension sociale, avoir obtenu de faire échapper les enfants à la fatalité des champs, des mines et des usines d'abattage. Le génie de celui qui, d'un même mouvement, construit, contre les populations d'Indochine, l'empire colonial dont la bourgeoisie française a besoin, est d'avoir en permanence pris à contrepied un prolétariat défait, d'avoir utilisé des mots qui semblaient parler d'autre chose. N'était-ce pas des acquis réels ? Pouvait-on les refuser ? Non. Était-on en état de refuser quoi que ce soit après l'écrasement de la Commune ? Était-on en état de bâtir cet enseignement « intégral », de briser la division entre travail intellectuel et travail manuel, c'est-à-dire, pour cela, de balayer le capitalisme au sommet de sa vigueur ?

Nulle contradiction. Pas d'acquis « contradictoire » (Oh que je les aime, ceux-là !) : la mise en place, à la faveur d'un écrasement sanglant du prolétariat, d'un système contraire à celui qui correspond à la logique révolutionnaire incarnée dans toutes les premières mesures de la Commune. Point.

De la clarté sur cet épisode fondateur dépend la possibilité de remettre les choses sur leurs pieds et de réfléchir ensemble. Car à partir de la clarté sur le caractère de classe de l'acte fondateur de l'école de « la République », de l'école « de l'État bourgeois », pour être plus exact, on peut tirer le fil et examiner « l'œuvre scolaire de la III^e République ». Et peser pour ce qu'elles valent les balivernes sur leur caractère « contradictoire »... « Mais c'est parce que nous avons acquis les plus hauts niveaux de la culture bourgeoise que nous

sommes capables de la dépasser et de lutter pour la Révolution », me rétorque-t-on régulièrement, dans un effort pour défendre « contradictoirement » cette œuvre. L'argument ne tient pas. Pour ceux d'entre nous qui sommes issus de la classe ouvrière, nous avons fait des études supérieures qui... ne nous étaient pas destinées ; quant au dépassement, il est, pour la plupart d'entre nous, non pas un produit de l'école, mais de cet « enseignement mutuel », de l'enseignement transmis par d'autres canaux, ceux des organisations, syndicats et partis, de la classe ouvrière ou de ses satellites. Alors, cette œuvre scolaire de la III^e République ?

INDIVIDUALISATION, MASQUAGE DE LA DIVISION EN CLASSES ET MÉRITE INDIVIDUEL

Loin d'être un instrument de promotion collective, l'école de Jules Ferry est, d'emblée, un outil de sélection individuelle. Dieu n'est plus le principe explicatif des inégalités individuelles. Il n'est pas question de dévoiler le vrai principe d'inégalité, celui qui s'établit sur les rapports de propriété. Alors, dans cet univers clos, isolé du monde de la production, où jamais n'entrent les vrais problèmes, dans ce monde artificiel de la classe d'école ; où, avant de rejoindre la mine ou l'usine qui les détruit, on va « herboriser », chanter les merveilles d'une vie bucolique, la sagesse des bergers et le bon sens des paysans, on va inculquer une morale du mérite individuel. Pourquoi est-on au sommet de la société ? Pourquoi est-on condamné aux tâches d'exécution ? Parce qu'on a bien ou mal travaillé à l'école. Et de citer en exemple ce fils d'ouvrier agricole inculte de mon village, dont les trois fils avaient « fait »

Normale Sup., l'X et Centrale... Rien à craindre de l'école : elle ne bouleversera pas les hiérarchie sociale : comme elle promet selon les critères qu'elle définit elle-même, des critères scolaires, elle récompensera ceux auxquels ces critères sont les plus familiers, à quelques exceptions près (qui alimenteront la machine idéologique : rien ne se perd !). Est-ce de sa faute si ces critères appartiennent au registre culturel de la bourgeoisie ? Mais on y aura gagné : ceux qui ne réussiront pas ne pourront en accuser personne qu'eux-mêmes : « Je n'étais pas fait pour l'école »... et elle n'était pas faite pour toi. Ça tombe bien. Tu seras ouvrier.

Bientôt, selon un schéma qui relie inexorablement pauvreté et anormalité, anormalité et criminalité, l'école laïque, gratuite et obligatoire va objectiver, et même quantifier, justifier scientifiquement l'anormalité qui, comme de bien entendu, est strictement corrélée à la misère sociale. La peur des troubles sociaux est un puissant moteur de cette recherche. Il est intéressant de noter que les premières enquêtes de masse, lancées par le fondateur de la démarche qui deviendra psychopédagogique, Alfred Binet, s'orienteront sur des problèmes de morale. Sur 9 enquêtes réalisées entre 1900 et 1905, 8 ont ce contenu. On s'intéresse ainsi au « mensonge »... pour en déduire que cette perversion est souvent liée à l'appartenance aux couches les plus basses de la société. Et l'on travaille à l'éradication du mensonge (le « pire » des vices !) qui, bien souvent, est une stratégie d'évitement pour les subalternes, une tactique de défense devant le patron.

DISCIPLINE, OBÉISSANCE

ET PROPRETÉ

L'autre grand œuvre sera de discipliner ces « sauvageons », comme dirait Chevènement. Jeunes citadins de la rue, jeunes ruraux des chemins creux, il faut leur apprendre à être à l'heure, à s'aligner en rangs impeccables et silencieux, à admettre ordre et punitions. La question de la ponctualité et de l'assiduité est l'objet d'un combat acharné. C'est que le respect de l'heure, c'est aussi une donnée essentielle du dressage d'une armée de prolétaires industriels. L'horloge des mairies, bientôt celle des usines, ont mené un combat épique pour marquer les heures qui comptent, celles de la production, contre les sonneries des églises, qui entendaient continuer à rythmer la vie paysanne selon les canons de la liturgie. Il faut mener très tôt ce dressage.

Aux parents qui estimerait qu'ils ont besoin de bras et d'yeux juvéniles pour battre le blé ou surveiller le troupeau, on envoie les gendarmes : l'école est obligatoire.

Gare à celui qui faute : il sera puni. Voulez-vous être tranquille ? Respectez les règles. Elles sont arbitraires ? Certes, et il ne s'agit pas d'y adhérer mais d'y obéir. Les « fortes têtes » s'y briseront : ce seront de mauvais élèves, quel que soit leur talent, ou leur génie. Obéissez donc, et vous serez « libres » (!) et tranquilles. Comme les gares de chemin de fer ou les bureaux de poste, les écoles sont toutes construites sur le même modèle architectural. Ce sont des bâtiments de l'État. Pas de fantaisie, de particularités régionales, de participation populaire à leur édification. Conformité absolue.

Les différences sociales seront gommées sous la blouse uniforme. Ici, on réussit selon son mérite. Le rang social n'a rien à voir. D'ailleurs, il n'y a

pas de rang social, de classes différentes : nous sommes tous des citoyens de la République...

Il est frappant de voir combien chacune de ces caractéristiques matérielles a pu être interprétée selon les besoins de chacun, selon ce qu'il veut prouver. « C'était bien ces blouses. C'est pas comme maintenant, avec les petits bourgeois (ou les petits dealers, au choix) qui affichent leur Chevignon. » Qu'importe si les consciences, elles, portaient ou non la blouse ; si, dehors, le fils de bourgeois baignait dans un environnement culturel qui était, lui, en phase avec ce que demandait et valorisait l'école...

C'est l'idéal des classes moyennes. Voilà l'excellent portrait qu'en dresse Jean Foucambert (op. cité) : « Le concept de classes moyennes (toujours au pluriel, pourquoi ?) en est un remarquable exemple. Parce qu'ils se situent dans des catégories socio-professionnelles intermédiaires, ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail à ceux qui possèdent les moyens de production ont, d'une part, perdu le sentiment de cette transaction économique et, d'autre part, se reconnaissent dans un certain nombre de valeurs générales qu'ils contribuent souvent à produire à la demande de la classe dominante. Ce qui caractérise ces classes moyennes, c'est qu'elles n'ont pas de conscience de classe puisqu'elles ont le statut d'une classe et l'idéologie d'une autre. Elles sont réduites à surmonter cette contradiction en niant l'existence même de la division sociale. »

LA PATRIE

Cette jeunesse disciplinée, déjà plus ou moins uniformisée, ponctuelle et soumise, convaincue des vertus de l'effort individuel, à qui on a inculqué

l'idée d'un pays fictif, sans lutte des classes, sans classes d'ailleurs, où chacun contribue à l'effort collectif, cette jeunesse, donc, est une formidable réserve de chair à canon. Il lui faut un idéal unificateur : au Dieu que proposent les curés, on va substituer la Patrie.

L'unité nationale, celle qu'impose cet État bourgeois enfin moderne, se construit largement à l'école. On éradique les langues régionales, parfois avec la plus grande brutalité. On éradique même, dans les colonies, le sentiment d'être « autre », et « nos ancêtres les Gaulois avaient les yeux bleus » répètent en chœur les petits Sénégalais, les petits Indochinois... On façonne des « héros nationaux », à la fois modèles de combat héroïque (il s'agit de s'y préparer !) et unificateurs du territoire, contre César, les Anglais, les Prussiens.

L'unité nationale, c'est aussi, comme le dit le peintre Chirico pour expliquer son adhésion au fascisme italien, des trains qui arrivent à l'heure... C'est un peuple qui vit d'un seul souffle, d'un seul rythme, de Brest à Strasbourg, de Dunkerque à Nice. Un ministre de l'Éducation nationale monte à la tribune de l'Assemblée nationale vers 1910. Il déclare fièrement : « Messieurs, il est 9 heures. A l'heure où je vous parle, partout en France, dans chaque classe, c'est l'heure de la dictée... »

Les trente années qui séparent l'édification de cette école (1882) et la Première Guerre mondiale vont être des années de préparation de plus en plus intensive de la revanche. Jean Foucambert rappelle que la première devise de la Ligue de l'Enseignement a été « Pour la Patrie, par le livre et par l'épée ». Les enfants des « bataillons scolaires » de Jules Ferry font du maniement d'arme. En 1904, un manuel pédago-

gique fixe le programme d'éducation physique : parcours en milieu naturel, lancer de poids, maniement du bâton. Le futur fantassin se forme ainsi aux parcours « naturels » de la guerre de mouvement puis de la guerre de tranchée, au lancer de grenade et au maniement de la baïonnette fixée au bout du fusil. Quant aux filles, on apprend aux apprentis institutrices des Écoles normales les gestes qui élargissent le bassin, fortifie la poitrine ; c'est qu'il ne suffit pas de former les futurs fantassins, il faut aussi préparer la relève de ceux qui tomberont... Et puis, ce qui aura été réalisé en matière de préparation militaire à l'école sera autant de moins en immobilisation de prolétaires par un service militaire trop long (5 ans à l'époque).

Si la préparation physique n'est pas négligée, c'est dans le bourrage de crâne que l'école « de la République » excelle. « Marseillaise » au Certif., chansons revancharde à tout bout de champ (« Prussien, Prussien, mon cœur n'est pas Allemand » déclare fièrement la fiancée alsacienne). Les instituteurs sont les instruments fanatisés de cette préparation à la gloire. En 1914, comme sous-lieutenants de l'infanterie, ils mèneront au feu ceux qu'ils ont menés au Certificat d'études. Parfois, comme Péguy, en gants blancs... Sur la route glorieuse de Berlin, ils croiseront d'autres prolétaires, d'autres paysans, pour la plus grande gloire de l'empire colonial et du profit. Au nom de la liberté et de l'égalité.

Il y a un fil conducteur entre la défaite sanglante de la Commune et l'Union sacrée de 1914. Il se pourrait bien que l'école de Jules Ferry entre dans sa composition pour une bonne part...

FAMILLE

Autre valeur exaltée, celle de la famille. Rien ne fait trembler davantage la bourgeoisie, en particulier dans les villes, que cette enfance que rien ne tient. Si les campagnes continuent, bon an mal an, de perpétuer des structures sociales stables, faites de promesses de mariage, de fiançailles, de mariage sous la double égide de l'Eglise et de la Mairie, les rues des villes grouillent de cette faune d'enfants nés de la promiscuité qui règne dans un prolétariat tout neuf, dont la vie n'est plus régulée que par le travail. Les structures familiales, en tant que cellules de contention, mais aussi de transmission des valeurs d'ordre, de respect des aînés, d'autorité, de devoir, se sont effondrées en bonne partie avec l'exode rural, la concentration urbaine. Les conditions de vie n'arrangent rien. Il faut réactiver cette cellule de base, faute de quoi d'autres solidarités se noueront dans la rue, dans l'usine. Le spectre de la Commune et de ses poulbots hante la bourgeoisie. Edwy Plenel (Op. citée) explique ainsi le phénomène : « L'enjeu est la destruction des anciennes formes de sociabilité. La propagation du savoir-vivre dominant impose de pourchasser l'imbrication des familles, le mélange des âges, le côtoiement dans les jeux ou les apprentissages, le grouillement des rues, l'instabilité dans le travail ou l'habitat. Il importe d'uniformiser les manières de vivre et de penser, de les unifier selon un modèle qui atomise, compartimente et morcelle. Prise de distance d'avec la communauté sociale, le repli sur l'espace familial facilite le contrôle et l'isolement de l'ouvrier individuel. »

Et l'école offre le modèle de la famille idéale, où les parents sont aimants et sévères, soucieux du devoir et du

travail, et certains que l'enfant, grâce à l'école, et seulement grâce à elle, assurera leurs vieux jours en conquérant dans la société une place modeste, mais un peu meilleure que la leur. Poèmes, grands textes, peintures, exercices d'arithmétique : tout y contribue.

TRAVAIL

Est-il bien besoin de développer à quel point, en particulier dans l'enseignement primaire (le seul qu'organisent l'école de Jules Ferry et les « lois laïques », tout en l'isolant soigneusement des autres degrés d'enseignement, sans « passerelles » pour les rejoindre), la valeur travail est mise sur un piédestal ? De quoi peut bien vouloir nous parler Alain Finkielkraut (Le Monde du 15 mai 1998) quand il regrette que l'étymologie d'« école » : skholê, qui, en Grec, signifiait « loisir », se soit perdue... Quand l'école « de la République », dont il est un ardent défenseur, a-t-elle fixé aux enfants l'objectif qu'il prétend être celui de l'instruction publique : « Par l'instruction publique, nous nous sommes même mis en tête de faire de la démocratie une aristocratie universelle, c'est-à-dire un monde où nul ne serait exclu du loisir de penser » ? Quand va cesser cette charlatanerie intéressée qui fait comme si l'idéal des uns et l'intérêt des autres se rejoignaient ? « Loisir » ? Oui, pour l'homme libéré des chaînes du travail exploité... Est-ce l'objectif de l'école que Jules Ferry met en place pour le compte de l'État bourgeois, c'est-à-dire du « comité central de la bourgeoisie » ? Soyons sérieux.

Toujours est-il que le tryptique « Travail, Famille, Patrie », sans figurer explicitement au fronton des écoles, en constitue le fond idéologique. Et que l'institution dans son ensemble

n'aura pas peu contribué à son triomphe (ou plutôt au désarmement des masses exploitées) avec Pétain. Et là encore, le mouvement ouvrier est désarmé. Ce n'est pas le modèle social-démocrate (patriotard, sexiste et productiviste), ni, encore moins, le modèle stalinien (avec les statues des ouvriers musclés et stakhanovistes) qui en détourneront le prolétariat... Il y a plus qu'un hasard ou une faute dans l'adhésion des chefs officiels du mouvement ouvrier à ces valeurs essentiellement bourgeoise : il y a la volonté centrale de ne pas toucher à la propriété privée et à l'État. C'est le fond politique de leur adhésion à l'école de Jules Ferry.

UNE COHÉRENCE, PAS UN PLAN PRÉMÉDITÉ

Ce ne sont pas deux conceptions idéologiques qui se sont affrontées.

La bourgeoisie n'a pas mis en place un plan cohérent, qui aurait visé à gagner ou à entraîner contre leur gré les exploités à ses visées. Ce qui a prévalu, c'est le résultat de la lutte des classes, c'est le produit d'une défaite qui a longtemps laissé la classe ouvrière exsangue. Ce qui s'est alors mis en place répond à une logique propre au système. Le problème est que le prolétariat y a perdu sa pensée indépendante, que la trahison de ses dirigeants l'a laissé désarmé lorsque ses forces se sont reconstituées.

C'est parce que nous pensons qu'il faut combattre le système fondé sur la propriété privée des moyens de production, qu'il faut abattre l'État qui protège cette propriété, que nous re- posons ce problème politique central de l'école.

Je ne sais pas comment il faut traduire

aujourd'hui ce que Marx et la Commune avaient analysé à propos de l'école. Je suis simplement persuadé qu'il faut poser les problèmes à ce niveau, faute de quoi on est impuissants à aider le mouvement dont les enseignants, parents et élèves de Seine-St. Denis ont dit qu'il était inévitable. Ne pas poser le problème à ce niveau, politique, c'est contribuer à fixer à leurs mouvements, aujourd'hui et demain, les limites du « rattrapage ».

DE LA VIOLENCE

SYMBOLIQUE

À LA VIOLENCE

TOUT COURT...

Ces discussions sont d'autant plus importantes que l'explosion du 93 n'a rien d'un simple mouvement revendicatif.

catif, aussi puissant soit-il. Il s'agit de bien plus et tout le monde l'a senti. Le système a atteint ses limites. Entendons pas là qu'il n'est plus capable de constituer un cadre de contention, de dressage, d'une jeunesse qui reste potentiellement dangereuse. Le système ne donne plus de « récompenses » pour faire admettre la violence qu'il exerce. Si disparaissent ces récompenses au moins symboliques (comme la promesse fallacieuse d'un ascenseur social, ou tout simplement celle d'un emploi plus ou moins garanti) et que la violence ne peut plus demeurer elle-même « symbolique » (en ce sens qu'elle est admise implicitement par la victime, et l'école y a joué un rôle fondamental), c'est que nous allons vers une autre époque : celle des bâtons et des fusils contre des jeunes que plus rien ne tient.

Comment comprendre autrement la conclusion que Allègre donne au mouvement du 93 dans Libération : pour moi, dit-il en substance, j'ai fait ce que j'avais à faire. Maintenant l'affaire revient à mes collègues Guigou et Chevènement. Rappelons que ces deux-là sont respectivement ministre de la Justice et de la Police.

Nous y reviendrons dans le prochain numéro de Carré rouge.

Jean Jacques Karman
Emile Fabrol
membres du Comité
national permanent
de la Gauche
communiste du PCF

La direction du PCF, lors de son dernier comité national, vient de déclarer vouloir prendre une initiative d'ampleur stratégique. Logiquement, de telles initiatives stratégiques sont du ressort de décisions de Congrès (le prochain est prévu en décembre 1999). Il est vrai que lors de son 29e congrès en décembre 1996, avec le « triomphe » de la mutation, notre parti s'est ouvert à toutes les adaptations imaginables. Le PCF n'a plus de programme depuis cette date : il devait être adopté par le Comité national, mais il n'en fut rien, occupé qu'il est aux différentes adaptations de la politique gouvernementale.

P.C.F. : les contradictions s'aggravent.

QUEL ÉTAIT L'ENJEU

RÉEL DES ÉLECTIONS

POUR LE PCF ?

De plus en plus de militants s'interrogent, s'opposent à la ligne réformiste de leur parti. Ils étaient 5 % contre la « mutation » social-démocrate lors du dernier congrès, 25 % contre l'entrée de ministres communistes sans conditions dans le gouvernement Jospin et plus de 33 % contre les listes d'« union » de la gauche plurielle. La direction du PCF regarde cette évolution avec inquiétude. Il lui faut arrêter cette progression de l'opposition interne. Pour cela, elle souhaitait, à occasion des élections, faire valider son orientation ; en particulier sa participation gouvernementale, aux yeux de ses militants et électeurs, en sortant renforcé de cette consultation. A cette fin, elle utilise toutes les possibilités : Première-

ment, elle abuse de la référence de comparaison, la plus basse possible (celle des élections de 1992).

Deuxièmement, elle fait tout pour imposer la constitution de listes gouvernementales pour les régionales, fondant sa représentativité dans celle de la gauche plurielle (plus justement ne permettant pas de distinguer le score communiste dans celui de la gauche plurielle). Un petit nombre de directions fédérales allant même jusqu'à proposer la même démarche au Parti socialiste pour les cantonales ? Donc, l'analyse des résultats fut faite par la direction du PCF en fonction de ces enjeux, ce qui explique les contre vérités énoncées lors du comité national, et les décisions prises.

QUELS SONT

LES RÉSULTATS RÉELS ?

Les listes de la gauche plurielle aux régionales reculent en pourcentage

par rapport aux législatives de l'année dernière.

L'abstention populaire grandit et les listes d'extrême-gauche progressent, entrant pour la première fois dans les assemblées régionales. La droite parlementaire obtenant à peu près le même pourcentage qu'aux législatives, il y a donc baisse électorale de la gauche plurielle depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement. Nous assistons à un mouvement, qui part des partis de la gauche plurielle, vers l'abstention et l'extrême-gauche. Nous pouvons le caractériser, sans trop nous tromper, comme un mouvement électoral demandant plus de « gauche à la gauche ». Apparemment, le PCF déclare que ces élections sont une victoire puisqu'il regagne une trentaine de sièges par rapport à 1992, et entre dans certains conseils régionaux dont il était absent. S'il y a victoire, ce n'est qu'un succès de type électoraliste et non politique. Notons que cette « avancée » se situe en dessous du nombre de conseillers régionaux que le PCF avait en 1986 (il lui en manque 10). L'analyse des élections cantonales est, quand à elle, beaucoup plus parlante. Là aussi, il y a, en apparence, un léger progrès par rapport à cette référence basse de 1992, mais c'est oublier que le Parti communiste français avait obtenu en 1994 aux élections cantonales de l'autre moitié des cantons un résultat supérieur de 1,6 % à celui d'aujourd'hui. Et même si nous gagnons un trentaine de sièges, nous sommes loin de reconquérir ceux que nous avons perdus en 1992 et surtout, comparée au gain de plus de 300 sièges obtenu par le PS, nous mesurons que cette victoire pour le PCF est plus qu'illusoire ! Prenons quelques exemples très significatifs : perte de 30 % des voix communistes

dans le département du Val d'Oise, et de 2 sièges, dont celui de Robert Hue, ou encore le fait que pour la première fois, le Parti socialiste passe en pourcentage et en voix devant le Parti communiste en Seine-Saint Denis.

QUELLE EST L'ANALYSE DE LA DIRECTION DU PCF ?

Elle réclamait un soutien pour un gauchissement de l'action gouvernementale. Elle déclare sans y croire avoir reçu ce soutien. En réalité, Jospin lui-même était venu lors du dernier meeting électoral au Zénith, pour déclarer : « Si la gauche plurielle sort renforcée de ces élections cela signifiera que les Français veulent que nous continuions sur la même voie ».

Par rapport au « gauchissement » déclaré par le PCF, F. Hollande avait répondu aux journalistes qui s'inquiétaient des déclarations de Robert Hue : « Il joue son rôle pour la gauche plurielle, dans le cadre de l'orientation gouvernementale de Jospin ». En clair, il « ratisse » pour la même politique.

La direction du PCF se déclare plus inquiète du rôle joué par Le Pen que de l'augmentation de l'abstention et des voies de Lutte ouvrière. Elle accuse la droite d'être responsable du phénomène Le Pen. Bien sûr, la droite a une grande part de responsabilité dans le « phénomène » Le Pen, mais en rester là, ce serait oublier la stratégie mitterrandiste de promotion de Le Pen depuis 1981 et le fait que c'est la fausse politique de gauche du gouvernement actuel qui pousse encore des travailleurs dans l'impasse lepeniste. En réalité, préoccupée à juste titre de la question Le Pen, la

direction du PCF est alarmée par le phénomène de l'abstention populaire et du vote pour Lutte ouvrière. Elle déclare que les votes Lutte ouvrière ne recouvrent pas les pertes du vote communiste, pour les minimiser. Une rapide analyse prouve le contraire. En région parisienne, c'est en Seine-Saint Denis que L. O réalise ses meilleurs scores. En Seine-Saint Denis, c'est à Aubervilliers que L. O enregistre ses plus hauts résultats. Et à Aubervilliers c'est dans les cités HLM, dans cette ville la plus ouvrière de la première couronne, que L. O progresse de 10 % en moyenne. Des électeurs communistes, des militants ont déclaré qu'ils avaient volontairement voté L. O pour donner un avertissement au Parti communiste français. Même si elle déclare que les votes Lutte ouvrière ne recouvrent pas les pertes communistes, espérons que la direction du PCF a entendu le message lancé par une partie de ses militants et de son électorat.

QUE PROPOSE LA DIRECTION DU PCF ?

La direction du PCF a sûrement entendu le message, mais décide par un tour de passe passe (Dynamique Majoritaire du Changement, DMC) de faire croire, comme le titre la presse bourgeoise, (Le Monde) : « Robert Hue tend la main à l'extrême gauche ». Avant la réunion du Comité national et après avoir prévenu Lionel Jospin, dont il a reçu l'accord sur le contenu du DMC, il se fixe de « racoler » à gauche de la gauche pour élargir la base électorale de la majorité plurielle, sortie affaiblie des élections.

Il propose dans la même foulée la constitution d'une liste pour les élections européennes de 1999, pour la réorientation de la construction euro-

péenne où certains, du mouvement social ou de l'extrême-gauche, pourraient se compromettre en échange de « places ». Le président du groupe à l'Assemblée nationale déclare : nous ne quitterons jamais le gouvernement. Cette affirmation, plusieurs fois énoncée par Robert Hue lui-même, est le seul engagement pris par la direction du PCF lors de son entrée dans ce gouvernement. Tout est tributaire de cet engagement.

LA CONTRADICTION

CENTRALE DU PCF

Un gouvernement mène une politique pour ou contre les intérêts du grand capital. Depuis 10 mois la politique de la gauche plurielle est une politique qui préserve les intérêts du grand capital. La question de Maastricht, qui est en soi un révélateur, est devenue gênante pour la direction du PCF. Jean-Claude Gayssot déclare au Conseil des ministres, au sujet de la monnaie unique : « elle est décidée, il faut l'appliquer ». A l'Assemblée nationale, le groupe communiste déclare voter contre les modifications du rôle de la banque de France en fonction de Maastricht et de la monnaie unique, mais le jour du vote, comme le note le journal le Monde : « Dès que Maxime Gremetz prend la parole au nom du groupe communiste, plusieurs membres de ce groupe quittent la salle et au moment du vote, ce ne sont que 10 députés communistes, sur les 35 que compte le groupe, qui votent contre les orientations gouvernementales ». De plus en plus de militants perçoivent les contradictions du discours de la direction. Par exemple, il y a un an, Robert Hue énonçait à Lille : « les conditions politiques pour un gouvernement de Gauche » qu'il nommait : socle d'une politique de gauche. Ce

socle comprenait :

▫ 35 heures sans diminution de salaire pour aller aux trente heures.

▫ SMIC à 8 500 F et relèvement de 1 500 F des salaires inférieurs à 15 000 F.

▫ renationalisation des banques et des assurances.

▫ droits nouveaux pour les travailleurs, droit de veto et droit suspensif des licenciements.

▫ abrogation du plan Juppé.

▫ rétablissement de la retraite à taux plein au bout de 37 ans et demi de cotisations.

▫ multiplication par 4 de l'impôt sur les grandes fortunes.

Ces propositions, dont il faut bien remarquer qu'aucune n'a été réalisée à ce jour, étaient, il y a un an, le minimum à réaliser, suite aux grands mouvements de décembre 1995, pour changer la politique de la France. Aujourd'hui, au regard de la pratique gouvernementale, ces mesures peuvent sembler pour beaucoup ultra révolutionnaires. En réalité, c'est cette politique énoncée à Lille qui est nécessaire pour que la gauche devienne majoritaire et que le changement débute enfin. Depuis Lille, qu'avons-nous connu ? La direction du PCF a fait croire à un accord de gouvernement avec le Parti socialiste pour tromper ses militants et obtenir leur accord en vue d'une participation au gouvernement. Un quart des adhérents du Parti communiste ont refusé de signer un chèque en blanc à la direction du PCF. En réalité, il n'existait aucun accord, c'est ainsi, sans conditions, que le PCF a rejoint le gouvernement de Lionel Jospin. Depuis, il accepte toutes les compromissions dictées par le Parti socialiste. Au-delà des déclarations, ce sont les faits qui comptent. Il vote un plan Juppé aggravé, alors que le poids de son groupe lui permettait de

refuser ce plan Juppé. Il analyse comme positif la scandaleuse loi des 35 heures, qui, partant d'une revendication juste, va se traduire par la casse des conventions collectives ; l'annualisation du temps de travail et la réduction du pouvoir d'achat. Le ministre communiste des Transports, après avoir déclaré qu'il ne serait pas le ministre de la privatisation d'Air France, ouvre le capital de cette société à la finance, enclenchant par là-même le processus de privatisation, comme vient de le reconnaître Claude Billard, membre du Bureau national.

Les militants et électeurs communistes comprennent d'autant moins qu'ils voient chaque jour dans les journaux et à la TV que la Bourse de Paris bat des records mondiaux (+30 % depuis le début de l'année), alors que les revendications des chômeurs sont rejetées, que les sans-papiers sont expulsés, que les sans-logis sont toujours sans toit, que les retraites sont amputées, etc.

Parmi les contradictions, le calendrier de la prochaine période est problématique pour le PCF.

Conseil européen sur l'agriculture : 20-21 avril, sur les consommateurs : 23 avril, ECOFIN le 21 avril, sur les affaires étrangères, 27, 28 avril, santé : 30 avril, industrie : 7 mai, agriculture : 10 au 12 mai, élargie, 11 mai, développement : 18 mai, marché intérieur : 18 mai, télécommunication : 19 mai.

Des décisions très inquiétantes vont se prendre dans les prochaines semaines, voire les prochains jours, au nom de la construction européenne pro-maastrichienne. Ce n'est pas une réorientation qu'il faut prévoir mais une abrogation de cette politique.

QUE FAIRE ?

La seule issue positive est de construire une alternative à la gauche de la gauche. Un rassemblement sur la base d'un programme d'urgence commencerait à changer réellement la situation du peuple. Ce rassemblement, sous différentes formes, peut se structurer dans des comités de quartiers, tant au niveau local que départemental,

d'entreprises locales, départementales, permettant un suivi de ce programme d'urgence et de poser les conditions politiques du changement. Pour les élections européennes qui, déjà, préoccupent beaucoup de monde, seule une liste qui prônerait une ligne non ambiguë, demandant l'abrogation du Traité de Maastricht, la non ratification d'Amsterdam, le rejet de la monnaie unique, l'enterrement de

l'accord multilatéral sur les investissements et le rejet du nouveau marché transatlantique, posant la condition de la construction d'une autre Europe, une Europe des peuples, pourraient obtenir le soutien populaire nécessaire.

Le PCF, qui depuis plus de 20 ans cherche à sortir de son stalinisme en empruntant des voies sans issues, de la stagnation sous G. Marchais ou de la mutation sous R. Hue, reste

malgré tout, par sa réalité historique, sociale politique et culturelle, l'outil indispensable pour les travailleurs, pour le peuple, pour renverser cette vieille société, à condition d'une transformation révolutionnaire par des actions, des débats internes et externes sur une base marxiste révolutionnaire.

« Notre devise sera donc : Réforme de la conscience, non par des dogmes, mais par l'analyse de la conscience mystique, obscure à elle-même, qu'elle se manifeste dans la religion ou dans la politique. On verra alors que, depuis longtemps le monde possède le rêve d'une chose dont il lui suffirait de prendre conscience pour la posséder réellement. On s'apercevra qu'il ne s'agit pas de tirer un grand trait suspensif entre le passé et l'avenir, mais d'accomplir les idées du passé. On verra enfin que l'humanité ne commence pas une œuvre nouvelle, mais qu'elle réalise son œuvre ancienne avec conscience. »

Marx, lettre à Ruge, septembre 1843

Le stalinisme est mort : une nouvelle voie est ouverte au marxisme révolutionnaire

La situation actuelle de l'extrême-gauche peut sembler paradoxale. C'est au moment où les idées pour lesquelles elle a combattu pendant des années à contre-courant, parce que dans des conditions objectives difficiles, sortent de l'isolement, au moment où se manifeste, dans les luttes comme dans les élections, l'existence d'une extrême-gauche ouvrière, qu'elle connaît une de ses crises les plus profondes.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Cette crise est précisément l'expression du décalage entre les besoins nés de la situation, les possibilités qui en découlent, et les réponses que l'ensemble de l'extrême-gauche est capable de lui apporter. Et c'est en ce sens que cette crise, parce qu'elle

révèle les limites et les faiblesses héritées du passé comme autant d'obstacles, agit de façon salutaire.

Ce passé, le combat pour transmettre les idées d'émancipation sociale à contre-courant, nous le revendiquons comme nôtre, nous assumons la responsabilité d'une histoire commune, nous en sommes des acteurs à part pleine et entière, et c'est de ce point de vue, et non du point de vue pédant de ceux qui jugent les autres sans tirer les leçons de leur propre activité, que nous voulons discuter.

Seuls un retour sur le passé et un regard critique sur notre propre activité, nous permettront, à nous comme à tous les militants d'extrême-gauche, de comprendre les limites et

les faiblesses qui sont autant d'obstacles devant l'étape actuelle, et de les surmonter, pour saisir pleinement les possibilités de la situation nouvelle qui peut permettre de démultiplier les forces des militants d'extrême-gauche, et donner naissance à un parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

APPARITION D'UNE EXTREME-GAUCHE OUVRIERE DANS LES LUTTES ET LES ÉLECTIONS

Les résultats de l'extrême-gauche aux élections régionales le confirment : une extrême-gauche ouvrière existe aujourd'hui, qui se manifeste aussi dans les mouvements sociaux, comme le montre par exemple le mouvement de la Seine-Saint-Denis, qui a pu se développer parce qu'une fraction de ses acteurs étaient affranchis d'une solidarité avec les partis au gouvernement, comme avec les appareils syndicaux qui le protègent.

LA RADICALISATION D'UNE FRACTION DE LA CLASSE OUVRIERE

Cette extrême-gauche ouvrière a pris naissance à la faveur du tournant qui s'opère dans la situation politique et sociale depuis trois ou quatre ans : les grèves du printemps 1995, le score d'Arlette Laguiller à la présidentielle, le mouvement de décembre 95, étaient autant de signes d'une transformation dans la conscience d'une fraction de la classe ouvrière, un résultat de l'évolution de la situation sociale due à la prolongation et à l'aggravation de la crise économique. L'aggravation dramatique des conditions d'existence

d'une large fraction de la population, la révélation, à travers les « affaires », des sommes énormes que brassent les capitalistes et des liens qui les unissent aux politiciens de droite comme de gauche, l'évidence du mensonge, si souvent ressassé par tous les politiciens, comme quoi la santé des profits des entreprises et de la Bourse rimerait avec une amélioration de la situation pour le monde du travail, ont sapé les illusions dans le système lui-même et nourri une défiance à l'égard de tous les politiciens, y compris ceux de gauche, dont la politique au gouvernement dans les années 80 avait contribué à démoraliser et détourner de la politique tant de militants ouvriers.

Les premiers mois du gouvernement Jospin n'ont fait qu'approfondir les désillusions sur le Parti Socialiste, déjà grandement discrédité, mais surtout sur le Parti Communiste dont bien des militants s'étaient jurés qu'ils ne recommenceraient pas 81. A la différence de ce qui s'est passé dans les années 80, cette désillusion ne provoque pas une démoralisation générale. Le mouvement des chômeurs a embrayé sur celui des routiers, fournissant autant de révélations sur le fait que le gouvernement et les directions syndicales ne sont pas dans le camp du monde du travail. La désillusion s'accompagne d'une lucidité nouvelle, d'une conscience plus aiguë, et c'est naturel, tant il faut avoir épuisé toutes ses illusions pour envisager d'autres solutions. Nombre d'anciens militants, qui, avaient d'ailleurs renoncé à la politique à la suite de cette première expérience de la gauche au gouvernement, ont, au contraire repris le collier, et le goût de militer, souvent sur le seul terrain syndical ou associatif, mais décidés à être acteurs, et

en étant loin d'être indifférents à la politique.

Les scores de l'extrême-gauche aux élections régionales sont l'expression de cette conscience et de cette radicalisation d'une fraction du monde du travail.

LES RAISONS DES SUCCES DE LO

Comme lors de l'élection présidentielle de 1995, c'est Lutte Ouvrière, essentiellement, qui a capitalisé sur le plan électoral aux dernières élections régionales, cette radicalisation. Constance dans sa présence aux élections, effet de la personnalité d'Arlette Laguiller ? Ces explications ne suffisent pas, le succès de LO a une signification bien plus politique. Il est dû à la conjonction de ces deux facteurs : ce tournant dans la situation sociale et politique, la radicalisation d'une frange du monde du travail d'une part, et d'autre part, l'image que LO a su se donner depuis des années, et sans laquelle cette radicalisation n'aurait pas nécessairement trouvé une expression politique. Cette image, qui reflète des choix politiques, et qui fait l'originalité de LO, c'est celle d'une organisation ayant toujours osé et su parler un langage de classe clair, sans concession aux illusions dans la gauche ni aux modes, d'avoir dénoncé de façon radicale le système capitaliste comme les politiciens de droite ou de gauche que le servent, et affirmé sa confiance dans les luttes de la classe ouvrière et les possibilités d'un avenir communiste pour la société.

C'est de cette originalité de LO, de ce choix politique de vouloir implanter les idées du marxisme révolutionnaire dans la classe ouvrière, que nous nous revendiquons.

DES POSSIBILITÉS NOUVELLES DEVANT LESQUELLES L'EXTRÊME- GAUCHE RESTE SANS RÉPONSE

Mais pas plus qu'en 95, LO ne s'est saisie de ces possibilités nouvelles qu'expriment ses propres scores aux élections régionales. Sa dérobade devant les responsabilités qu'ils impliquent a été plus manifeste encore qu'en 95, où du moins Arlette Laguiller avait lancé un appel à construire un nouveau parti des travailleurs, des jeunes, des exclus. La direction, qui nous avait exclus pour avoir pris au sérieux cet appel, et voulu en faire une politique, a préféré, plutôt que de se déjuger alors que les événements des deux dernières années ont démontré la validité de cette politique, nier les possibilités de jeter les bases, aujourd'hui, d'un parti révolutionnaire, n'en parlant que comme un objectif permanent et très éloigné, en tous les cas inaccessible à court terme.

LO était placée devant cette responsabilité à cause même de son succès. Les autres organisations d'extrême-gauche n'ont pas donné non plus de réponse aux besoins qui découlent des possibilités de cette situation nouvelle, caractérisée par l'émergence, à travers les mouvements sociaux, d'une opposition ouvrière au patronat et au gouvernement, qui, si elle a pu trouver une expression politique dans les élections, reste encore inorganisée, sans conscience claire d'elle-même, sans perspective ni direction politiques, alors qu'elle constitue d'ores et déjà la base sociale d'un parti révolutionnaire à naître.

LA CRISE DE L'EXTRÊME- GAUCHE : EXPRESSION

DES DIFFICULTÉS

À RÉPONDRE À

LA SITUATION NOUVELLE

C'est d'une certaine manière son succès à l'élection présidentielle de 1995, qui l'avait placée devant des responsabilités nouvelles auxquelles elle n'était pas prête, qui a été fatal à Lutte Ouvrière, dans la mesure où sa direction a reculé là où il aurait fallu prendre les devants, dans la continuité de l'appel qu'Arlette Laguiller avait à juste titre lancé au soir de l'élection présidentielle. Cet appel fut très vite décrété « propagandiste », une façon de dire qu'on avait fait sans y croire, puis sans plus de façon rangé aux oubliettes. Pour faire accepter cette dérobade, la direction de LO a eu besoin de mettre au ban de l'organisation puis d'exclure un dixième de ses militants, qui sont à l'origine de « Voix des Travailleurs ». Ils avaient eu le tort, aux yeux de la direction, d'avoir pris au sérieux cet appel, et de vouloir en faire une politique. La direction a employé pour arriver à ses fins des méthodes dignes de celles du PCI, campagne de calomnies sur des « manquements disciplinaires », appel à la délation, rapports fallacieux, chantage à la confiance exercé sur toute l'organisation, assemblée générale fractionnelle des militants à l'exclusion de ceux qu'elle voulait exclure ou de ceux qui auraient pu contester cette exclusion, à la veille de l'AG devant statuer officiellement sur leur sort. Pour justifier l'injustifiable, LO s'est ensuite enfermée dans un sectarisme, doublé, chose inédite pour notre ancienne organisation, d'un suivisme timide à l'égard des partis de gauche au gouvernement, qu'il faudrait pousser pour l'amener à prendre des mesures en faveur des travailleurs

qu'il tarde à prendre.

Le succès électoral de LO, loin d'être dû à ce nouveau cours, d'ailleurs peu apparent pour la majorité des travailleurs, est dû au contraire à l'image qu'LO avait su donner d'elle, celle d'une organisation de travailleurs qui n'avait jamais fait de concession à la gauche, honnête et sincère. Et c'est au moment où la classe ouvrière regarde vers elle qu'elle doute de la validité des idées qu'elle a défendues contre vents et marées dans le passé. Et il est significatif que l'organisation qui avait mené ce combat de la façon la plus résolue et la plus conséquente soit elle aussi atteinte par cette crise de confiance. Elle est aujourd'hui menacée de paralysie du fait de sa propre passivité, dominée par son succès.

LES ERREMENTS DE LA LCR

La LCR connaît elle aussi une crise grave, puisque sa direction, et une majorité de ses militants, ont envisagé, sans y parvenir entièrement, à leur dernier congrès, de changer de nom et surtout de mode de fonctionnement, envisageant de renoncer à celui d'une organisation ouvrière, de type communiste, pour adopter celui d'une organisation social-démocrate. Cette évolution s'accompagne, sur le plan politique, de la perspective de faire partie d'un regroupement éventuel à la gauche de la gauche, ce que faciliteraient l'abandon dans son nom de la référence au communisme et ces nouvelles structures organisationnelles.

Il est vrai que cette politique est dans la continuité des tentatives qu'a déjà faites dans le passé la LCR, consistant à rechercher des alliances avec des organisations ou des mouvements qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière et les idées du com-

munisme révolutionnaire : telles ont été par exemple la campagne pour Juquin, cet ancien stalinien converti à la social-démocratie en 1988, ou plus récemment, les démarches en direction des Verts et de Voynet.

Que dans la période de recul, la LCR ait pu chercher de cette manière à ne pas rester isolée, et à trouver l'oreille de militants de gauche, est une attitude que l'on peut comprendre, le problème étant cependant qu'aucune alliance ne mérite de taire ses idées ou de les édulcorer. Ce qu'a fait la plupart du temps la LCR, justifiant sous couvert d'une démarche pédagogique, un suivisme à l'égard d'organisations réformistes.

Le problème se pose néanmoins aujourd'hui de manière à la fois plus claire et en même temps plus cruciale pour la LCR, du choix entre le renoncement à défendre de façon claire les idées contenues dans le programme dont elle s'est revendiquée jusque-là, quels que soient par ailleurs les errements de sa politique, et la réappropriation de ce programme. La situation politique l'amènera à trancher, ne laissant pas d'autre choix à ceux qui veulent se battre dans le camp du monde du travail, que l'opposition claire à un gouvernement auquel ce regroupement à la gauche de la gauche ne ferait que servir de caution critique.

LA CARICATURE DU PCI

Quant au PCI, la troisième organisation trotskyste importante, il s'est engagé depuis plus de dix ans dans cette même perspective, en se fondant dans le Mouvement pour un Parti des Travailleurs, puis dans la continuité de cette autoproclamation, dans un Parti des Travailleurs, qui se défend d'être d'extrême-gauche, s'étant au contraire constitué sur la base d'une lutte pour la

« démocratie » et contre la constitution de la V^e République.

C'est bien évidemment le même souci de trouver un écho parmi les milieux militants du PC ou du PS qui a poussé le PCI à une telle politique dans les années 80. Mais cette politique l'a conduit à se fermer aux autres organisations d'extrême-gauche, et à combiner un suivisme à l'égard des appareils syndicaux comme FO, voire une soumission, ou de la politique nationaliste du PC concernant Maastricht avec un sectarisme et des mœurs antidémocratiques injustifiables dont bien des membres et lecteurs de Carré Rouge parleraient beaucoup mieux que nous.

Les trois principales organisations trotskystes, dont le potentiel militant, politique, est loin d'être négligeable, se trouvent ainsi paralysées face à une situation qui n'a jamais offert tant de possibilités aux militants révolutionnaires, ou du moins incapables de prendre les initiatives à la hauteur de ces possibilités et en particulier de surmonter les divisions. Dans le passé, chacune de ces tendances a exploré une voie, cherché à dépasser les limites du mouvement, ce qui apparaissait comme un échec, mais cette volonté a abouti à caricaturer les raisonnements dont chacun s'inspirait à partir du moment où la classe ouvrière ne venait pas apporter son souffle vivifiant. On peut dire en simplifiant, le PCI a caricaturé le raisonnement du front unique ; la LCR celui de l'interventionnisme dans le mouvement de masse ; LO celui de la nécessité de réimplanter les idées révolutionnaires dans la classe ouvrière. Ces raisonnements n'en restent quant au fond pas moins justes, à condition de leur donner un véritable contenu social, de classe, vivant, concret, dynamique.

LES FAIBLESSES

DE L'EXTRÊME-GAUCHE

NE SONT PAS

IMPUTABLES À SES

MAIS À DES CONDITIONS

HISTORIQUES

Confrontés à ce qui peut apparaître paradoxalement comme un « échec » de l'extrême-gauche, au moment même où le travail accumulé du passé commence à porter ses fruits, bien des militants autour de ces organisations, expriment leurs doutes en remettant en cause tout ou partie des idées mêmes dont elles se réclament. Ils cherchent souvent une explication à la crise actuelle dans une faille des conceptions sur lesquelles s'est fondé le trotskisme, le programme communiste révolutionnaire et en particulier dans la conception « léniniste » du parti.

Ce sont bien souvent les mœurs de ces organisations qui suscitent de telles interrogations : mœurs sectaires et antidémocratiques dans le PCI, quasi-staliniennes, suspicion, méfiance et esprit fractionnel ces dernières années dans LO, qui se met à faire du « pci » si l'on peut dire ; quant à la LCR, si elle semble pour une part y avoir échappé, c'est au prix d'une absence de discipline réelle et d'efficacité militante. Sur le plan international, les différents regroupements, qui se baptisent la plupart du temps de noms pompeux qui ne correspondent guère à leur réalité, souffrent des mêmes faiblesses.

Le problème est que la caricature est prise pour la réalité, et qu'au lieu de critiquer sa propre activité pratique,

donnant lieu à cette caricature, ce sont les conceptions bolcheviques, censées être à la base du fonctionnement de ces organisations, qui ont été mises en accusation. D'où la recherche d'idées nouvelles, voire le reniement des idées du passé, accusées d'être à la source des erreurs actuelles.

Cette remise en cause est dans la suite logique de l'absence d'esprit critique sur sa propre activité, esprit critique au sens scientifique du terme, loin de tout jugement moral, qu'il prenne la forme de l'auto-accusation ou de l'accusation... des autres.

Elle provient aussi d'une surestimation de son rôle personnel, du rôle de l'individu perçu hors de son environnement objectif. Si on veut comprendre les raisons des limites de l'extrême-gauche, il faut faire retour sur le passé, et comprendre les conditions objectives dans lesquelles elle a dû lutter, conditions indépendantes de la volonté des militants.

Les faiblesses et limites de l'extrême-gauche s'expliquent par l'isolement prolongé des idées dont elle se revendique, de leur classe, la classe ouvrière. Si elles ne baignent pas dans leur milieu naturel, ces idées, au-delà d'une référence formelle, peuvent prendre un autre contenu, déterminé par les mœurs et les conceptions dominantes.

LES CAUSES HISTORIQUES DE LA FAIBLESSE DE L'EXTRÊME-GAUCHE

Or, cet isolement a des causes objectives, historiques, indépendantes de la volonté de leurs militants.

La bureaucratie soviétique qui a usurpé le pouvoir des travailleurs, à la faveur du recul du mouvement ouvrier international à partir des années 20, a extirpé les idées marxistes ré-

volutionnaires de la classe ouvrière en éliminant une génération entière de révolutionnaires, en les défigurant au point d'en faire une caricature monstrueuse et repoussante. C'est le combat de Trotsky, irremplaçable de ce point de vue, qui en a permis la survie.

Les milieux trotskystes étaient, de fait et pour beaucoup, des milieux intellectuels, coupés de la classe ouvrière, pour cette raison que les ouvriers communistes, prisonniers du terrorisme que faisaient régner les staliniens dans les rangs de la classe ouvrière, de leur propagande calomniatrice, peu à même également, parce que n'ayant pas accès aux idées, de juger des divergences réelles entre les appareils officiels de l'Internationale Communiste et les organisations trotskystes.

Après la guerre, les partis réformistes, dont les partis staliniens, purent s'appuyer sur les illusions engendrées par l'expansion de l'économie capitaliste dans les pays riches, et les idées révolutionnaires furent maintenues en marge de la classe ouvrière. Leur validité, leur justesse, au sens général du terme, est inscrite dans leur capacité à résister au stalinisme comme à la bourgeoisie, à tenir à l'échelle internationale, et aujourd'hui à connaître un nouvel essor trente ans après celui de 1968.

CE NE SONT PAS LES IDÉES DU MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE QUI ONT FAIT FAILLITE MAIS LEUR CARICATURE

C'est essentiellement pour ces raisons que la plupart des organisations trotskystes ne purent échapper aux préoccupations et à l'idéologie que répand la bourgeoisie dans toutes les classes de la société, et qui dans le mouvement ouvrier, s'ex-

priment sous la forme des conceptions et des mœurs social-démocrates, ou leur avatar stalinien. Tout en se revendiquant formellement des idées trotskystes, qui ne sont que la continuité des idées marxistes révolutionnaires, et par suite bolcheviques, les organisations trotskystes ont subi la pression de mœurs et de conceptions qui sont à l'opposé. Croyant défendre leur héritage, elles n'ont fait le plus souvent qu'en appliquer une caricature.

C'est ainsi qu'à l'encontre de l'idée de base du marxisme comme quoi l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, les organisations trotskystes virent dans les états des démocraties populaires des états « ouvriers » même si mal formés ou déformés, une façon d'y voir un phénomène progressiste alors qu'ils n'ont jamais été rien d'autres que des états anti-ouvriers. Et de la même manière, les états issus des révolutions coloniales furent souvent baptisés « socialistes », alors que la classe ouvrière, la seule force qui est capable de permettre le pouvoir démocratique des opprimés, n'y joua jamais un rôle dirigeant.

De la même façon, sur le plan organisationnel, l'autoproclamation fut de règle, alors qu'aucune des organisations existantes n'avait fait la preuve de quoi que ce soit dans sa capacité, même pas à diriger des luttes de la classe ouvrière, mais même à s'y implanter réellement. Le sectarisme fut confondu avec la fermeté révolutionnaire, ouvrant la voie à son revers, l'opportunisme, le suivisme à l'égard des courants dominants réformistes et staliniens.

CONTRIBUER

À REDONNER VIE

AU TROTSKYSME

Mais loin d'avoir « échoué », les organisations trotskystes ont toutes contribué à transmettre cependant un héritage d'idées, produit de l'expérience passée des luttes de la classe ouvrière, et seul à même aujourd'hui d'armer les luttes à venir, et d'ores et déjà cette fraction du monde du travail et de la jeunesse qui se radicalise.

Mettre en accord les idées et l'action, la pensée et la pratique, enrichir l'un de l'autre, au lieu de croire qu'il suffit de réformer les idées pour réformer le monde, il n'y a pas d'autre voie, ce qui exige de tourner le dos à une vision qui relève de l'idéalisme et dont la logique peut conduire, que les protagonistes en aient conscience ou non, à la remise en cause du marxisme.

D'autant plus que la validité des idées marxistes, leur capacité à trouver un écho dans une large fraction du monde du travail, ont été démontrées, même si c'est à une petite échelle, par l'organisation qui a le plus contribué à leur implantation dans la classe ouvrière, à savoir LO. En ce sens que c'est dans les idées que LO a défendues lors des élections présidentielles de 1995, que s'est reconnue la fraction du monde du travail en train de rompre avec les partis de gauche.

Or, c'est le choix volontariste d'une rupture avec la dérive opportuniste et sectaire des organisations existantes du mouvement trotskyste qui justifiait l'existence de la tendance à l'origine de LO, une volonté de donner un contenu réel et vivant aux conceptions bolcheviques, c'est-à-dire en premier lieu de travailler à implanter les idées marxistes révolutionnaires dans la classe ouvrière.

Il s'agit donc aujourd'hui de se réap-

roprier les idées du marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire les idées de la lutte pour l'émancipation sociale. Le communisme en effet n'a rien à voir avec un quelconque messianisme, exigeant une humanité idéale pour pouvoir exister ; il est en germe dans la société moderne actuelle, qui, une fois libérée du carcan de la propriété privée, se développera sur les bases d'une société sans exploitation.

Le marxisme n'admet pas de modèle, il est l'instrument, la théorie du combat des opprimés, de la classe ouvrière, qui a besoin d'une compréhension scientifique de la société et de son évolution, ainsi que d'une claire conscience de son rôle historique. C'est pourquoi la caricature monstrueuse des dictatures staliniennes n'a pu s'imposer que parce que l'idée de la dictature du prolétariat, abstraite de l'expérience de la Commune de Paris, et appliquée à grande échelle au moment de la révolution d'octobre, a été complètement défigurée par les intellectuels bourgeois, sociaux-démocrates ou staliniens, étrangers au combat de la classe ouvrière pour son émancipation. Cette idée, c'est celle de Lénine, indiquant en 1917 que la « ménagère doit diriger l'Etat », et il est impossible de comprendre en quoi l'étatisation et la planification soviétiques ont constitué un progrès, malgré l'action destructrice de la bureaucratie stalinienne, si on ne comprend qu'elles sont le résultat de l'intervention consciente de la classe ouvrière. Les limites dans lesquelles a été enfermée la révolution russe du fait des conditions objectives de l'époque, de la trahison des partis sociaux-démocrates, ne peuvent conduire à remettre en cause les idées qui inspiraient ses principaux acteurs. Cela reviendrait à s'excuser de son propre

combat, à s'adapter aux conceptions sociales démocrates, qui justifient l'ordre établi.

De la même façon, en ce qui concerne les conceptions organisationnelles, la caricature a été prise pour la réalité, et il nous faut en revenir aux conceptions de Lénine, de ce que les adversaires des bolcheviks appelaient leur « amoralisme », qui n'était que la fidélité indéfectible aux intérêts des opprimés, et à ce que Lénine appelait le « jacobinisme », c'est-à-dire cette capacité à mener jusqu'au bout les combats de sa classe.

Se réapproprier également les enseignements que Lénine tirait de l'expérience de la première phase du développement du parti social-démocrate russe dans Que Faire ?, entre autres, cette conception qui a été défigurée et galvaudée sous le nom de « centralisme démocratique », appliqué par le stalinisme à cette dictature de l'appareil du parti sur ses ouvriers, car poursuivant, comme les appareils des partis sociaux démocrates, la satisfaction d'intérêts n'ayant rien à voir avec ceux de la classe ouvrière.

C'est à cette tradition et à cette filiation que Lutte Ouvrière s'était efforcée de rester fidèle : volonté d'implantation des idées marxistes dans la classe ouvrière, importance accordée à la formation théorique des militants, intransigeance à l'égard des idées réformistes, confiance et camaraderie entre les militants, relations fraternelles et loyales avec les autres organisations d'extrême-gauche. En somme une fidélité à la volonté de construire une organisation pour l'émancipation des travailleurs.

Et c'est paradoxalement lorsque les conditions objectives ont changé, et sont devenues plus favorables aux

militants révolutionnaires, que LO, soucieuse de se protéger, non sans raison dans le passé, de l'influence des mœurs et des conceptions social-démocrates et stalinienne, s'en est trouvée stérilisée. Le succès a révélé ses faiblesses. LO qui jusqu'alors prétendait se considérer comme une simple tendance du futur parti révolutionnaire, s'est dérobée devant l'étape à franchir, s'enfermant dans le sectarisme, au moment où s'avère nécessaire le regroupement des forces de tous les révolutionnaires, permettant, à la faveur des conditions objectives nouvelles, de jeter les bases de ce parti.

Mais, comme les autres organisations, elle n'a pas d'autre choix que de s'ouvrir aux transformations qui se font jour dans le monde du travail. La recomposition du mouvement révolutionnaire se fera, elle sera peut-être lente, demandera une lutte tenace, mais la situation l'exige, et en offre les possibilités.

**VERS UN NOUVEAU PARTI
D'EXTRÊME-GAUCHE,
INSTRUMENT
DE L'ÉMANCIPATION
DE LA CLASSE OUVRIÈRE
PAR ELLE-MÊME**

Les conditions objectives, d'obstacles qu'elles étaient, sont devenues un atout. Non seulement l'effondrement du stalinisme lève un obstacle majeur à la pénétration des idées révolutionnaires dans la classe ouvrière, mais ces idées deviennent un besoin, parce que l'aggravation de la crise du système capitaliste a commencé à saper les illusions dans la possibilité d'une transformation de la société par les élections. Et c'est en prenant pied dans la classe ou-

vière que ces idées trouveront l'instrument de leur vérification, dont le critère est l'utilité à son combat.

Une fraction du monde du travail est aujourd'hui en train de rompre avec les organisations réformistes. C'est à travers les mouvements sociaux récents et actuels que se fait son expérience, en même temps qu'elle découvre l'action militante fraternelle et démocratique. Une partie de la jeunesse se politise, à la recherche d'idées capables d'exprimer et de justifier sa révolte contre l'ordre établi.

Voilà bien la base du futur parti révolutionnaire, et les uns et les autres, regardent d'ailleurs vers l'extrême-gauche, comme l'indiquent les résultats des dernières élections régionales, mais ils ne peuvent être que rebutés par les divisions et l'émission de celle-ci, révélatrices d'un sectarisme et de la peur de la confrontation démocratique, incapacité à faire passer les intérêts généraux de la classe ouvrière avant toute préoccupation étroite d'organisation et de prestige de directions.

**FAIRE REVIVRE LES IDÉES
DU MARXISME DANS LA
CLASSE OUVRIÈRE**

Si cette opposition ouvrière au patronat et au gouvernement, qui est en train de se constituer, s'est exprimée politiquement dans les scores de l'extrême-gauche, sur le plan électoral donc, elle est encore inorganisée, et n'a qu'une conscience confuse d'elle-même. Il faudrait pour cela que s'affirme la perspective politique permettant que chacun des mouvements sociaux en cours ou à venir puisse s'intégrer consciemment dans le combat général de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat.

Ce qu'avait fait, en quelque sorte, la

campagne d'Arlette Laguiller aux élections présidentielles de 1995, une campagne qui se positionnait clairement comme une préparation à un troisième tour social, mais qui a avorté du fait de la dérobade de la direction de Lutte Ouvrière, est plus que jamais à l'ordre du jour.

Le regroupement des forces de tous les révolutionnaires aiderait à ouvrir une telle perspective, en créant une dynamique, en élargissant les horizons de chacun, en additionnant les moyens matériels, les compétences pour démultiplier les capacités.

La recomposition nécessaire de l'extrême-gauche

Nous avons confiance car une mue profonde, parallèle à la maturation des consciences due à l'évolution de la situation sociale et politique, est en train de s'opérer chez tous les militants d'extrême-gauche. En plongeant dans la mêlée, en se liant aux travailleurs et aux jeunes, chacun vérifiera la validité de ses idées, et sera de fait directement confronté à tous les autres militants. La discussion ne peut être empêchée, ni la confrontation à la lumière des expériences vivantes en cours. Et si aucune organisation ne peut être, telle que chacune est aujourd'hui, l'embryon de ce parti révolutionnaire, il est évident par contre que c'est la grande majorité des militants des organisations d'extrême-gauche qui seront les vecteurs des idées marxistes révolutionnaires, et que la recomposition se fera, sur le simple critère d'un choix de camp social.

Il est inutile de vouloir forcer le cours des choses. Cela reviendrait à manifester une impatience au moment où il s'agit d'aider les consciences à se transformer et de faire en sorte que le mouvement en train de s'opérer prenne clairement conscience de lui-même. Il s'agit d'aider en formulant

les perspectives de l'avenir, en en décrivant autant que faire se peut, les voix et les moyens, loin de tout scéma pré-conçu.

Ainsi, nous ne surmonterons la crise de l'extrême-gauche, nous ne ferons face à la situation nouvelle, qu'en rompant avec le passé pour plonger dans l'avenir, sans craindre ce saut,

en toute confiance dans les idées du marxisme, dans la classe ouvrière, en nous-mêmes.

Mais rompre avec le passé, c'est le dépasser, sans le renier, rompre avec les préjugés, les mythes, les caricatures du marxisme ou du léninisme qui ont servi à masquer aux yeux des protagonistes eux-mêmes

leur difficulté à franchir les obstacles que l'histoire avait dressés devant eux. Et se réapproprier l'original, comprendre la situation et l'activité actuelle à la lumière de l'expérience de nos prédécesseurs, comme de la nôtre, redonner vie aux idées du marxisme et du bolchevisme, en tant qu'instruments du combat des

opprimés.

Les idées nouvelles naîtront d'une activité nouvelle. On ne voit pas par quel miracle de la pensée nous inventerions des idées supérieures à celles des militants qui avaient une activité, une expérience, infiniment plus riches que la nôtre. Se mettre à leur école n'est pas une question de modestie au sens moral du terme, mais une simple question d'intelligence.

« C'est à nous d'amener complètement au grand jour l'ancien monde et de former positivement le monde nouveau. Plus les événements laisseront de temps à l'humanité pensante pour se ressaisir et à l'humanité souffrante pour s'associer, et plus achevé viendra au monde le produit que le présent abrite dans son sein ». Marx, lettre à Ruge, mai 1843.

Des marxistes
révolutionnaires
iraniens

International Socialist Forum Proposition pour une plate- forme révolutionnaire minimale

QUELQUES MOTS DE PRÉSENTATION

Nous avons rendu compte, dans le numéro 6 de Carré Rouge, du lancement à Londres de la revue International Socialist Forum (ISF), dont il nous est apparu dès l'abord qu'elle partageait avec notre propre revue une démarche et des préoccupations largement communes.

ISF est le produit de la rencontre de deux groupes de militants et d'intellectuels révolutionnaires. D'une part, des camarades issus de l'organisation - aujourd'hui disparue - Workers Revolutionary Party, anciennement Socialist Labour League (dont le dirigeant le plus connu, exclu en 1985, était Gerry Healy), organisation qui fut dans les années 70 la plus importante du mouvement trotskyste en Grande-Bretagne. C'est ainsi que l'on peut notamment relever, dans les deux premiers numéros de la revue, les signatures de Cyril Smith, de Simon Pirani ou de Cliff Slaughter.

D'autre part, un groupe de militants iraniens, qui proviennent eux-mêmes de deux traditions différentes. Les uns ont appartenu dans les années 70-80 au HKS (Parti Socialiste des Travailleurs), également disparu, qui était la section iranienne du " Secrétariat unifié de la

IVème Internationale " (SU, dont le représentant en France est la LCR). Ces camarades ont rompu avec le SU après s'être vigoureusement opposés, de l'intérieur, à son orientation opportuniste envers le régime de Khomeini ; ce dernier, selon le SU, méritait un certain " soutien critique " au motif qu'il était " anti-impérialiste ", alors même qu'il reconstruisait l'Etat bourgeois et réprimait féroce-ment l'avant-garde ouvrière, le mouvement des femmes, les nationalités opprimés... et bien sûr les trotskystes iraniens eux-mêmes. Les autres, qui militaient à l'époque au sein des " Fedayis du peuple ", scission du PC iranien, ont quant à eux rompu avec des conceptions marquées par le stalinisme et le guérillérisme.

Repris dans le numéro 1 de ISF (août 1997), le document dont nous reproduisons ci-après de larges extraits a été publiée initialement en 1994, par ce groupe de marxistes iraniens, sous le titre " Socialisme révolutionnaire : la plate-forme minimale théorique, politique et organisationnelle - Une proposition pour la discussion ". Tirant les enseignements de la révolution et de la contre-révolution en Iran, ainsi que des grands événements mondiaux des dernières années, au premier rang desquels l'effondrement du stalinisme avec ce qu'il a révélé de la

réalité des Etats faussement appelés " socialistes ", il se donnait pour objectif immédiat et concret de définir les bases à partir desquelles engager un processus vers un regroupement des révolutionnaires iraniens.

Le lecteur d'un pays capitaliste développé tel que la France doit prendre en considération le fait qu'une série d'analyses et de positions développées dans ce texte sont formulées, pour partie, en fonction de l'expérience traversée par le mouvement ouvrier iranien ainsi que de la réalité politique et économique sociale actuelle de ce pays. Mais ce document ne pose pas moins des questions essentielles de caractère général, qui concernent directement tous les militants partageant dans le monde l'objectif de réhabiliter et actualiser la théorie et le programme du marxisme révolutionnaire. Certaines de ces questions ont commencé à être abordées dans Carré Rouge, d'autres le seront prochainement, et nous nous efforcerons de toute façon de contribuer, dès notre prochain numéro, à la discussion que nos camarades iraniens proposent.
J.-Ph. D.

* International Socialist Forum - BM
Box 2699 - London WC1M 3XX -
Abonnements pour 4 numéros : 12 £

CE QUE SIGNIFIE LE SOCIALISME

Le programme socialiste se définit inévitablement par ses objectifs socialistes. Nous ne pouvons pas attendre de tendances en désaccord avec les buts élémentaires du socialisme qu'elles s'unifient et établissent une nouvelle alliance de la gauche révolutionnaire. Dans la mesure où l'essentiel de la gauche iranienne (comprendre surtout : l'extrême-gauche - NdTr) considérait faussement l'Union Soviétique et ses satellites (y compris ceux qui ont quitté l'alliance plus tôt, par exemple la Chine et l'Albanie) comme étant socialistes, et persistait à les définir comme membres d'un "camp socialiste", il est essentiel de clarifier, avant toute autre discussion, la portée des divergences sur cette question.

En quelques mots, ceux qui appellent ce bloc "socialiste" et n'ont pas encore révisé cette position ont à notre avis démontré en pratique qu'ils n'ont pas leur place au sein de la gauche révolutionnaire. Aujourd'hui, le débat ne porte plus sur le fait de savoir si ces pays étaient ou non socialistes, le vrai problème concerne les conditions et circonstances qui ont conduit tant de groupes de gauche à devenir des marionnettes de la politique étrangère de ces pays et à trahir le prolétariat et le socialisme sous prétexte de défendre ce camp. Ceux parmi ces groupes qui hier encore juraient au nom des drapeaux de ce camp, et affirment maintenant avoir compris leurs erreurs, doivent avant tout clarifier leur position sur ce point s'ils veulent être pris au sérieux. Nous devons bien évidemment continuer à discuter à fond de la nature de ces sociétés. Cependant, la gauche révolutionnaire n'a plus le moindre in-

térêt à mener une telle discussion avec ceux qui continuent à croire qu'il s'agissait réellement de socialisme. Tout ce qu'il y a à dire, c'est que de tels individus feraient bien de visiter ces pays pour vérifier les effets de 70 années de leur sorte de socialisme. Personne ne peut plus prendre pour excuse la méconnaissance ou le manque d'informations. Les objectifs socialistes les plus élémentaires et les plus communément admis contredisent une telle conclusion et, par ailleurs, pendant toute cette période il y a eu des courants qui l'ont souligné et ont écrit là-dessus des volumes entiers.

Cela étant, des positions différentes ont été adoptées quant à la nature de l'Union Soviétique et le débat sur ces analyses n'a pas encore été résolu. A la lumière de l'expérience des dernières années et de la totale désintégration de ces sociétés, il devrait être possible de mener une discussion plus sérieuse et de parvenir à des conclusions plus évidentes. Ces sociétés étaient-elles des types d'Etat ouvrier dégénéré, ou des formes de capitalisme d'Etat ? Ou bien avons-nous assisté à la formation d'un nouveau mode de production que le marxisme n'avait pas entrevu ? Ces trois positions et leurs variantes résumant plus ou moins les analyses les plus sérieuses produites au cours des 70 dernières années. Si nous ne sommes pas parvenus à de nouvelles conclusions spécifiques, nous ne partageons pas non plus les positions mentionnées ci-avant, bien qu'il soit possible que certains d'entre nous soient plus proches de l'une ou de l'autre.

En quelques mots, nous pensons que la révolution d'Octobre a été une authentique révolution socialiste qui a transféré le pouvoir au prolétariat

et inauguré une période de transition au socialisme. Pour des raisons dont l'exposé dépasserait les limites de ce texte, ce pouvoir a été arraché au prolétariat au cours des premières étapes et, pendant l'époque de Staline, sous le masque d'un parti bénéficiant du prestige attaché à son rôle dans la révolution, a été transféré entre les mains d'une caste (d'un collectif) consolidée de bureaucrates se basant sur un programme d'économie étatique planifiée. Bien que cet ordre soit né de l'intérieur de la révolution d'Octobre, il en était fondamentalement différent. De plus, bien qu'un tel ordre ait conservé une organisation plus ou moins uniforme depuis son instauration à l'époque de Staline jusqu'à sa désintégration, on ne peut nier qu'il ait traversé plusieurs étapes de dégénérescence.

Cet ordre n'était ni un Etat ouvrier ni une forme de capitalisme d'Etat. Il ne s'agissait pas non plus d'un nouveau mode de production. La révolution russe a été défaite aux environs de 1924, mais la contre-révolution n'est pas parvenue alors à imposer une marche arrière allant jusqu'au rétablissement du capitalisme. Elle eut pour résultat le maintien d'une exploitation collective du prolétariat sous le nom de socialisme et d'économie planifiée. Ainsi, au lieu que se développe une avancée vers le socialisme, la période de transition fut prise dans une spirale bureaucratique régressive, conduisant peu à peu à un retour au capitalisme. Les stimulants matériels et financiers dans la production se développèrent graduellement et, en fin de compte, les conditions pour le retour au capitalisme prévalurent.

Il serait erroné de considérer l'existence d'un accord sur cette définition descriptive comme une précondition pour une coopération. Ce débat de-

vra évidemment se poursuivre. Cependant, si nous ne sommes pas d'accord sur les concepts les plus généraux, et ne parvenons même pas à définir en commun ce qu'est le socialisme, une telle discussion non seulement ne conduira à aucune conclusion mais sera simplement inutile. Nous revendiquons les positions de Marx sur ces questions et considérons qu'un accord là-dessus est une condition nécessaire et suffisante pour commencer la discussion. Ce sont précisément ces principes fondamentaux qui ont été oubliés par la gauche iranienne.

Pour Marx, le socialisme ne représente pas les idéaux de tel ou tel philanthrope. La société socialiste est la conséquence rationnelle inévitable du développement de la société capitaliste et prend corps sur la base de la négation de cette société à travers l'action révolutionnaire-critique. On ne peut donc prédire ce que sera exactement le socialisme, dont la formation sera elle-même influencée par la lutte de classes et par la praxis particulière d'êtres humains spécifiques dans des conditions spécifiques. Mais on peut néanmoins décider de ce qu'il ne sera pas et, sur cette base, affirmer quelques principes généraux.

Selon Marx, à un certain degré de développement du capitalisme et de la lutte de classes entre les deux camps fondamentaux, Travail et Capital, un secteur de la société (le Travail) comprendra dans la pratique que la propriété privée des moyens de production est contradictoire avec la production sociale des besoins, et que, afin de gagner la bataille pour la démocratie (Marx n'entendant pas seulement, par là, la participation aux élections, mais aussi le droit à l'autodétermination des producteurs dans la sphère de la production), il

doit conquérir le pouvoir politique, renverser les rapports capitalistes et instaurer la propriété sociale. La compréhension de ces faits est la conscience socialiste, qui émerge de l'intérieur de la lutte de classes et existe aujourd'hui plus ou moins dans toutes les sociétés.

Le mouvement social qui s'est formé sur la base de cette conscience a été appelé mouvement socialiste (ou communiste), et les luttes résultant de cette conscience conduiront inévitablement à l'instauration d'un Etat ouvrier puis d'une société socialiste. Dans une telle société, la propriété des moyens de production acquerra une forme sociale et la division de la société en classes prendra fin. La production n'y sera pas basée sur la nécessité d'accumuler du capital mais sur celle de répondre aux besoins humains. Le travail humain ne dépendra plus d'une contrainte économique mais exprimera une libre activité créatrice.

Sans doute d'autres secteurs ne sont-ils pas en désaccord avec cette définition - et nous nous en félicitons. Toutefois, cette même définition générale doit conduire à des conclusions avec lesquelles de nombreux "socialistes" (comprendre : ceux qui se réclament du socialisme - NdTr) ne sont pas nécessairement d'accord.

LE CONCEPT

DE SOCIÉTÉ

L'expérience de la Commune de Paris a montré que pour instaurer une telle société, il est impossible d'utiliser l'appareil d'Etat existant. L'Etat actuel doit être renversé et un nouveau type d'Etat instauré. Dans ce sens, comme le disait Marx, il y a une

transition entre le capitalisme et la société communiste, qui est celle de la dictature révolutionnaire du prolétariat, s'appuyant sur l'ensemble des masses laborieuses et exploitées. Cette dictature n'implique pas une forme de gouvernement despotique, mais une phase nécessaire afin de permettre à la classe ouvrière d'instaurer sa domination et d'engager la période transitoire menant à l'abolition de la propriété privée. Ce sera en réalité la première forme de gouvernement réellement démocratique, parce que basée sur la volonté de la majorité de la population, ce qui implique une nouvelle forme d'Etat qui dès le début s'efforce de réunir les conditions pour sa propre dissolution. Il ne s'agit pas d'un Etat placé au-dessus de la société, mais en fait d'un "non-Etat". Cependant, il faut aussi que ce soit un Etat révolutionnaire, puisque la société socialiste ne surgira pas graduellement par elle-même. Cet Etat devra appliquer consciemment un programme radical capable de transformer l'ensemble des rapports capitalistes. La seule garantie de mener à bien cette transition et de parvenir à la société communiste réside dans la nature politique de l'Etat. C'est précisément pour cette raison que l'on ne peut pas parler de société de transition lorsque ce pouvoir a été arraché des mains du prolétariat. Une telle société ne peut que revenir au capitalisme.

Marx insiste également sur le fait que la société communiste comporte deux étapes. Dans la première étape, bien que les classes et l'Etat aient disparu et que la propriété sociale ait été établie, des aspects du mode bourgeois de distribution subsistent encore. Par exemple, au cours de cette première étape, la répartition sociale des produits du tra-

vail est basée sur la quantité de travail social plutôt que sur les besoins. Les producteurs écartèrent progressivement cette forme résiduelle de l'ère bourgeoise et parviendront dans la pratique à la conclusion que chacun ne doit travailler qu'en fonction de ses capacités et des besoins. Dans certains ouvrages marxistes ou socialistes, cette première étape a été appelée socialisme. Bien que cette dénomination soit source de confusion, nous n'y voyons pas d'inconvénient majeur pour autant que l'on distingue le socialisme de la période de transition. Nous préférons cependant utiliser les termes socialisme et communisme comme des synonymes. Et c'est là que nous touchons du doigt l'une de nos principales critiques envers les organisations " traditionnelles ". Dans les écrits de nombreux défenseurs du " camp socialiste ", on constate une tentative systématique de confondre la période de transition avec la première phase de la société communiste.

Par exemple, beaucoup de ces groupes affirment que sous le socialisme (ou la première phase du communisme), la dictature du prolétariat n'a pas encore déperé, ou encore que, même si le communisme ne peut pas être établi dans un seul pays, il est possible d'y réaliser le socialisme. Ils affirment également que la propriété sociale basée sur l'auto-gestion des producteurs ne peut être réalisée que dans la seconde phase, et qu'au cours de la première phase il est impossible d'aller au-delà de la propriété d'Etat. Ces tendances oublient que lorsque Marx se référait à ces deux phases, il les considérait uniquement comme deux étapes d'un même mode de production. De ce fait, les caractéristiques fondamentales de ce mode de production

doivent se manifester au cours des deux phases, c'est-à-dire que les classes sociales doivent avoir disparu et les formes sociales de propriété doivent exister dans l'une et l'autre de ces périodes. Dans chacune d'entre elles, l'Etat, en tant que défenseur d'une ou plusieurs classes sociales contre d'autres classes sociales, n'existe plus.

Le socialisme en tant que première étape de la société communiste ne peut donc être instauré qu'à l'issue d'une période de transition, plus ou moins longue. Cette transition, c'est-à-dire le début de la construction socialiste, ne peut prendre fin que lorsque l'essentiel des forces productives, à l'échelle internationale, est passé sous contrôle social. Dans les conditions de la division internationale du travail, la thèse du socialisme dans un seul pays est aussi ridicule que la théorie du socialisme dans une seule usine ou une seule ville. En dernière analyse, le socialisme ne vaincra que lorsqu'il parviendra à une productivité du travail plus élevée que celle de la société capitaliste. Dans les conditions actuelles, marquées par le contrôle des grands monopoles multinationaux sur la majorité des forces productives et des moyens technologiques dans le monde, un tel niveau de productivité ne pourra être atteint avant la prise de contrôle de l'ensemble de ces monopoles.

De la même façon que l'Etat ouvrier, dans sa lutte contre l'ordre ancien, doit approfondir la révolution socialiste, il ne doit jamais oublier que dans ses efforts de construction du socialisme, la seule voie vers une victoire définitive est évidemment l'extension internationale de la révolution socialiste. De par sa nature même, si cette révolution ne s'étend pas, elle sera détruite. A l'époque de

l'impérialisme, il est possible de poser les premières pierres de la révolution socialiste dans un seul pays, même un pays sous-développé. Cependant, sa victoire finale nécessite les efforts conjoints du prolétariat mondial. L'Etat qui intègre dans son programme la théorie du socialisme dans un seul pays, même s'il commence son existence en tant qu'Etat prolétarien plus ou moins authentique, non seulement échouera à instaurer le socialisme mais finira sa course dans le camp de la contre-révolution mondiale. Un tel Etat, au lieu de renforcer et développer les aspirations révolutionnaires du prolétariat, tentera de liquider l'avant-garde et de dépolitiser l'ensemble de la classe ; et au lieu de favoriser l'extension internationale de la révolution, il utilisera le mouvement international à des fins de protection de ses frontières. C'est pourquoi on ne peut pas analyser les gens du parti Toudeh (le PC iranien - NdTr) simplement sur la base des conditions locales. Avant tout, ils étaient simplement des instruments, conscients ou inconscients, de cette contre-révolution.

L'autre erreur consiste à définir une société de transition sur la base de rapports de production. Les rapports de production se modifient en permanence pendant la période transitoire - d'où son nom. Nationaliser n'est pas la même chose que socialiser. La propriété sociale ne débute qu'avec la propriété d'Etat des moyens de production. Mais son développement qualitatif et sa transformation, de la seconde en la première, ne peuvent se faire que graduellement. On ne peut donc pas déterminer la nature d'une telle société en fonction de ses rapports de production, eux-mêmes objets de changements constants. Les tendances qui

ont affirmé que du fait d'un pourcentage élevé de développement de la propriété d'Etat, du fait du rôle croissant du plan d'Etat dans l'économie, ou bien des faibles taux d'inflation ou de chômage, tel ou tel pays était plus proche du socialisme, oublie le fait que dans la période de transition vers le socialisme, les priorités sont de nature politique. Ce qui garantit une telle transition n'est pas le pourcentage de propriété étatique, mais la domination des organes d'auto-gouvernement des producteurs, c'est-à-dire les soviets.

DÉMOCRATIE ET SOCIALISME

Démocratie et socialisme ne sont pas deux phénomènes séparés, dont le premier ne serait qu'un moyen de réaliser le second (et un moyen qui pourrait parfois être mis de côté). Pour les travailleurs, la démocratie signifie s'assurer le droit de s'autodéterminer dans toutes les sphères de la vie sociale, y compris celle de l'économie. La lutte pour cette forme de démocratie ne peut donc être victorieuse avant l'abolition des classes (en d'autres termes, avant le socialisme). Pour Marx, la lutte pour le socialisme sans combat pour la démocratie est dépourvue de sens. Pour nous, socialisme signifie organisation démocratique de la société.

Pendant la période de transition, la propriété d'Etat doit évoluer graduellement et consciemment vers la propriété sociale. Le niveau de ce développement est directement lié au niveau de démocratie dans les conseils. Sans les plus larges droits démocratiques dans les conseils, non seulement la propriété d'Etat ne signifiera aucune transition vers le socialisme, mais elle renforcera une bureaucratie collective. Si la masse

des producteurs, qui forme l'écrasante majorité de la société, n'est pas en mesure de contrôler démocratiquement et de superviser l'économie planifiée, aucune autre autorité dans cette société n'aura la volonté de produire pour les besoins sociaux.

De plus, s'il faut écarter le profit en tant que stimulant de la production pendant la période de transition, un tel stimulant ne peut donc résider que dans la réduction de la journée de travail. Et c'est par ailleurs seulement à travers cette diminution du temps de travail que les producteurs pourront prendre en charge leur autodétermination sociale. Si le pouvoir leur est arraché, ce stimulant disparaît également. Non seulement la bureaucratie dominante refusera de réduire le temps de travail, mais elle adoptera une politique de développement rapide, qui n'est pas nécessairement la forme optimale de développement. N'oublions pas que sous Staline, pendant le premier plan quinquennal, le titre de héros du travail était décerné à ceux qui travaillaient plus de douze heures par jour.

Pour cette raison, il nous faut insister sur le fait que pendant la période de transition, le rôle dirigeant du parti ne doit pas être confondu avec le pouvoir politique de l'Etat. La démocratie au sein des conseils est inversement proportionnelle à la dictature du parti. Le système de parti unique est la négation de la dictature du prolétariat. La liberté pour les partis politiques doit être une base fondamentale de l'Etat des soviets. Une fois la bourgeoisie dépossédée de ses moyens de production, de subsistance et d'idéologie, il est clair que l'Etat ouvrier n'a rien à craindre de la pensée politique bourgeoise. Si à l'époque de sa domination la bourgeoisie peut

imposer ses idées à la société, ce n'est pas à cause de leur force d'attraction mais simplement parce qu'elle est plus ou moins la seule à contrôler les moyens de production des idées. Pendant la période de transition, aucun parti ne peut être interdit avec pour argument qu'il soutient encore les intérêts de la bourgeoisie. De telles mesures ne peuvent que permettre au parti dirigeant d'interdire également, sous le même prétexte, des organisations et partis des travailleurs.

En outre, la capacité d'intervenir dans la détermination de l'avenir de la société ne peut être restreinte au seul prolétariat. L'Etat ouvrier doit être capable d'autoriser la participation à ce processus de toutes les couches sociales. Les individus socialistes ne seront pas créés par la force. Si l'essentiel du pouvoir se trouve entre les mains des soviets de travailleurs, cela ne signifie pas que le rôle d'autres acteurs dans la politique doit être réduit à zéro. La classe ouvrière veut disparaître en tant que classe, elle veut transformer tous les individus de la société en des êtres humains socialistes. Comment pourrions-nous espérer le développement de tels individus de conditions dans lesquelles la démocratie politique serait encore plus limitée que sous le capitalisme ?

Nous pourrions discuter les formes précises d'une telle participation, mais nous sommes certains de deux points essentiels : premièrement, que l'on ne peut nier le pouvoir des soviets au nom de la " démocratie " ; deuxièmement, que l'on ne peut nier le besoin d'autres organes démocratiquement élus, représentant, aux côtés des soviets de travailleurs, d'autres secteurs et couches de la société. Une solution pourrait être la création d'un parlement élu - bien

que cela nécessite de poursuivre la discussion. Mais il n'y a aucun doute que, afin d'impliquer la majorité de la société dans la transition au socialisme, d'autres organes, élus par l'ensemble de la population, sont nécessaires.

LE PARTI

RÉVOLUTIONNAIRE

De même qu'il faut une révolution socialiste pour entreprendre la transition au socialisme, il faut un parti révolutionnaire pour diriger la classe ouvrière dans cette révolution. La stratégie du socialisme révolutionnaire est donc la stratégie de formation d'un parti révolutionnaire. Au cours de la période de domination du capitalisme, on ne peut espérer qu'un tel parti regroupe la majorité de la classe ouvrière. L'idéologie dominante étant celle de la classe dirigeante, il en résulte que jusqu'au moment de la crise révolutionnaire, c'est-à-dire à la veille du renversement de l'Etat bourgeois, seule une minorité de travailleurs sera attirée par le programme révolutionnaire socialiste. L'expérience de la social-démocratie a démontré que les partis ouvriers de masse ne peuvent être que des partis ouvriers bourgeois.

Par conséquent, le parti révolutionnaire des travailleurs est en fait un parti ouvrier d'avant-garde. C'est un parti qui, à la fois, est doté d'un programme socialiste révolutionnaire et regroupe les secteurs d'avant-garde du mouvement ouvrier. Un tel parti tentera évidemment en permanence d'attirer la masse des travailleurs à des luttes révolutionnaires, et basera son orientation sur un programme d'action insistant, à chaque moment particulier de développement de la conscience, sur les mots d'ordre capables d'élever le niveau d'activité

de la majorité de cette classe, vers la révolution socialiste.

La nécessité d'un parti d'avant-garde surgit du fait que le processus par lequel les masses prennent conscience d'elles-mêmes n'est pas linéaire ni régulièrement ascendant. La conscience acquise dans un processus déterminé devient illusion dans un autre processus. Le parti d'avant-garde est en fait la conscience accumulée de la classe. Il combat la conscience bourgeoise et cristallise la conscience collective accumulée.

Un tel parti ne peut pas être construit du jour au lendemain, sa formation doit nécessairement passer par différentes étapes. Ce parti requiert avant tout un programme révolutionnaire, qui ne soit pas une simple réminiscence de telle ou telle expérience passée dans le monde (comme c'est le cas pour de nombreuses organisations de gauche en Iran), mais qui surgisse de l'intérieur de luttes de classes spécifiques et de l'expérience déjà acquise par l'avant-garde de ces luttes. Celle-ci ne devient pas une soi-disant avant-garde du fait de son association avec telle ou telle organisation, elle est avant-garde parce qu'elle s'est dégagée dans des luttes spécifiques et a représenté en leur sein les revendications et actions ayant servi à cette étape l'objectif socialiste plutôt que la réforme de l'ordre existant.

Par exemple, après le soulèvement de Février (1979 en Iran, qui renversa le Shah - NdTr), l'avant-garde prolétarienne n'était pas nécessairement composée des éléments qui avaient rejoint telle organisation de gauche se revendiquant " communiste " ; elle était formée de ceux qui, dans des luttes concrètes, ont défendu les acquis de la révolution contre les attaques féroces du régime contre-révolutionnaire islamiste, mé-

me s'ils n'ont jamais rejoint aucun parti de gauche. Ou encore, à l'époque de la répression, l'avant-garde ouvrière n'était pas composée de ceux qui suivaient les slogans apparemment enflammés de telle ou telle organisation de gauche, mais de ceux qui construisaient tranquillement les comités d'usine clandestins. Tant que le programme socialiste ne sera pas étroitement lié à des secteurs décisifs de cette avant-garde, le parti prolétarien ne sera pas construit.

La forme la plus ridicule de sectarisme nous est fournie par ces intellectuels qui, ayant lu quelques livres dits marxistes et réuni quelques partisans, s'autoproclament noyau du parti révolutionnaire et commencent, avec une arrogance de philistins, à dire à la classe ouvrière comment elle doit se comporter. Des dizaines de cliques et de sectes se sont consacrées pendant des décennies à la construction de tels partis " léninistes ", alors même que la première étape de la construction de ce parti, c'est-à-dire le processus d'élaboration d'un programme socialiste révolutionnaire et son insertion dans les luttes réelles de la classe ouvrière et de son avant-garde, n'avaient pas même commencé. Ces mêmes gens n'ont appris de Lénine qu'un seul slogan : la conscience vient de l'extérieur du mouvement ouvrier. En réalité, cela a toujours été une couverture sous laquelle une clique de quelques individus petits-bourgeois avides de pouvoir tentaient de se substituer à la classe ouvrière.

L'avant-garde prolétarienne peut exister sans tel ou tel parti, mais il ne peut y avoir de parti sans l'avant-garde prolétarienne. Le programme socialiste révolutionnaire n'est rien d'autre que la généralisation concentrée et la compréhension des expé-

riences de l'avant-garde (à l'échelle internationale). Marx n'a pas rendu le mouvement ouvrier socialiste, c'est la classe ouvrière qui a converti le libéral Marx au communisme. Lénine et Trotsky n'ont pas avancé l'idée de construire des soviets ouvriers, ils ont compris leur importance lorsque les ouvriers eux-mêmes les ont constitués. L'avant-garde prolétarienne se saisit souvent du programme révolutionnaire plus vite et plus profondément que les "intellectuels" extérieurs à la classe. Face à la compréhension de la phrase "la conscience vient de l'extérieur de la classe" selon laquelle la classe ouvrière ne peut pas comprendre la théorie révolutionnaire, il nous faut rappeler qu'en cette fin de vingtième siècle, l'avant-garde du prolétariat est éduquée et peut lire le Manifeste Communiste. Les intellectuels n'ont rien d'une catégorie spéciale, et aucun privilège particulier à demander au prolétariat. Au contraire, s'ils n'ont aucune connaissance particulière à apporter, il vaut mieux qu'ils restent à l'extérieur et n'infectent pas le mouvement de leurs inévitables préjugés. En fait, le terme même "d'intellectuel" a perdu la signification qu'il pouvait avoir au dix-huitième et au dix-neuvième siècle, et ne représente plus aujourd'hui qu'un argument entre les mains d'éléments petits-bourgeois à la recherche de parcelles de pouvoir et avides de grands discours à l'intérieur du mouvement communiste. C'est de cette couche que surgissent les principaux sectateurs de la bureaucratie.

LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

La notion de "centralisme démocratique" est sans doute celle qui a le plus servi à englober la gauche com-

muniste iranienne dans la terrible spirale de l'organisation bureaucratique. La plupart des interprétations de ce concept sont extrêmement administratives. Tous les membres du parti peuvent, selon les règles statutaires du parti, exprimer occasionnellement certaines idées, parfois même des divergences, mais ils sont liés par le devoir d'obéir avec une discipline de fer à toutes les décisions de la direction. Le centralisme démocratique est ainsi compris comme une série de règles administratives que l'on peut copier du Parti communiste russe. Pour nous, le centralisme démocratique a un rapport direct avec la notion de parti révolutionnaire d'avant-garde, et sa forme particulière est déterminée à chaque étape par le développement de ce parti. Par exemple, on ne peut imaginer que les principes du centralisme démocratique dans l'étape actuelle en Iran, quand même le noyau du parti ne s'est pas encore formé, seront les mêmes que ceux régissant le parti après dix années d'existence.

Au cours du processus de constitution de ce parti, et dans ses efforts pour intervenir au sein du mouvement ouvrier, le programme révolutionnaire sera en permanence testé et mis à l'épreuve. Si le programme doit être amélioré à travers cette expérience et sa compréhension, il doit au départ être basé sur une approche commune d'une telle expérience. Le centralisme signifie les efforts volontaires de chaque communiste afin de créer les conditions nécessaires à cette expérience commune. Et ceci ne prend pas forme à travers des règles écrites, mais est appris dans la pratique et dans la lutte. Cette expérience, une fois assimilée, se transforme peu à peu en une série de principes généraux d'organi-

sation. L'inverse n'est cependant pas vrai. Le besoin d'une expérience commune centralisée ne peut pas découler de règles administratives prédéterminées.

Le second point est que cette expérience commune ne conduit pas nécessairement à une compréhension commune. Des avant-gardes révolutionnaires peuvent tirer des conclusions différentes d'une même expérience, en fonction de leurs propres pratique et conscience. Si à l'intérieur du parti il n'y a pas place pour la rencontre de ces idées, ces importantes expériences, qui sont toujours acquises au prix des efforts et du sang du prolétariat, sont perdues à jamais et ne permettent de tirer aucun enseignement. D'autre part, si l'interprétation des événements par tel ou tel "leader" ne peut pas être contestée, le parti révolutionnaire devient une secte stérile, dépourvue de tout contenu, et le centralisme une justification pour le culte de la personnalité. La démocratie à l'intérieur du parti facilite l'instauration des conditions dans lesquelles ce choc d'opinions créatif peut se dérouler librement et inconditionnellement. Ces conditions peuvent permettre de formuler les appréciations les plus exactes de l'expérience de l'avant-garde, de telle sorte que cette expérience puisse être réinvestie dans les luttes à venir.

Evidemment, si ces principes démocratiques ne sont pas compris par les cadres du parti et deviennent simplement une série de droits organisationnels, ils peuvent se transformer en leur contraire et devenir une excuse pour justifier la discussion pour la discussion. Le fait que la majorité des débats au sein des organisations de la gauche iranienne dites "démocratiques" apparaisse artificielle ne provient pas de ce que leurs statuts

seraient mauvais, mais principalement du fait qu'il ne s'agit pas d'organisations d'avant-garde et que toute leur structure politique est artificielle. Dans une organisation qui n'a pas encore fait les premiers pas pour devenir même le noyau d'un parti, le droit à former des tendances ou fractions, ou l'absence d'un tel droit, ont surtout à voir avec une pléthore de facteurs historiques et personnel qui n'ont aucun rapport avec la question qui nous occupe.

La nécessité du droit à former des tendances et fractions résulte du fait que le processus de l'intervention du parti dans les luttes de la classe, à travers l'avant-garde, mène inévitablement et constamment à des divergences, à un approfondissement de ces divergences, voire à des divisions, puis à leur résolution et à l'apparition de nouvelles divergences. Si le processus est un tant soit peu différent, il faut s'interroger sur la bonne santé de ce parti. Sans de tels droits, au lieu d'un processus rationnel et naturel d'organisation des débats, nécessaire à l'éducation du parti tout entier, on verrait se développer de tous côtés un sectarisme destructeur et apparaître des cliques malsaines (...)

LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

Le parti révolutionnaire est organisé sur la base d'un programme révolutionnaire au moyen duquel il lutte pour faire aboutir une stratégie révolutionnaire. En général, lorsque le mode de production capitaliste est dominant et que l'Etat est bourgeois, notre stratégie n'est autre que celle de la révolution socialiste. Cette thèse générale, résultant des principes les plus élémentaires de la théorie marxiste, est rarement contestée -

en tout cas pas de façon rationnelle. Cependant, il est stupéfiant de constater qu'il existe encore de nombreux socialistes ouvertement en désaccord avec cette constatation évidente. Les raisons doivent en être recherchées dans l'histoire du mouvement ouvrier.

A l'époque de la Deuxième Internationale, ce principe élémentaire a été abandonné par les tendances réformistes au profit d'un évolutionnisme déterministe, dont ont été dérivées toutes sortes de théories étagées de la révolution. Les menchéviks se firent les défenseurs de l'étagisme pendant la révolution prolétarienne en Russie et, après la dégénérescence de cette révolution, sous le règne de Staline, la Comintern et les partis communistes qui suivaient sa ligne non seulement redonnèrent vie à cette déviation mais l'approfondirent encore davantage. La grande majorité de la gauche internationale a été nourrie de telles " théories ". Tandis que beaucoup défendaient fièrement Staline et la Comintern, certains, se couvrant abusivement du nom de Lénine ou de Trotsky, remplacèrent le socialisme révolutionnaire par la collaboration de classes. Même si l'on admet que ces secteurs-là divergeaient réellement des staliniens, il reste que les conceptions qu'ils défendaient sont toutes, aujourd'hui, obsolètes, et qu'elles doivent être revues et modifiées.

La théorie de Lénine d'une " révolution ininterrompue ", comme celle de la " révolution permanente " de Trotsky, représentaient des tentatives des socialistes russes de rompre avec les stratégies réformistes de la Deuxième Internationale. Cette dernière (de même que Lénine, Trotsky et les menchéviks) estimait que la révolution imminente en Russie serait

une révolution démocratique bourgeoise, du simple fait qu'une telle révolution ne s'était pas encore produite en Russie et que la force motrice de la révolution devrait donc être la contradiction entre les nouvelles forces productives capitalistes et la dictature tsariste. Les menchéviks en concluaient que le prolétariat russe devait jouer dans la révolution à venir le rôle d'une opposition de gauche et s'abstenir de toute action qui empêcherait la bourgeoisie de diriger cette révolution. Lénine estimait que dans la mesure où la bourgeoisie russe avait davantage peur du prolétariat que du tsar, et possédait de nombreux intérêts communs avec le féodalisme, elle ne serait finalement pas capable de jouer un rôle progressiste. Il considérait donc que le prolétariat russe devait rechercher une alliance avec la paysannerie afin de mener la révolution démocratique et ensuite, si les conditions dans l'Europe industrielle le permettaient, s'allier avec le prolétariat européen pour avancer vers le socialisme. Trotsky pensait également que la bourgeoisie ne pouvait pas diriger cette révolution, mais affirmait en outre que bien que le prolétariat dût s'appuyer sur la paysannerie, il constituait la seule classe capable d'occuper une position majoritaire dans le futur gouvernement et en conséquence, dans sa lutte contre la bourgeoisie, ne pouvait pas se lier les mains avec un programme minimum. A son avis, la victoire de la révolution démocratique sous direction prolétarienne ne pouvait signifier que sa continuation en révolution socialiste.

Ces deux dernières théories étaient révolutionnaires, et l'expérience de la révolution russe a démontré la justesse d'une combinaison de celles-ci. Nous pensons néanmoins que d'une part, toutes deux sont au-

jourd'hui obsolètes, et d'autre part, que même à l'époque où elles ont été formulées elles n'exprimaient pas une rupture complète avec les positions de la Deuxième Internationale.

Les faiblesses de ces deux théories résident dans le fait qu'elles n'allaient pas au-delà du cadre évolutionniste de la Deuxième Internationale. Il n'est pas juste de dire que, parce qu'une révolution bourgeoise ne s'est pas encore produite dans un pays, la révolution à venir y aura inévitablement un caractère démocratique-bourgeois. L'histoire ne reconnaît pas cette contrainte selon laquelle tous les pays devraient passer par une révolution démocratique bourgeoise. Dans des conditions déterminées, un pays peut devenir capitaliste " par en haut " (sans traverser une révolution démocratique bourgeoise) ou bien passer par la dictature du prolétariat sans qu'y ait existé préalablement un Etat bourgeois. Cette position marxiste doit être dégagée de décennies de déviations.

Dans la tradition marxiste, la stratégie révolutionnaire était déterminée par l'analyse de trois facteurs principaux : la nature de classe de l'Etat, les tâches sociales historiques de la révolution, le caractère de la classe ou des classes révolutionnaires. Dans toutes les sociétés et à toutes les étapes, ces trois facteurs ne correspondent pas automatiquement entre eux.

Par exemple, on peut envisager une société dans laquelle le pouvoir politique se trouve entre les mains d'une classe ou de classes précapitalistes, tandis qu'un prolétariat puissant s'y est déjà constitué, avant que la bourgeoisie ne conquière le pouvoir politique. L'Allemagne de 1848 et la Russie de 1905 en sont de clairs

exemples. Dans une telle société, il y a inévitablement des tâches démocratiques importantes qui n'ont pas été totalement réalisées, mais celles-ci ne sont pas nécessairement plus importantes que les tâches directement anticapitalistes. A ses débuts, la révolution sociale peut se concentrer sur ces questions démocratiques, mais elle devra très vite mettre à l'ordre du jour des tâches anticapitalistes. En outre, très souvent, la résolution des premières dépend de celle des secondes. Par exemple, dans une telle société, peut-on résoudre la question agraire sans commencer par nationaliser les banques ?

Dans de telles sociétés, même si la bourgeoisie s'oppose à l'Etat en place, elle préférera un transfert graduel du pouvoir à une révolution, parce qu'il s'agira pour elle de stopper effectivement toute avancée vers la révolution socialiste. L'étendue de la collaboration de classes par la bourgeoisie dépend du niveau de sa peur du prolétariat et de la profondeur de ses intérêts communs avec les classes précapitalistes. Dans le cas de la petite-bourgeoisie, la situation peut s'avérer très différente selon ses différentes couches. Très souvent, cette classe maintient son radicalisme jusqu'au renversement du vieux régime : c'est là le phénomène qui a convaincu de nombreuses forces de s'allier à l'ensemble de la petite-bourgeoisie. Cependant, dès que le prolétariat entreprend des pas sérieux vers la résolution de ses tâches anticapitalistes, les couches supérieures de cette classe rejoignent la contre-révolution.

Il ne peut donc y avoir dans ces sociétés d'autre stratégie révolutionnaire que la révolution socialiste dirigée par le prolétariat, s'appuyant sur les couches inférieures de la petite-

bourgeoisie et combinant tâches démocratiques et tâches socialistes. Cette approche classique de Marx est à notre avis beaucoup plus claire que celle adoptée par la révolution russe. Bien que la position de Lénine et de Trotsky pendant la révolution d'Octobre ait été une position révolutionnaire, opposée à celle du réformisme, elle demeurerait en réalité idéologiquement attachée à l'évolutionnisme de la Deuxième Internationale, ce qui a pavé la voie à des déviations ultérieures.

Dans tous les cas, la pertinence de tels arguments se limitait aux sociétés plus anciennes. Peut-être pouvait-on affirmer ainsi, pendant la Première Guerre mondiale, que la révolution permanente ou ininterrompue représentait en Inde ou en Iran une solution valable à la question de la stratégie révolutionnaire. Mais aujourd'hui, où pouvons-nous trouver de tels Etats précapitalistes ? Y a-t-il un pays au monde où les rapports capitalistes ne soient pas devenus dominants ? Si l'Etat est bourgeois, il est clair que l'on ne peut pas s'allier avec la bourgeoisie ou avec les couches supérieures de la petite-bourgeoisie. L'Etat bourgeois est par définition basé sur ces deux secteurs. Si le mode de production capitaliste est dominant, comment peut-on nier la prédominance des tâches anticapitalistes sur les tâches démocratiques bourgeoises ? Dans la majorité si ce n'est la totalité des sociétés contemporaines, il ne peut donc y avoir de stratégie révolutionnaire autre que la révolution socialiste ; et il n'est pas nécessaire, pour le démontrer, de se référer en permanence aux débats de la social-démocratie russe.

En outre, on ne peut pas prendre l'excuse de l'impérialisme pour justifier de tomber dans la collaboration

de classes. Il est parfaitement possible que des secteurs de la bourgeoisie et des couches supérieures de la petite-bourgeoisie participent à certaines tâches anti-impérialistes, mais ils ne le feront jamais au prix du renversement du système capitaliste et, au bout du compte, pas non plus au prix d'une complète séparation par rapport à l'impérialisme : l'expérience de l'Iran l'a prouvé une fois pour toutes.

Nous pouvons donc poursuivre le débat sur les différentes théories exposées au sujet de la révolution iranienne, mais les socialistes révolutionnaires doivent comprendre très clairement un point : le capitalisme est le mode de production dominant en Iran et l'Etat y est par conséquent capitaliste. Bien que de nombreuses tâches démocratiques attendent la révolution, celle-ci ne peut être qu'une révolution socialiste qui débute par l'instauration d'une dictature révolutionnaire du prolétariat s'appuyant sur tous les exploités. Toute la bourgeoisie, toutes les couches supérieures de la petite-bourgeoisie, se trouvent dans le camp de la réaction. Les couches moyennes de la petite-bourgeoisie ne sont pas des alliées du prolétariat, bien que celui-ci puisse les neutraliser au moyen d'une tactique correcte. Sans une telle compréhension de la stratégie, et une telle conception du programme de la révolution socialiste, toute tentative de former le parti de la classe ouvrière est par définition vouée à l'échec. Ainsi que nous en avons fait l'expérience dans le cours de la révolution iranienne, même si un tel parti possède des centaines de milliers de partisans, sans une stratégie correcte, il se perdra dans les tourbillons de la lutte de classes.

LE PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE

Le parti se constitue sur un programme. Il nous faut ici nous distinguer de tous ceux qui estiment que le parti pourrait se constituer sur quoi que ce soit d'autre. Le parti, dans la signification contemporaine de ce terme, est une organisation politique formée dans des conditions déterminées, sous la juridiction géographique d'un Etat politique déterminé. Ce qui distingue ce parti d'autres organisations pouvant avoir avec lui des similitudes, ce ne sont pas les idées de ses membres mais le programme qu'il propose à l'ensemble de la société. Et ce programme, qui découle d'une compréhension réaliste de la situation présente, propose sur la base d'une claire critique de cet Etat les tâches fondamentales auxquelles la société est confrontée afin de modifier le statu quo.

Dans le mouvement socialiste, la division de ce programme en une section minimale et une section maximale est un trait caractéristique des tendances réformistes. Marx n'a jamais accepté une telle distinction dans le Manifeste Communiste ni dans les programmes de la Première Internationale. Dans la Deuxième Internationale, cette distinction a signifié l'abandon des idéaux d'un changement fondamental et révolutionnaire, et le fait de se contenter de l'idée de réforme de la société capitaliste. Dans la Troisième Internationale, avant la défaite de la révolution russe et la dégénérescence stalinienne de la Comintern, cette division a été mise de côté. A l'époque de Staline et ensuite, elle a ensuite été ressuscitée par les organisations soutenant le "camp socialiste". Le socialisme révolutionnaire se caractérise par le fait de rejeter une telle distinction.

Le programme révolutionnaire est un programme qui, à tout moment de la lutte de classes, montre les objectifs socialistes de ce combat et indique les tâches qui doivent être entreprises afin d'atteindre ces objectifs. En d'autres termes, à toutes les étapes de la conscience, le programme du parti doit être capable de montrer la relation pratique et inévitable entre les revendications courantes et les buts de la révolution socialiste. Il doit analyser les conditions spécifiques locales et internationales afin de montrer le rapport entre, par exemple, la lutte pour la journée de 8 heures et celle contre le chômage de longue durée, tout en expliquant la signification historique de cette lutte dans le cadre de la tâche de la socialisation des moyens de production. Le parti révolutionnaire doit en conséquence, simultanément et à chaque moment de la lutte, présenter un programme qui englobe à la fois les revendications minimales et maximales, ainsi que les connections entre les premières et les secondes (les revendications dites "transitoires").

A notre avis, il s'agit là de la seule acceptation valable d'un programme par des socialistes révolutionnaires. Revendications démocratiques (qui ne mettent pas nécessairement en cause la domination politique de la bourgeoisie, mais renforcent les droits des travailleurs et de tous les exploités), revendications minimales (qui ne mettent pas en cause le mode de production capitaliste mais impliquent des réformes bénéficiant au prolétariat), revendications transitoires (qui ne sont pas directement socialistes mais remettent logiquement en cause la domination capitaliste) et revendications maximales (c'est-à-dire directement socialistes) sont présentées côte à côte et, à

chaque étape, la propagande et le travail politique du parti sont basés sur leur combinaison.

Par exemple, en Iran, immédiatement après la révolution, il fallait se centrer de la même façon sur le combat afin de consolider et étendre les droits démocratiques, sur l'expropriation des grands propriétaires fonciers, sur la création d'un système de sécurité sociale, ou sur les revendications pour la fin de toute discrimination envers les femmes et les minorités religieuses ou nationales, ainsi que sur le combat pour développer et unifier les conseils d'ouvriers et de paysans, et pour instaurer le contrôle des producteurs sur les moyens de production et de distribution. Mais dans le même temps, l'épicentre de toute notre propagande devait être la nationalisation de tous les grands intérêts capitalistes, l'instauration d'une république soviétique et de l'autogestion ouvrière. Nous savons tous ce qu'il est advenu de ceux qui ont divisé cela en des revendications minimales et maximales.

En se référant aux débats de la Comintern sur les revendications transitoires à l'époque des révolutions ouvrières et, ensuite, aux commentaires de Trotsky sur les revendications transitoires au moment de la lutte contre le fascisme et la formation de la Quatrième Internationale, certains communistes révolutionnaires sont parvenus à la conclusion qu'un tel programme est le programme "transitoire". Il s'agit là encore, à notre avis, d'une interprétation qui pêche par étroitesse et qui contredit non seulement la signification du programme mais ce qu'ont eux-mêmes fait Trotsky et la Comintern. Le "programme transitoire" n'est que la section du programme pouvant être considérée réalisable à

chaque moment particulier de la lutte. En fait, Trotsky lui-même lui avait, à l'origine, donné le nom de programme d'action. A chaque moment de la lutte, en fonction du niveau de conscience existant ainsi que de la profondeur et de l'étendue de la lutte, le parti révolutionnaire doit présenter un ensemble de mots d'ordre qui, bien que découlant du niveau courant de conscience et de revendications, en pratique et dans le cours de la lutte elle-même, entre en contradiction avec la domination capitaliste et démontre la nécessité d'une transition au socialisme.

Par exemple, dans la période précédant la Deuxième Guerre mondiale, lorsque le chômage et l'inflation faisaient des ravages, la proposition de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail n'était pas seulement réaliste (dans le sens où, si les travailleurs la prenaient en charge et si leurs dirigeants réformistes le permettaient, ces revendications pouvaient être obtenues), mais nécessaire du point de vue d'une perspective révolutionnaire (parce que la réalisation de ces revendications remettait en cause l'existence même de l'ordre capitaliste). Ou encore, dans les années vingt, quand la classe ouvrière aurait pu obtenir une majorité électorale dans de nombreux pays européens, le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier" n'était pas seulement approprié parce qu'il montrait aux travailleurs que dans ces conditions difficiles, ils pouvaient prendre leur destin en main s'ils en décidaient ainsi, mais aussi parce qu'il exerçait une pression sur les partis réformistes afin qu'ils s'allient avec les autres partis prolétariens plutôt que de former des coalitions avec la bourgeoisie.

Dans ce sens, le programme d'action est un programme concret et à court

terme. On ne peut pas présenter le programme transitoire comme le seul programme pour la période historique entre aujourd'hui et la révolution socialiste. Ainsi, le programme d'action qui était valide avant la Deuxième Guerre mondiale ne pouvait pas être immédiatement réutilisé après-guerre. De même, le programme d'action qui était correct pour la période ayant suivi le soulèvement en Iran, ne peut pas être répété aujourd'hui. Cependant, le programme du parti ne se réduit pas simplement à un programme d'action : il s'agit d'un programme historique plus large qu'un programme d'action transitoire (...)

LA THÉORIE

RÉVOLUTIONNAIRE

On ne peut construire un parti révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. Cette théorie, à notre avis, reste la théorie marxiste. Aucune autre n'a démontré qu'elle pourrait mieux résoudre les problèmes courants de la pratique révolutionnaire. Mais ceci ne signifie pas que le marxisme lui-même n'ait pas été touché par la crise actuelle. Les déviations de la Deuxième Internationale ont transformé cette théorie révolutionnaire en un système de pensée dogmatique et déterministe, substituant un évolutionnisme social mécaniste au rôle central de la pratique révolutionnaire critique. La Troisième Internationale, sous l'influence de l'expérience du bolchévisme et de la Première Guerre mondiale, a ouvert la voie à une renaissance de cette théorie révolutionnaire. Cependant, avec la dégénérescence stalinienne de la Comintern, ce processus a non seulement été bloqué mais la spirale régressive de l'idéologie de la bureaucratie dominante dans l'Etat so-

viétique dégénéré a conduit à un approfondissement considérable de ces mêmes déviations social-démocrates. Les différentes organisations issues de l'Opposition de gauche, après avoir joué un rôle essentiel en résistant à cette dégénérescence et en sauvegardant la tradition révolutionnaire, se sont finalement avérées incapables de développer cette théorie en accord avec les changements de la situation. Un examen minutieux de cette expérience, un combat pour libérer la théorie révolutionnaire de décennies de déclin, et un sérieux effort pour la développer en accord avec les conditions actuelles, doivent constituer des tâches primordiales pour tous les révolutionnaires socialistes. De ce point de vue, il est nécessaire de souligner quelques points afin de distinguer notre courant.

Le marxisme révolutionnaire en tant que science n'a aucune affinité avec l'idéologie. Cette dichotomie essentielle ne peut pas être surmontée en affirmant que le marxisme serait un type particulier d'idéologie, par exemple une idéologie prolétarienne. Bien que l'idéologie puisse acquérir une certaine existence matérielle du fait de la persistance de structures sociales historiques, elle ne reflète qu'une fausse conscience de ces dernières. Afin de masquer leurs propres intérêts sous une prétendue défense de l'intérêt général, les classes dirigeantes ont toujours dû faire appel à cette fausse conscience. Le prolétariat croit à son abolition en tant que classe en même temps qu'à l'abolition du système de classes. Il ne défend donc aucun intérêt particulier au nom duquel il devrait tromper la société. Le prolétariat veut parvenir à la conscience et la

propager, et non remplacer l'idéologie bourgeoise par ses propres et nouvelles formes d'idéologie.

Mais une fois que l'on s'est mis d'accord sur le fait que le marxisme est une science, le problème n'est pas résolu pour autant. Qu'entendons-nous par science ? Il est vrai que le fait de reconnaître la réalité telle qu'elle est effectivement peut être considéré comme le trait caractéristique de la science. Cependant, comment cette reconnaissance est-elle obtenue ? Il y a dans le mouvement marxiste de nombreux débats sur cette question, et la discussion se poursuivra inévitablement. A notre avis, ce débat ne peut être abordé qu'en revenant à Marx lui-même. Ce qui a été présenté pendant le siècle écoulé sous le nom de matérialisme dialectique, en tant que supposée interprétation prolétarienne du monde, n'a rien à voir avec la pensée de Marx. Pour l'essentiel, cela est devenu l'idéologie d'une bureaucratie dominante à l'intérieur du mouvement ouvrier. S'il faut vraiment attribuer un qualificatif à la méthode philosophique marxiste (ce qui ne nous semble pas particulièrement utile), alors, " philosophie de la praxis " est beaucoup plus approprié que " matérialisme dialectique ".

Le matérialisme de Marx ne peut pas être réduit à l'affirmation selon laquelle il aurait amélioré le matérialisme bourgeois en lui appliquant la dialectique hégélienne. Marx a été au-delà des polémiques philosophiques métaphysiques entre matérialistes et idéalistes. Le fait de savoir si ce qui prime est l'esprit ou la matière ne l'intéressait pas. En réalité, il a toujours pensé que le simple fait de poser cette question démontrait une absence de rupture avec les concep-

tions métaphysiques. Ce qui importait à ses yeux, c'était la compréhension réaliste des activités d'êtres humains spécifiques dans leur environnement socio-historique spécifique - et non de créer une nouvelle idéologie. Il considérait la conscience humaine, sa conception de sa propre situation ainsi que du monde extérieur, non comme un reflet passif de la matière, mais comme le résultat direct d'une pratique historico-sociale modifiant cette situation, et dans sa compréhension de cette pratique. Il n'y a aucun doute quant au fait qu'au-dessus de l'esprit de l'individu, il existe un monde matériel indépendant. Mais un monde qui n'a pas encore intégré l'expérience humaine, de ce fait, ne se reflète pas non plus dans l'esprit humain, et inversement, le monde qui englobe cette pratique n'est plus un monde indépendant de l'esprit. La dialectique de Marx réside dans la reconnaissance du lien pratique entre les conditions objectives et subjectives en tant que question centrale dans la théorie de la conscience. Ce n'est pas un hasard si toutes les tendances réformistes tentent de sous-estimer ce rôle central de la praxis. En niant l'importance de la pratique révolutionnaire-critique, ce qui doit être une science libératrice se transforme en un système fermé et arriéré, utilisé principalement afin de justifier les politiques conservatrices et contre-révolutionnaires de couches non prolétariennes.

Une telle compréhension du marxisme modifie considérablement le rôle de la théorie dans le parti révolutionnaire, par rapport à ce qui a été communément admis. Par exemple, dire que notre parti est marxiste-léniniste (ou toute autre combinaison) im-

plique de rejeter toutes les idées de Marx. Si le but est de témoigner du respect envers des dirigeants particuliers de la classe ouvrière, nous n'avons pas d'objections majeures - mais alors, pourquoi limiter ce témoignage à quelques individus ? Il est clair qu'en s'identifiant à un ou deux individus, on définit l'essence de l'unité du parti sur la base de leurs opinions. Mais comment donc un parti dans son ensemble pourrait-il parvenir à de telles positions communes ? A notre avis, le parti doit s'unifier sur la base de son programme, et non du marxisme ou du léninisme.

On ne devient pas mathématicien par le simple fait de connaître la multiplication. Donc, comment peut-on dire que les membres d'un parti deviennent marxistes sur la base de l'acceptation de son programme ? Cette méthode est celle qui conduit à faire en sorte que les militants du parti votent pour telle ou telle théorie, dans un congrès, par un faible écart de voix. Tous les membres du parti doivent évidemment avoir leurs opinions sur toutes les questions ; et si ce n'est pas le cas, ils doivent s'y efforcer. Cependant, cela ne signifie pas que voter soit un moyen d'affirmer des positions théoriques ou de clore des discussions sur la théorie. Le marxisme, comme toutes les autres sciences, change et évolue constamment, et la connaissance que l'on en acquiert est toujours relative (dépendant de l'expérience). Par conséquent, pour les socialistes révolutionnaires, le débat théorique demeure toujours ouvert.

Bernard Friot vient de publier aux Editions La Dispute, sous le titre *Puissances du salariat : emploi et protection sociale à la française*, une livre riche et dense sur le système français de protection sociale. On y retrouve, sous une forme très développée et avec un abondant matériel historique, l'ensemble des positions déjà présentées par Bernard Friot dans le texte que nous avons publié dans le n° 5 de Carré Rouge. Chez B.Friot, le terme « puissances » est synonyme de « potentialités » et se réfère à tout ce que les institutions qui organisent la protection sociale des salariés recèlent comme points d'appui de résistance et de combat de leur part face au capital. Il est important de commencer par rappeler le cœur de l'analyse de Friot, avant d'en venir aux interrogations qui sont soulevées par la lecture du livre.

Comment défendre le système de protection sociale ?

Questions à Bernard Friot

Bernard Friot montre comme peu d'autres auteurs l'ont fait, peut-être même comme aucun autre, ce qui rend le système français du salaire socialisé si spécifique et si important à défendre. Une fois cette démonstration faite, qui me semble en tous points décisive, surgit la question de la manière dont on caractérise ce système sur le plan théorique et dont on pense la défense du salaire socialisé. C'est ici que des doutes peuvent surgir, qui sont autant de questions auxquelles Bernard Friot a accepté de répondre.

UNE CONSTRUCTION
ORIGINALE DONT
LE SOCLE EST LE

SOCIALISÉ

Le système français de financement de la protection sociale s'oppose au système dit « beveridgien » (Beveridge a été l'architecte principal du système britannique de protection sociale lors du gouvernement travailliste de 1946) qu'on connaît au Royaume-

Uni. Celui-ci a été construit sur des régimes d'entreprise qui ont vite évolué vers des systèmes de retraites par capitalisation médiatisés et donc contrôlés par les marchés financiers, complétés par un dispositif complémentaire dit d'assurance nationale, bientôt doublé d'un dispositif « d'assistance nationale » financé par l'impôt. La construction du système français s'est faite sur une très longue période, de façon politique à certains moments, mais très pragmatique à d'autres. Son originalité profonde est d'avoir poussé certains aspects caractéristiques des systèmes continentaux, parfois dits « bismarquiens », plus loin que tout autre pays, de sorte que le système français est devenu un élément constitutif de « l'exception française » à laquelle le capital « mondialisé », aussi bien français qu'étranger, voudrait mettre définitivement fin.

Le système français de financement de la protection sociale a comme socle la socialisation du salaire. A tout travail reconnu sous la forme d'emploi salarié est attribué un salaire en deux parties : un salaire direct et une cotisation sociale. Le salaire direct obéit à un barème défini par la négociation collective de branche et éventuellement transposé, sous une forme plus ou moins négociée, au niveau de l'entreprise. Les cotisations sociales sont immédiatement converties en prestations, sans passage par un stock d'épargne, avant d'être gérées par les caisses de la Sécurité sociale. Financées par les employeurs en même temps que le salaire direct à l'occasion de la tenue d'un emploi, proportionnelles au salaire direct, ayant le même caractère de flux que celui-ci, ne possédant pas d'effets redistributifs verticaux majeurs puisque le lien établi entre cotisations et salaires directs vaut

aussi, même atténué, pour les relations entre ce dernier et les prestations, les « cotisations-prestations » du système français sont un salaire socialisé. Dans le dispositif français et à la différence du dispositif anglais, nous n'avons pas affaire à des salariés « riches » couverts par des régimes patrimoniaux et finançant pour les « travailleurs pauvres » une assurance nationale de solidarité. Au travail des salariés actifs occupés est affecté, étroitement articulé au salaire direct, un salaire socialisé qui permet la protection sociale des salariés malades, des chômeurs et des retraités, à des niveaux tels que l'assistance et l'épargne, sans avoir disparu, sont secondaires. Les prestations sociales sont, en effet, proportionnelles soit aux besoins, soit au revenu d'activité. Il est erroné de présenter les retraites du système français comme des « salaires différés », dont les bénéficiaires seraient alors les « propriétaires », car si tel est le cas il deviendrait possible de justifier leur transformation en épargne, la « jouissance » de cette « propriété » se faisant sous forme de retraites servies par les marchés financiers, comme c'est le cas pour les salariés à emploi stable dans le système anglo-saxon. Les retraites sont une composante du salaire socialisé, dont l'avenir dépendra de la teneur des rapports politiques que la classe ouvrière imposera ou non à la bourgeoisie.

LA PORTÉE DE LA PÉRÉQUATION INTERPROFESSIONNELLE NATIONALE

Au cœur du système on trouve une péréquation interprofessionnelle nationale des cotisations-prestations

qui a un ensemble de conséquences, dont deux sont d'une importance particulière. Le salaire, premièrement, est la matrice des prestations dont bénéficient les travailleurs, quels que soient leur qualification et leur rapport à l'emploi. Cotisants, c'est comme travailleurs salariés que les travailleurs non qualifiés ou à temps partiel sont reconnus (et non comme pauvres bénéficiant d'une assistance). Cotisants, c'est aussi comme travailleurs salariés que les ingénieurs et cadres sont reconnus (et non comme salariés aisés capables d'épargner en cotisant à des caisses privées). Il en va de même pour les chômeurs, les retraités et les malades. C'est comme salariés, ou ayant-droits de salariés, qu'ils sont reconnus. La seconde conséquence essentielle est que les employeurs, pris collectivement, sont contraints d'assumer les conséquences des décisions prises par tels ou tels d'entre eux en matière d'emploi et de salaire direct. Le fait que ce soit l'emploi (salaire) qui finance le hors-emploi (prestations de chômage, maladie, famille, vieillesse) pousse à convertir des travaux en emplois et à pratiquer un salaire (total : direct plus cotisation) élevé afin de garantir l'équilibre financier du dispositif. Pour être viable, la base économique de la péréquation doit offrir sur le long terme, sans à-coups excessifs, un nombre d'emplois et un niveau de salaire suffisants. Dans les années 1960-70, ce fait a joué comme un moteur très fort dans l'extension de la reconnaissance sociale du travail. C'est la salarisation du travail féminin depuis les années soixante qui a permis de vaincre, par le financement du système des retraites, la pauvreté de masse des personnes âgées, ce que des mesures redistributives comme le

« minimum vieillesse » de 1956 avaient été incapables de faire. Le système de la péréquation oblige le patronat pris dans son ensemble à assumer financièrement les conséquences de ses choix en matière d'emploi. Car s'il choisit, comme il le fait depuis les années 1980, en guise de mode de gestion courant de la main d'œuvre, le licenciement massif, la cessation anticipée d'activité, la baisse du salaire direct, il doit financer des pensions de retraite, des allocations de chômage ou des prestations familiales plus élevées, et il perd en cotisation ce qu'il gagne en salaire direct.

UNE GENESE PLUS QUE SÉCULAIRE

La protection sociale comprend des éléments constitutifs distincts dont les conditions de création et les étapes d'intégration dans le système d'ensemble du salaire socialisé diffèrent sensiblement. La protection-maladie, dont le pivot est le régime général de la Sécurité sociale, est le volet où le rôle du mouvement ouvrier a été le plus conscient et le plus décisif. La Libération en a été le point d'orgue et le moment le plus avancé du point de vue décisif de la construction politique du système et de son contrôle par les travailleurs. Jusqu'aux ordonnances de 1967, c'est le régime général qui a connu la forme la plus poussée de gestion par les syndicats. Il a fallu attendre de Gaulle et Pompidou pour que le « paritarisme » dont tant se gargarisent (c'est-à-dire une gestion souvent largement collusoire entre patronat et syndicats sous la surveillance de représentants de l'Etat) soit imposé. Pour les retraites et les allocations familiales, la genèse relève de processus sensiblement différents. Ici

on trouve du côté de la bourgeoisie, entendue aussi bien comme Etat que comme patronat, la volonté de mettre en œuvre des solutions corporatistes de résolution du conflit entre capital et travail et de paix sociale. Dans le cas des retraites, le système s'est construit comme extension d'un processus de socialisation des traitements dans la Fonction publique, dont le point de départ est la loi sur les pensions des fonctionnaires de 1853, c'est-à-dire l'une des mesures prises par Napoléon III pour tenter de consolider son régime en s'assurant l'appui des « collaborateurs » subalternes de l'appareil d'Etat. Les allocations familiales sont un autre ingrédient constitutif du système, qui ne doit presque rien au mouvement ouvrier. « Libéralité patronale » d'inspiration paternaliste, et moyen pour les chefs d'entreprise d'éviter les hausses des salaires, elles ont même été combattues pendant longtemps par celui-ci. L'extension du système de la péréquation nationale, notamment par la mensualisation des salaires, sont en partie, montre Friot, « la réponse interprofessionnelle d'un patronat peu désireux de négocier dans l'entreprise les bases du salaire et d'augmenter les salaires directs [...] ». Il s'agit « d'un système de contrainte pour le capital en général qui s'est construit sur le refus de la contrainte pour chaque capital en particulier ». On serait en présence, dit-il, de ce « mode pragmatique de résolution du conflit salarial » d'une sorte de « ruse de l'histoire ».

La contrepartie de la place prise par ces éléments hétérogènes dans la formation de la protection sociale est le manque relatif « d'idéologie forte », capable de porter le système du côté des organisations officielles du mouvement ouvrier (déficit qui se

ressent fortement aujourd'hui au moment où il s'agirait de résister face aux mesures de démantèlement du système, aussi bien par la voie de la fiscalisation des cotisations que par l'instauration par étapes de retraites par capitalisation).

FISCALISATION DES RECETTES ET RETRAITES PAR CAPITALISATION, ARMES CONTRE LE SALAIRE SOCIALISÉ

Car aujourd'hui l'obsession du patronat est de se décharger du poids des contraintes représenté par le salaire socialisé. Depuis le début des années quatre-vingt, il s'y emploie méthodiquement, en particulier en menant campagne pour reporter sur les contribuables (c'est-à-dire sur les salariés actifs et retraités) la charge de coûts qu'il veut externaliser. Les thèses patronales en faveur de la déconnexion entre protection sociale et salaire, par diminution de la place de la cotisation assise sur le salaire, ont été relayées par les gouvernements successifs. Ceux dirigés par le Parti socialiste n'ont pas été en reste. C'est ainsi que le gouvernement Rocard a créé la CSG comme substitut partiel à la cotisation « famille », que le gouvernement Balladur a transformé le fonds national de solidarité en fonds national vieillesse chargé de financer par l'impôt, notamment par un alourdissement de la CSG, des prestations-vieillesse dites « non contributives », que le gouvernement Juppé a fiscalisé l'assurance-maladie par une CSGbis, compensatrice d'une baisse des cotisations « salarié », qui vient s'ajouter à la CRDS. Enfin et surtout, les gouvernements

successifs, avec une accélération depuis 1993 (loi quinquennale sur l'emploi), exonèrent les patrons de cotisations sociales sous des prétextes divers, notamment les « créations d'emplois », exonérations plus ou moins complètement compensées par une contribution budgétaire, ce qui revient à faire assumer par les contribuables ce qui relevait jusqu'ici de la responsabilité des employeurs.

Ces mesures ont bénéficié de l'appui des propositions faites par les organisations syndicales et les partis de la « majorité plurielle ». Le PS a inscrit dans son programme une généralisation de l'exonération de la cotisation patronale sur les bas salaires, en instaurant une franchise de cotisation sur une tranche de salaire direct (« le reprofilage des cotisations »), les Verts préconisent une fiscalisation des prestations familiales et de santé. La CFDT revendique la suppression de la cotisation dite « salariés » à l'assurance-maladie, cependant que la CGT et la Fédération des mutuelles de France (FMF) la rejoignent dans la demande d'un financement patronal partiellement assis sur la valeur ajoutée et non plus seulement sur le salaire. Les associations de chômeurs sont souvent porteuses d'une proposition d'allocation fiscalisée plus ou moins proche de l'allocation universelle, cependant que, sur le terrain, les syndicats acceptent ou revendiquent des préretraites à financement largement fiscal.

Le second enjeu, bien sûr, est celui de la transformation par étapes, parce que la situation politique incite à la prudence, des cotisations en épargne salariale sur le modèle anglo-saxon. C'est le but de la loi Thomas, votée à l'époque du gouvernement Juppé sans qu'aucun décret

d'application n'ait été pris, et dont le gouvernement Jospin cherche à trouver les moyens exacts, mais aussi le moment, de la mise en œuvre. Le but est d'alimenter le marché financier moyennant une retenue à la source, en vouant à cette alimentation une part du salaire. Le système serait « facultatif », mais dans un contexte de chômage élevé, les entreprises trouveraient les moyens de contraindre les salariés de s'y rallier. Ici encore les réactions politiques et syndicales sont allées dans le sens d'une acceptation accompagnée de réserves et conditions plutôt que dans celui d'un appel aux travailleurs à se mobiliser aux côtés de leurs organisations pour faire échec au projet. D'où l'urgence de doter tous ceux qui sentent, avec des degrés de conscience divers, l'enjeu et qui sont prêts à se mobiliser pour défendre le système de « l'idéologie forte » qui a manqué jusqu'à présent. C'est la tâche que Bernard Friot s'est fixé.

LES FONDEMENTS

POLITIQUES DU

SALAIRE SOCIALISÉ

L'analyse du salaire socialisé atteint pleinement cet objectif. Elle est un instrument indispensable pour tous ceux qui veulent défendre des institutions dont ils sentent qu'elles ont fortement contribué à asseoir la capacité de la classe ouvrière française à résister au capital. Les interrogations commencent au moment où B. Friot accole à cette analyse une théorie très particulière du salariat, et nous demande d'accepter que le salaire socialisé suffit à poser l'existence d'un « travailleur collectif » aux traits « largement anti-capitalistes ». L'invocation à ce propos de la notion de « travailleur collectif » n'introduit

elle pas des éléments de confusion qui affaiblissent la portée de la démonstration centrale ? Telle est la première question que je voudrais lui poser. Avant d'expliquer ce que la notion de travailleur collectif me paraît charrier comme ambiguïtés, je voudrais dire pourquoi je ne la pense pas nécessaire. Lorsqu'on examine les matériaux historiques présentés par Bernard Friot, la formation par étapes de cet ensemble d'institutions qui donnent à la classe ouvrière française, entendue au sens large, une densité sociale particulière, paraît pouvoir être liée assez directement aux particularités qui ont marqué les rapports politiques entre les classes en France sur un siècle et demi. Ce n'est pas un hasard, je crois, que la création des pensions chez les fonctionnaires intervienne au lendemain de la Révolution de 1848, c'est-à-dire pratiquement dès le moment où la bourgeoisie commence à se heurter à ce prolétariat nouveau qu'elle vient de concentrer dans les mines et les usines, et qui fait jonction avec les couches populaires d'artisans et d'ouvriers spécialisés (les typographes) nourris par une interprétation radicale de la Révolution française. Même après avoir fait subir aux ouvriers de terribles défaites, la bourgeoisie française doit au cours du XIX^e siècle veiller à consolider ses bases sociales en mettant en place des institutions qui seront autant d'éléments qui s'intégreront dans les années 1930, puis à la Libération, dans la construction institutionnelle du salaire socialisé. Il faut voir l'expression des rapports politiques entre les classes dans le recours à ces « modes pragmatiques de résolution du conflit salarial » forts bien analysés par Friot. Ils portent tous la marque aussi bien de la faiblesse politique du patronat que du bas degré

de concentration qui a longtemps caractérisé le capitalisme français. Il me paraît donc surtout nécessaire de dire que le salaire socialisé est, directement et indirectement, une construction hautement politique qui ne pourra être défendue que pour autant que les salariés français (au-delà des changements profonds qu'il a vécus depuis vingt-cinq ans en terme de poids des différents secteurs et catégories) parviendront à continuer à se dresser politiquement face à la bourgeoisie et aux forces qui prônent l'adaptation à la mondialisation du capital. Le caractère « anti-capitaliste » des institutions du système du salaire socialisé sur lequel B. Friot met l'accent est réel. Il découle autant du rapport à une lutte de classe dont on s'évertue à effacer les traces, qu'aux contraintes qu'il fait peser sur la rentabilité du capital. Il n'est pas le fait exclusif de ces institutions, mais s'étend à toutes les organisations ou formes d'action que la classe ouvrière a construites ou contribué à construire et qui font d'elle plus qu'une masse d'individus à exploiter. La liste comprend les organisations syndicales dès qu'elles cessent d'être des instruments d'accompagnement des exigences du capitalisme.

Bernard Friot a choisi une autre ligne d'argumentation sur laquelle je m'interroge. Elle repose sur l'exposé des vertus que le « salariat », défini de façon très particulière, posséderait. Cette définition fait fortement appel à la notion de « travailleur collectif ». Le salariat dit Friot, « désigne le travailleur collectif tel que le constitue le salaire », celui-ci devant être entendu comme « salaire total (direct et cotisations) permettant de reconnaître indistinctement le travail des occupés et celui des autres ». Ou encore « le salariat, ensemble de

ceux qui participent comme membres du travailleur collectif à la distribution politique du salaire ». La définition n'est pas seulement particulière, puisque l'obligation de vente de la force de travail en tant qu'élément qui fonde le salariat en est exclue, mais elle peut paraître aussi quelque peu circulaire, voire tautologique, puisque le salariat est défini par référence au salaire socialisé, objet du travail de Friot. C'est de là que naît l'impression, donnée par certains passages, que c'est le salaire socialisé qui fonderait, pour ainsi dire à lui seul, l'existence politique des salariés. Or la relation est pour le moins dialectique : les institutions constitutives du socialisé sont issues de la capacité dont la classe ouvrière a fait preuve d'exister politiquement, et elles représentent en retour l'un des éléments, mais pas le seul, qui contribuent à asseoir son existence sociale. Ce n'est pas, comme Friot semble le présenter, seulement par rapport au salaire socialisé ou en raison de celui-ci, que « les travailleurs se posent comme ce qu'ils ne sont pas, excèdent leur place de force de travail, imposent leur reconnaissance comme des individus vivant dans des temps propres ». Tout cela, les travailleurs le font chaque fois que, dans un mouvement long ou massif, ils dressent des formes d'organisation propres face au patronat et à l'Etat. En France, c'est en faisant irruption à intervalles réguliers sur le devant de la scène politique que les travailleurs ont considérablement excédé leur place de vendeurs de leur force de travail. Ils en ont fait une nouvelle démonstration en décembre 1995, mais aussi aujourd'hui même en Seine St Denis.

Vient ensuite une interrogation à propos de l'hostilité de Bernard Friot à l'égard de la notion de « salaire prix

de la vente de la force de travail ». Mû par sa volonté de montrer la portée particulière du système français, emporté par sa polémique contre les systèmes de protection sociale beveridgiens et par sa haine justifiée du néo-libéralisme, Friot fait comme si la vente de la force de travail, comme élément constitutif de la définition du salariat, serait une invention de la seule « économie classique », ou même du libéralisme contemporain. On sait que le combat théorique de Marx inclut la définition du salaire comme prix de vente de la force de travail. Il se réfère explicitement à la concurrence que le capitalisme introduit entre les ouvriers pour obtenir du travail comme l'un des problèmes majeurs auquel ceux-ci sont confrontés dans le processus qui les voit se constituer en classe. Le salaire socialisé à la française suffit-il à rendre ces problèmes caduques ? Que devient la notion de salariat dans des pays qui ne connaissent pas les institutions du salaire socialisé ? Comment faut-il interpréter la section du chapitre II intitulée « l'emploi à la française » à la lecture de laquelle on en viendrait presque à oublier que la classe ouvrière française est soumise à l'exploitation, astreinte à la production de plus-value ? La classe ouvrière française aurait-elle été la seule à dresser (peut-être passagèrement) des freins à l'exploitation, ou alors « l'emploi » est-il quelque chose qui se définirait nationalement, « à l'allemande », « à la suédoise », etc., ce qui nous rapprocherait des thèses de l'école de la régulation dont Friot se démarque par ailleurs ?

LES AMBIGUITÉS

DU RECOURS À

LA NOTION

DE « TRAVAILLEUR COLLECTIF »

Plutôt que de choisir des arguments centrés sur les fondements politiques du salaire socialisé, Bernard Friot tente de donner une nouvelle vie à la notion de « travailleur collectif ». Il est possible que pour lui les notions de « salariés constitués politiquement en classe » et de « travailleur collectif » se recoupent. Il serait certainement possible de réécrire à l'aide de la première beaucoup de choses que Bernard Friot dit en recourant à la seconde. Mais je pense que la notion de « travailleur collectif » a une histoire qu'il est impossible d'ignorer, et que derrière une volonté de fidélité à Marx, l'usage du terme peut trahir sa pensée. C'est donc une autre série de questions qu'il faut lui poser. Est-il juste de procéder comme si l'usage du terme allait de soi ; comme si la notion n'avait pas une histoire au cours de laquelle elle a été passablement galvaudée, mise à la sauce d'un « réformisme » de filiation stalinienne (ou si l'on préfère pro-soviétique), destinée à promouvoir, dans les années 1965-75 notamment, l'idée d'une appartenance des ouvriers, des cadres, voire du patronat pour peu qu'il se comporte d'une certaine façon, à un « ensemble » ayant une productivité commune naissant de la coopération fondatrice d'intérêts communs. Le terme travailleur collectif vient de Marx ; le principal passage où Marx utilise le terme se trouve dans le Chapitre inédit du *Capital*, dont l'édition tardive en italien et en français a précédé de peu son utilisation par les théoriciens du PCI et du PCF. Le texte de Marx n'autorisait pas l'usage qui fut fait du terme « travailleur collectif » il y a trente ans, et il n'est pas certain que la caractérisation des

rapports qui naissent des flux de ressources entre les salariés actifs et inactifs gagne en clarté par la résurrection du terme. Marx écrivait ceci :

« Avec le développement de la soumission réelle du travail au capital ou mode de production spécifiquement capitaliste, le véritable agent du procès de travail total n'est plus le travailleur individuel, mais une force de travail se combinant toujours plus socialement. Dans ces conditions, les nombreuses forces de travail, qui copèrent et forment la machine productive totale, participent de la manière la plus diverse au procès immédiat de création des marchandises [...] : les uns travaillant intellectuellement, les autres manuellement, les uns comme directeur, ingénieur, technicien ou comme surveillant, les autres, enfin, comme ouvrier manuel, voire simple auxiliaire. Un nombre croissant de fonctions de la force de travail prennent le caractère immédiat de travail productif, ceux qui les exécutent étant des travailleurs productifs directement exploités par le capital et soumis à son procès de production et de valorisation. Si l'on considère le travailleur collectif qui forme l'atelier, son activité combinée s'exprime matériellement et directement dans un produit global, c'est-à-dire une masse totale de marchandises. Dès lors, il est parfaitement indifférent de déterminer si la fonction du travailleur individuel — simple maillon du travailleur collectif — consiste plus ou moins en travail manuel simple. L'activité de cette force de travail globale est directement consommée de manière productive par le capital dans le procès d'autovalorisation du capital : elle produit donc immédiatement de la plus-value [...] (CI, 226-227). »

Chez Marx la notion de « travailleur collectif » a donc un contenu très

précis, qui ne comporte aucun lyrisme et qui n'autorise aucun flou théorique ou politique. Elle désigne la forme prise par la socialisation des forces productives du fait de l'action du capital, dans son intérêt et sous son autorité autocratique. Si l'on veut trouver l'expression par Marx du processus par lesquels « les travailleurs se posent comme ce qu'ils ne sont pas, excèdent leur place de force de travail, imposent leur reconnaissance comme des individus vivant dans des temps propres », c'est vers des textes comme ceux Manifeste du Parti Communiste qu'il faut se tourner, avec l'appel à « la constitution des prolétaires en classe » se donnant comme objectif stratégique l'affirmation de leur existence politique dans la voie de la « conquête du pouvoir politique ». Ou encore ceux dans lequel Marx caractérise la Commune de Paris qui a commencé à donner un contenu historique concret à cette exigence. Se plaçant du côté de la classe ouvrière et de ses enfants, la seule forme de « travailleur collectif » que Marx soit prêt à reconnaître est celle qui naîtrait de « la concentration de la production entre les mains des individus associés ». On peut très certainement envisager des étapes transitoires dans cette direction, mais celles-ci devront la préfigurer en partie.

Bernard Friot nous invite au contraire à accepter la notion de « travailleur collectif » en lui donnant le contenu suivant. « L'individu dans le salariat, ce n'est pas l'individu abstrait du marché, qui achète et qui vend indifféremment sa force de travail ou des biens de consommation, avec la dramatique contradiction entre l'individu comme producteur et l'individu comme consommateur dans laquelle nous sommes aujourd'hui. C'est l'individu abstrait qui participe au travail

collectif et à la distribution des richesses qu'il crée. A ce titre, pas plus que le salaire n'est la " rémunération du travail ", l'emploi n'est le " travail rémunéré », comme il est dit banalement. Emploi et salaire sont l'affirmation, en contradiction avec le " facteur travail " appendice du capital, du travailleur collectif tel qu'il s'exprime dans le travail courant que reconnaît le salariat ». Je m'interroge, tant sur le bien fondé de ces affirmations que sur les dangers qu'il y a à faire des envolées lyriques à propos d'une réalité qui l'est nettement moins. Il me paraît difficile tout d'abord de concilier l'existence d'une ébauche de « distribution politique du salaire » au travers des institutions du salaire socialisé et celle « d'individu abstrait ». La « participation » du salarié membre du « salariat » tel qu'il est défini par B. Friot, « à la distribution des richesses qu'il crée » est des plus réduites et elle a été vécue trop passivement pour qu'elle puisse être traitée sur le mode lyrique. Elle ne repose même plus sur des modes de désignation des administrateurs représentants des salariés qui correspondent de près ou de loin à la « démocratie sociale » inscrite dans les textes de 1945, puis vidée de son contenu avant d'être abrogée par les ordonnances de 1967, qui n'ont jamais été abrogées, même lors de la grève générale de 1968 (1). Pour autant qu'elle existe, cette participation ne saurait être que politique et non l'expression « d'individus abstraits ».

L'essentiel cependant est ailleurs. L'enjeu décisif de la « distribution des richesses créées » et le terrain où se joue le sort de l'ensemble des processus intéressant l'avenir de notre société, est celui du contrôle sur la répartition entre salaires et profits et sur la destination ou l'usage

de ce qui correspond au surtravail ou surplus. Le combat pour ce contrôle, qui conditionne l'avenir du salaire socialisé, se situe sur un terrain en amont et plus fondamental. Il deviendra légitime de parler de l'existence d'un « travailleur collectif » disposant de moyens anti-capitalistes pleinement opératoires, le jour où les salariés organisés de façon à s'affirmer véritablement comme entité politique structurée, auront arraché au capital, sinon l'exercice exclusif, au moins un très important droit de contrôle sur ces dimensions décisives de la « distribution des richesses créées ». Aujourd'hui, les processus essentiels qui disloquent les institutions du salaire socialisé, en sapant les bases de l'emploi salarié, ont pour origine le contrôle exclusif de cette répartition du surproduit par le capital, sous l'emprise de surcroît d'institutions financières qui arbitrent cette répartition en faveur de la consommation rentière et aux dépens de l'investissement. Si l'on ne désigne pas le contrôle de la répartition du surproduit comme le lieu crucial du combat à mener, la revendication de « l'extension de l'espace du salariat » (chapitre IX) est largement vidée de son contenu, même sur un plan programmatique. De la même manière, à défaut de dire que ce contrôle est celui qui compte, une partie des critiques adressées dans le chapitre VIII à ceux qui faciliteraient « le recul du salariat » manquent leur cible.

LA REVENDICATION

DE « L'EXTENSION

DE L'ESPACE

DU SALARIAT »

L'une des idées sur lesquelles B. Friot revient sans cesse c'est que « la façon la plus efficace de lutter

contre la pauvreté n'est pas en créant un arsenal de mesures spéciales, mais en salariant la reconnaissance du travail et en socialisant le salaire, donc en étendant " l'espace du salariat " ». Il est donc très critique, non seulement à l'égard de l'interminable cortège des mesures gouvernementales et législatives prises pour « exonérer » ou « abaisser » les « charges sociales », avec le démantèlement du salaire socialisé et le report sur l'impôt, mais aussi à l'égard de tous ceux qui défendent l'idée que, face à la mondialisation, il y aurait besoin de formes de protection qui ne seraient plus fondées seulement sur le salaire et donc sur l'emploi, puisque le capital a la capacité de le détruire ou de le délocaliser, mais sur la solidarité. La liste inclut des universitaires, sociologues ou politologues, mais aussi les associations de chômeurs. La seule façon de rendre cette critique compréhensible et de rendre le programme de mesures pour « étendre le champ du salariat » crédibles, est de les lier à un ensemble beaucoup plus large de mesures pour établir le contrôle politique des salariés sur la répartition et l'investissement. Pour cesser d'avoir à soigner la pauvreté et l'exclusion et pour pouvoir de nouveau « étendre le salariat » (c'est-à-dire rendre à la classe ouvrière au sens large les conditions de la reproduction sociale aujourd'hui menacée), il faut avoir créé les conditions politiques permettant de maîtriser en faveur des salariés et avec leur participation directe la répartition du surproduit social. Ce qui suppose notamment l'annulation des transferts de richesses effectués vers les secteurs rentiers au titre du service des intérêts de la dette publique, ainsi que le contrôle sur le niveau et l'orientation sectorielle de l'investissement. Si on ne fixe

pas cela comme le but à atteindre, il y a risque de se retrouver dans le camp de ceux qui nient le droit à l'existence des associations, ou qui contestent en tous les cas leur représentativité, à l'aide de l'argument que les chômeurs seraient soit d'anciens salariés soit des salariés potentiels. Tant qu'un minimum de contrôle sur les conditions de la répartition et de l'investissement n'aura pas été conquis, et que cet objectif n'aura pas été clairement désigné, il sera difficile de rendre crédibles des propositions reposant exclusivement sur l'extension du salariat. Une partie des chômeurs de longue durée qui ont été éjectés du salariat, et surtout des jeunes qui n'ont jamais pu y accéder, sont susceptibles d'être mobilisés pour un tel combat. Mais ils ne seront guère engagés à le faire si on leur oppose leur non appartenance au « travailleur collectif », présenté comme espace privilégié, sinon exclusif, d'appartenance « citoyenne ». La mondialisation n'est pas simplement un argument idéologique et politique utilisé pour justifier le démantèlement du salaire socialisé. C'est l'ensemble des mesures politiques, aujourd'hui codifiées dans des lois et des institutions puissantes, qui ont été prises pour rendre au capital une liberté totale de localisation internationale lorsqu'il reste engagé dans la

production, mais aussi une liberté totale de décision de se valoriser au contraire comme capital-argent bénéficiaire de revenus rentiers. C'est l'ensemble des mesures de libéralisation et de déréglementation des échanges, de l'investissement et des mouvements de capitaux financiers mises en œuvre depuis vingt ans qui devra être démantelé. Autant il est important de distinguer conceptuellement le profit et la rente, le capital productif et le capital-argent, autant il est indispensable de comprendre qu'ils sont devenus imbriqués l'un dans l'autre à un point tel qu'il est difficile de proposer d'attaquer la rente sans attaquer le capital comme tel. Je pense donc pour ma part qu'il est devenu erroné de penser que c'est à la seule « logique rentière », ni au seul « capitalisme rentier » qu'il s'agirait de s'attaquer. C'est en partant de cette position que je donne tout mon appui à Bernard Friot lorsqu'il écrit à la fin de son livre : « Le mûrissement de la contradiction qui fonde la période actuelle d'affirmation du salariat suppose une volonté politique plus forte encore que la première, celle que l'on qualifie abusivement de Trente glorieuses. D'une part parce que la cotisation sociale, affirmée alors de manière pragmatique comme mode de résolution du conflit salarial, ne pourra désormais

s'imposer que dans un combat explicite contre la fiscalité redistributive et l'épargne financière salariale. D'autre part, parce que l'affrontement au capitalisme rentier, éludé dans la première étape du fait de l'inflation, doit lui aussi devenir explicite dans une conjoncture de stabilité des prix et d'unification monétaire du continent ».

Bernard Friot ajoute pour terminer ceci : « Au cœur d'une reprise de l'offensive salariale on trouve assurément la maîtrise concrète des objets, lieux et modalités de travail par les intéressés, dont mon livre ne dit rien. Mais il a traité de la condition de cette maîtrise : la poursuite de l'affirmation d'un cadre (inter) national de reconnaissance sociale des travailleurs, de ce salariat sans lequel les actions locales d'appropriation sociale de l'activité de travail sont vouées à l'échec et grâce auquel elles prennent toute leur charge révolutionnaire ». Ce que je qualifierai encore une fois en disant ceci. Bernard Friot a traité dans son livre d'institutions très importantes (celles du salaire socialisé) qui ont fortement contribué à assurer aux salariés en France un degré d'homogénéité et une densité sociale sans doute plus fortes que dans le cas d'autres pays et à le préserver des effets sociaux et politiques extrêmement pervers associés aux systèmes

de retraites par capitalisation. Cela est déjà beaucoup et il n'est peut-être pas utile de prétendre avoir fait plus. Pour qu'il y ait « maîtrise concrète de la part des salariés des objets, lieux et modalités de travail » aussi bien que préservation à l'avenir des institutions constitutives du salaire socialisé face au capital mondialisé, avec ses relais en Europe et aussi en France, il faudrait et il faudra que des conditions bien supérieures soient satisfaites : celles qui veraient les salariés se constituer politiquement en une force capable de se saisir de la maîtrise des conditions de la production et de la répartition, comme j'ai tenté de l'argumenter plus haut.

(1) B. Friot en revendique à juste titre l'abrogation (voir la fin du chapitre IX).

C'est un plaisir d'être invité au débat par un lecteur aussi aigu que François Chesnais, et je le remercie vivement de me pousser à aller plus loin dans ma réflexion. Il me semble que ses questions se situent sur deux plans : celui de mes références à Marx et celui de mon appréciation du caractère révolutionnaire des acquis du salariat. C'est surtout sur ce second point que je suis en mesure de fournir un éclairage complémentaire à ce que j'ai écrit dans *Puissances du salariat*.

Une première réplique et quelques éclairages

A PROPOS DU SENS

QUE JE DONNE

À CERTAINS TERMES

Sur la question de mes références à Marx, je me range volontiers à la critique d'un usage discutable du terme de « travailleur collectif », que Marx n'emploie pas dans le sens que je lui donne. J'ai voulu souligner les conséquences de la socialisation du salaire en termes de reconnaissance sociale des individus. Le salaire relève en effet d'une large péréquation entre employeurs, avec tout à la fois impossibilité de rapporter le salaire individuel à une contrepartie individuelle en travail, et claire affirmation du lien entre salaire et travail puisque seul le travail vivant mobilisé dans des emplois donne lieu, hors de tout rendement de placements financiers

ou de toute redistribution fiscale, au financement du salaire. D'emblée et tout entier socialisé, le salaire dans l'ensemble de ses composantes (salaires directs, prestations familiales, indemnisation du chômage, couverture en espèces et en nature de la maladie, pensions de retraite) concerne ce que l'on peut désigner comme le travailleur collectif. Travailleur : ce sont bien des travailleurs salariés, ouvriers ou cadres, que le salaire socialisé pose comme tels, et non des ouvriers « pauvres » comme le fait la solidarité fiscale, ou des cadres « épargnants » comme le font les fonds de pension dans les systèmes beveridgiens. Ainsi les chômeurs sont des salariés demandeurs d'emploi et non des pauvres à insérer, les retraités sont des travailleurs pensionnés et non des épargnants rentiers, etc. Travailleur collectif :

l'emploi désignant les situations de travail qui sont l'occasion de la reconnaissance des situations de hors-emploi selon un barème conventionnel, les travailleurs, qu'ils soient occupés ou chômeurs ou inactifs, sont inscrits dans un espace public construit à partir du travail formalisé en emplois, à une place qui excède leur participation (ou non participation) immédiate à ce travail. Ainsi les salariés retraités perçoivent une portion du salaire courant correspondant au travail courant des salariés occupés, portion légitimée par leur travail d'emploi passé, sans que celui-ci en soit d'aucune façon la contrepartie (d'où le contresens du terme de « salaire différé »). Les handicapés congénitaux ou les étudiants, qui appartiennent eux aussi au salariat pour autant qu'ils perçoivent des ressources relevant du salaire (par exemple une prestation financée par cotisation sociale), alors même qu'ils ne peuvent invoquer aucun travail d'emploi, perçoivent un forfait. Quant aux salaires directs, ils sont inscrits dans des grilles qui expriment le travail d'emploi, non pas dans une valeur économique intrinsèque et mesurable (comme on le prétend en le référant à une mesure de la productivité), mais à travers la convention, définie selon une procédure politique, de la qualification du poste ou du grade. Ensemble des situations de travail qui sont l'occasion de la distribution du salaire socialisé, l'emploi est ainsi l'occasion de la reconnaissance du non-emploi hors de toute constitution de patrimoine lucratif, par la seule distribution courante de la portion qui retourne à ses producteurs de la richesse courante produite par le travail courant, sur le territoire concerné par l'obligation de péréquation du salaire.

François Chesnais s'étonne de ma

définition particulière du salariat, « puisque l'obligation de vente de la force de travail en tant qu'élément qui fonde le salariat en est exclue ». Il est exact que le salaire (dans sa forme socialisée) me semble plus décisif pour définir le salarié aujourd'hui que le caractère marchand de la force de travail, et c'est un point sur lequel ma référence à Marx est faite de perplexité. Ce salaire socialisé est-il un prix ? Je ne le crois pas, et pas davantage à l'hypothèse de Marx selon laquelle la réduction des travailleurs à la marchandise force de travail produit leur mise en concurrence sur un marché du travail. Mais on touche là des questions si sensibles dans l'œuvre de Marx qu'en l'état de ma connaissance, assez médiocre, de cette dernière, je me garderai bien de dire que ma position est suffisamment fondée : il est possible que j'aie tort et j'attends la suite du débat pour changer éventuellement d'avis.

Y a-t-il, du coup, salariat dans les pays qui ne pratiquent pas le salaire socialisé ? C'est effectivement une question que je me pose, et j'ai entrepris un travail de comparaison européenne pour y voir plus clair. Le reproche d'avoir construit une notion à validité historique et géographique réduite m'est souvent fait, et je sais qu'on n'a jamais raison contre tout le monde.

POURQUOI JE PARLE

D'UNE PORTÉE

RÉVOLUTIONNAIRE

DU SALAIRE SOCIALISÉ

Sauf pour sa critique du caractère unilatéral de ma mise en cause du seul capitalisme rentier, critique que je partage sans hésitation, je renvoie donc à une réflexion ultérieure les

questions que pose François Chesnais à la pertinence de mon rapport à Marx, et je sais qu'il n'y verra pas là une réponse dilatoire, car ces questions sont difficiles.

Mais son propos porte aussi sur ce qu'il désigne comme mon « lyrisme » dans l'appréciation que je fais de la portée révolutionnaire du salaire socialisé. Selon lui, j'attribue à ce dernier une capacité à constituer en classe les travailleurs, capacité qu'il n'a pas pour la double raison qu'il n'est qu'une seule des dimensions de leur mouvement, et surtout qu'il n'a pas produit l'action politique permettant d'affirmer le contrôle de la répartition du surproduit social par les salariés.

Il me permettra de prendre pour un compliment son appréciation de « lyrisme ». En effet, les acquis du salaire socialisé sont suffisamment considérables pour que, contre la morosité ambiante, éventuellement rationalisée à l'extrême-gauche par la référence à une définition traditionnellement péjorative du salariat, on les fasse valoir avec lyrisme. Encore faut-il ne pas se tromper sur les acquis et bien voir que le salariat n'existe qu'en « puissances » (n'est-ce pas le titre de mon ouvrage ?) : sa transformation en réalité suppose un combat politique d'ampleur qui n'a pour le moment que très peu d'expression.

Je rappelle les acquis :

¶ dispositif transversal, le salaire socialisé ne laisse pas de prise aux logiques paternalistes d'entreprise qui, dans leur forme traditionnelle de prise en charge du travailleur de la naissance à la tombe, ou dans les formes modernes d'imposition d'une culture d'entreprise ou d'identification volontaire des « gagnants » au capital, visent à mettre le temps personnel des travailleurs au service du

temps économique ; à l'inverse, et c'est tout à fait décisif, le capital ne récupère du temps économique qu'à la condition de reconnaître un temps individuel qui lui est étranger, comme celui de la retraite ou de la maladie. D'autre part, il pose le salarié dans son abstraction comme sujet politique et non comme objet des tutelles pesantes et bienveillantes liées aux « discriminations positives » et autres « parcours individualisés » ;

un dispositif sans accumulation financière, il fait la démonstration pratique du caractère parasitaire de celle-ci. La propriété lucrative, jusqu'alors nécessaire pour assurer des ressources dans le hors-travail, a pu être avantageusement remplacée par une large mutualisation des flux des richesses courantes, et le modèle de la retraite en répartition, éclatante réussite, vaut évidemment pour l'investissement, qui engage des sommes équivalentes pour des durées d'amortissement très inférieures, et qui pourra être avantageusement assumé par une mutualisation sans accumulation privative et sans taux d'intérêt. Ainsi le travail n'est plus, comme dans la révolution libérale, dédié à la propriété. Les droits qu'il permet d'acquérir, personnels comme ceux qui sont liés à la propriété, à la différence des droits fondés sur la fiscalité, le sont, comme ces derniers, dans le moment même de la solidarité : c'est lorsque son emploi est l'occasion de la distribution de cotisations finançant la retraite des autres que le salarié acquiert ses propres droits à pension. Le travailleur collectif nous permet de sortir du carcan propriété/solidarité (épargne/fiscalité) qui fonde chez ses victimes elles-mêmes l'intériorisation de la logique d'accumulation capitaliste ;

un finançant le hors-emploi par l'em-

ploi, la socialisation du salaire travaille la contradiction entre valorisation financière du capital et production de la valeur. Qu'il s'agisse des « plans sociaux » pour le confort des actionnaires, de la récupération rentière des gains de productivité par « dégraissage », de l'imposition des normes managériales par la peur, pour prendre les formes aujourd'hui les plus répandues de gestion de la « ressource humaine », remarquablement théorisée par Christophe Dejours dans *Souffrance en France*, toute élimination du travail vivant a sa sanction dans l'obligation pour le patronat de compenser les gains de salaire direct ainsi obtenus par une hausse des cotisations en matière de chômage, de retraite ou de famille (1). La création d'emplois, la baisse de la durée du travail, le haut niveau du salaire total (direct plus cotisations) sont ainsi au centre du débat politique. C'est pourquoi il est pour le patronat d'un enjeu stratégique de récuser toute hausse des cotisations et de se défausser sur la fiscalité en posant comme « inutiles », « pauvres », « inemployables » les victimes de ses décisions. Cet enjeu stratégique peut se lire par exemple dans la récupération spectaculaire du terme de « désaffilié », proposé par Robert Castel (2), précisément pour lutter contre la naturalisation de l'exclusion et massivement utilisé pour fonder ... la fatalité de ce que Robert Castel dénonce : une « société duale consolidée » avec ses « ilotes fermement tenus » par un financement fiscal de la pauvreté. Le salaire socialisé, tel qu'il s'est construit pragmatiquement en Europe continentale, est donc porteur d'une possible affirmation révolutionnaire du salariat. Celle-ci inclut aujourd'hui la lutte pour l'universalisation du salaire, à rebours de sa ré-

traction à laquelle conduisent la fiscalisation des allocations familiales ou de l'assurance-maladie et la financiarisation de la retraite. Par salaire universel, entendons que les ressources de tous les individus, qu'ils soient dans le travail ou dans le hors travail, sont financées exclusivement par les employeurs, sans recours ni à la fiscalité ni à l'accumulation financière.

POUR À UNE

POLITIQUE FORTE

DES PRINCIPES

DU SALAIRE UNIVERSEL

Encore faut-il que la lutte conduite à une inscription politique forte des principes du salaire universel. Car les institutions et les pratiques de protection sociale ne sont pas sorties de la sphère du « social ». Ne confondons pas « Etat » et « politique » : l'Etat a en l'espèce cantonné dans le « social » ce qui s'est construit. Il a systématiquement récusé tout caractère politique aux droits et principes du salaire socialisé (et un certain étatisme des organisations ouvrières les a, de ce point de vue, laissées vulnérables). Les « droits sociaux » du salaire socialisé souffrent d'une faible reconnaissance politique, au point qu'ils n'ont aucune pérennité : pour s'en tenir à ce seul exemple, du jour au lendemain, la longue construction d'une cotisation proportionnelle au salaire direct, pièce maîtresse du dispositif, peut être interrompue et inversée par des exonérations sur les bas salaires, par le remplacement de la cotisation par un impôt préaffecté, par la non inclusion d'éléments de rémunération dans l'assiette. Ce renversement

décisif n'est entravé par aucun principe politique dont l'invocation permettrait de s'y opposer. Rien ne permet de déclarer anticonstitutionnelles la suppression des élections aux caisses ou les exonérations de cotisations patronales.

Or le salaire socialisé a initié des pratiques extrêmement innovantes, définissant bien plus que des modalités contingentes de reconnaissance des travailleurs, modalités qui pourraient, du fait de cette contingence, aller et venir au gré des rapports qui se nouent dans l'économie. Ces pratiques constituent des éléments de citoyenneté salariale, non pas à côté de la citoyenneté politique, mais en son cœur. La distribution politique du salaire n'est pas qu'une technique sociale : c'est le fondement de la définition d'une nouvelle citoyenneté, fondée non pas sur la propriété liée au travail mais sur l'emploi.

Les traits de l'emploi et du salaire, tels qu'ils ont été construits dans les affrontements de plusieurs décennies, doivent être constitutionnalisés, ou à tout le moins inscrits dans la loi à un niveau fondamental, garantissant leur irréversibilité. On en listera quelques-uns :

▫ généralité territoriale : les dispositifs d'entreprises ne peuvent qu'être plus avantageux pour les salariés que les dispositifs de branche ou interprofessionnels (nullité des accords dérogatoires dans tous les cas), interdiction des discriminations positives et des traitements individualisés portant atteinte à la généralité du barème de salaire. De même que le droit de propriété ne souffre pas d'être décliné d'exception en exception, sauf à disparaître, de même le droit d'emploi ne peut survivre à sa fragmentation. Droit politique, le droit d'emploi concerne l'individu dans son abstraction citoyenne, et non

pas le jeune entre 18 et 25 ans, le chômeur de longue durée ou l'employée à temps partiel d'une branche exposée, etc.

▫ définition par les instances politiques du salaire socialisé : la nécessaire tutelle de l'Etat ne peut conduire à une définition des barèmes (grilles de salaire direct, cotisations et prestations) par la puissance publique, pas davantage que des groupes d'assurance ou autres ne peuvent intervenir dans cette définition. La reconnaissance constitutionnelle de ces instances doit éviter leur mise en cause récurrente et bien poser que la gestion de l'aléa des risques sociaux ne relève ni de la logique des marchés financiers ni de celle des services publics fiscalisés. Elles doivent fonctionner selon les règles politiques admises : mandat électif (élection des administrateurs de caisses), règle de la majorité (interdiction de conventions non signées par le syndicat majoritaire).

▫ péréquation du salaire entre les employeurs : il s'agit de rendre sans retour la mutualisation du salaire selon un taux uniforme, quel que soit le salaire direct (par exemple interdiction de descendre en-dessous des 40 % du coût salarial pour la sécurité sociale atteints dans les années quatre-vingt-dix) comme fondement tant de la solidarité salariale que de la sécurité sans patrimoine lucratif, donc comme substitut définitif du salaire à l'épargne lucrative et à la solidarité à base de fiscalité redistributive. Tout financement fiscal du salaire (à l'exception des salariés de l'Etat) doit être déclaré anticonstitutionnel.

▫ financement par le salaire des situations de hors-emploi : tous les chômeurs doivent être indemnisés par l'assurance-chômage et par elle seule (un éventuel financement fiscal ne pourrait qu'être proportionnel au

financement par cotisation, comme ce fut la cas de façon éphémère entre 1979 et 1982), et ce droit à être demandeur d'emploi (indemnisé comme tel par cotisation sociale et non pas comme pauvre par la fiscalité) doit être constitutionnel. De la même façon, la couverture des risques famille, maladie et vieillesse par le salaire doit être rendue irréversible par inscription dans une loi fondamentale : tant leur fiscalisation que leur couverture par accumulation financière doivent être déclarées anticonstitutionnelles. De même doit être posé le principe politique de la parité d'évolution des ressources actifs/inactifs (les inactifs bénéficiant des gains de productivité du travail sur le modèle des pensions de la fonction publique).

QUELQUES BUTS DE

POUR UNE FUTURE

OFFENSIVE POLITIQUE

DES SALARIÉS

Au-delà de ces traits du salaire et de l'emploi, conquis mais menacés, voire déjà largement mis en cause, par la contre-révolution libérale, et qu'il s'agit de pérenniser comme fondement de la citoyenneté, des principes politiques plus généraux sont en germe dans les pratiques salariales : le droit d'emploi doit se substituer au droit de propriété lucrative. Je ne fais que suggérer les thèmes d'une offensive politique qui ne se limiterait pas aux points qui viennent d'être évoqués. La lutte pour l'universalisation du salaire doit être portée par la revendication de nouveaux droits politiques visant à interdire la propriété lucrative (à bien distinguer de la propriété de jouissance, droit qui n'est

évidemment pas en cause) et l'usage patrimonial de la monnaie. Il s'agit en particulier de poser le cadre politique de la mutualisation de l'investissement sur le modèle de la mutualisation du salaire : obligation pour les producteurs de cotiser à un fonds d'investissement sur lequel ils auront des droits de tirage gratuit, tout comme la cotisation sociale donne droit personnel à prestation. La propriété lucrative ayant perdu toute nécessité, tant pour la sécurité des personnes que pour le financement de l'investissement, serait ainsi constituée l'expérience du caractè-

re a-patrimonial de la sécurité, qui ôte à la monnaie engagée dans la sécurité sociale toute dimension de réserve de valeur et restaure son caractère d'instrument de transaction, hors de toute autonomisation de la sphère financière.

Le lecteur aura compris que l'action politique proposée a un nom commun mais tabou : la lutte de classes, celle par laquelle le travailleur collectif, dans la mise en œuvre des droits politiques que nous venons d'énumérer, contrôle la répartition et l'investissement. L'enjeu, au demeurant, n'est pas qu'interne, il concerne

en particulier la construction de l'Union européenne : le salariat existe sur de vastes territoires définis par les mêmes règles du salaire, des territoires politiques, et la question est de savoir ce qui l'emportera, de la lutte pour la construction de ce territoire à l'échelle de l'Europe par confrontation des logiques nationales, ou de l'imposition impériale du binôme mondial/local de la finance, binôme « apolitique » (et du coup aterritorial) comme je l'ai montré dans mon livre. En posant les « droits sociaux » comme droits politiques, en imposant un usage non

patrimonial de la monnaie, bref en faisant irruption là où on ne l'attend pas, le salariat bouleversera le jeu policé du capitalisme : une fois de plus les travailleurs se porteront au cœur de l'action démocratique.

1 Christophe Dejours, *Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Seuil, 1998.

2 Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

L'article que nous publions sur la situation politique au Royaume Uni est dû à Mike Phipps, qui est membre du comité de rédaction du mensuel Labour Left Briefing, organe de l'un des courants d'opposition les plus actifs à l'intérieur du parti travailliste. Nous l'en remercions vivement. Nous souhaitons que cet article suscite d'autres contributions à la discussion sur la situation de la classe ouvrière au Royaume Uni et les voies du processus de la recomposition politique face au « blairisme ». L'adresse postale de la revue est PO Box 2378, London E5 9QU, Royaume Uni. Son site web est [http //www. labournet. org. uk/llb](http://www.labournet.org.uk/llb)

Quelques observations sur le projet politique de Tony Blair

Alan Thornett, un dirigeant de premier plan de l'usine automobile de Cowley (1) pendant les années 1960 et 1970 et dont l'expérience militante sur le terrain l'a conduit au socialisme révolutionnaire, a récemment publié un ouvrage intitulé *Inside Cowley* (2), livre qui représente de fait la seconde partie de son autobiographie politique. Cet ouvrage porte un sous-titre éloquent « La lutte syndicale des années 1970 : qui a vraiment ouvert la voie à l'assaut conservateur ? » Dans ce livre Thornett analyse la façon dont l'un des plus puissants conflits du travail de cette époque a pu être canalisé et réduit à une portion infime de son ampleur passée. Son récit haut en couleur permet bien de voir comment les dirigeants syndicaux ont, la main dans la main avec la direction ou encore dans des chasses aux sorcières organisées par les grands médias, persécuté les militants ouvriers,

d'abord au niveau local puis national et ceci à seule fin de maintenir coûte que coûte en place un gouvernement travailliste. L'histoire de la lutte des travailleurs de Cowley est une illustration concrète de la manière dont les dirigeants syndicaux ont démobilisé leurs propres organisations et comment cette trahison et ce défaitisme ont pavé le chemin des gouvernements autoritaires de M. Thatcher au cours des années 1980.

Ce processus a perduré bien après la chute du gouvernement travailliste en 1979. Tous les secteurs de la classe ouvrière qui s'étaient battus au cours des années 1980, aussi bien pour la défense de l'emploi que pour les salaires, se sont battus seuls, abandonnés par leurs directions syndicales, notamment la TUC. C'est ce qu'ont montré les luttes des sidérurgistes, des employés du livre, des mineurs, des marins, des personnels hospitaliers et les dockers.

Tous ont été vaincus. La défaite la plus importante a sans aucun doute été celle des mineurs, qui s'opposaient à la fermeture des puits, conflit qui a duré pas moins d'un an (84-85). Bien que l'on puisse formuler d'importantes critiques à l'encontre des dirigeants syndicaux des mineurs sur les grandes erreurs stratégiques pendant le conflit, il est clair que l'action solidaire des autres secteurs de la classe ouvrière pour la grève générale était la condition clé de la victoire finale. Or ce mouvement de solidarité n'a pas fait défaut, comme l'ont montré les mouvements durant cette période, engagés par les cheminots, les dockers et les ouvriers du livre. Mais les dirigeants syndicaux ont cassé cet élan et ont appelé à la reprise du travail. Depuis lors ces secteurs de la classe ouvrière ont chèrement payé cet engagement, comme d'ailleurs l'ensemble des salariés.

Parce que les mineurs avaient été les principaux artisans de la chute du gouvernement conservateur de Heath en 1974, leur défaite de 1985 était tout un symbole et ouvrait la voie à une période d'intense désindustrialisation et de bouleversement de la structure sociale du pays. Au début des années 1990 il ne restait plus que 20 000 mineurs contre 200 000 au début des années 1980 alors que les effectifs des sidérurgistes passaient de 160 000 à 40 000, dans un contexte où les autres grands secteurs de l'industrie lourde connaissaient un sort analogue. Le chômage, mesuré de manière précise (et non comme le fait le gouvernement, qui pour en minorer l'importance, a changé les méthodes de calcul pas moins de 27 fois en 18 ans) tourne autour des 4 millions de personnes (3). Le déclin des emplois à temps plein dans l'industrie manufacturière,

la montée de l'emploi dans les services à temps partiel, les petits boulots et le développement des travaux effectués à domicile ainsi que l'apparition d'une véritable économie souterraine, tous ces facteurs ont contribué à fragmenter et à différencier encore davantage la classe ouvrière. Cet élément, de pair avec l'influence au sein de mouvement ouvrier d'un « nouveau réalisme » à la suite du conflit des mineurs (idée développée par les apparatchiks syndicaux afin d'appuyer leur ralliement accéléré à une culture de gouvernement et le renoncement à toute lutte anti-gouvernementale) a fini par diminuer considérablement l'esprit combatif des syndicats. Moins d'un travailleur sur trois est aujourd'hui syndiqué contre un sur deux il y a 20 ans. Au début des années 1990 le nombre de grèves est à son plus faible niveau depuis le début du XX^e siècle. Une grande partie des conflits qui éclatent sont dûs à des luttes pour la reconnaissance syndicale ou contre des licenciements massifs (4). Ces changements radicaux dans la nature des conflits depuis les grandes batailles du temps de Thornett fournissent une clé dans bien d'autres domaines.

LE PARTI TRAVAILLISTE DANS L'OPPOSITION

Deux décennies de défaites syndicales ne sont pas sans conséquences sur le plan politique. La radicalisation au sein du parti travailliste au lendemain de la défaite du gouvernement de Callaghan en 1979 a atteint son point culminant dans le combat pour réformer démocratiquement les structures du parti (5), notamment lors de la défaite de justesse de Tony Benn en 1981, candidat de gauche à la direction du parti tra-

vailliste. En 1982, l'appareil du parti travailliste commençait déjà son désengagement vis-à-vis des positions adoptées lors du congrès, la direction soutenant ouvertement la guerre des Malouines entreprise par le gouvernement Thatcher et dénonçant publiquement les candidats parlementaires de la gauche du parti (6). Après la défection de la fraction la plus droitière pour former le Social Democratic Party (SDP), il devint clair que les droitiers qui restèrent au sein de l'organisation ont délibérément saboté les chances de victoire lors des élections de 1983, accordant pour ce faire un soutien à un programme très radical qu'ils s'empressèrent de dénigrer dans le cadre de la campagne elle-même. Lorsque les résultats de ces élections montrèrent que le parti travailliste avait subi là sa plus sévère défaite depuis un demi siècle, la responsabilité en fut immédiatement attribuée à la gauche du parti, et la nouvelle direction animée par Neil Kinnock entreprit aussitôt une réforme qui amena l'organisation sur un cours droitier. Cette politique s'accompagna de changements structurels afin d'affaiblir la démocratie interne et une vague d'exclusions et de destitutions de candidats jugés déloyaux s'ensuivit. L'intolérance de la direction de Neil Kinnock n'avait d'égal que son image personnelle d'homme politique opportuniste et borné. Les sondages d'opinion ont d'ailleurs montré qu'au cours des neuf années où il a dirigé le parti, sa popularité a toujours été inférieure à celle du parti qu'il dirigeait.

En 1992, le parti travailliste avait perdu quatre fois de suite les élections législatives et il était parfaitement clair que la base ouvrière traditionnelle du parti, c'est-à-dire les ouvriers syndiqués qui constituaient la

majorité sociale de l'Etat-Providence travailliste, s'était affaiblie de manière notable. Le démantèlement des industries lourdes, les lois anti-syndicales de Thatcher, la montée du chômage de masse et la réduction des avantages sociaux amenant la création d'une sorte de véritable sous-prolétariat au sein même des pauvres, classe peu liée aux travaillistes, tout cela a contribué à éroder la base politique du parti travailliste d'autant que le projet de Thatcher était de détacher, même de manière limitée, une fraction des ouvriers les plus qualifiés et de les intégrer dans la petite-bourgeoisie par l'intermédiaire de la propriété de leur logement ainsi que d'actions en Bourse, facteurs qu'un programme populiste musclé en matière de lutte contre la criminalité et d'allègement d'impôts renforçait encore. De tels bouleversements sociaux combinés à la conjoncture économique rendaient impossible le recours à la classique politique social-démocrate de l'après-guerre.

Le parti travailliste était confronté au choix suivant : soit de se reconstituer en tant que parti de la classe ouvrière et des pauvres, ce qui nécessitait la remobilisation politique de ceux qui en avaient été exclus au cours de l'ère Thatcher (même si la capacité militante de ces derniers était souvent fragmentée et orientée sur des questions ou des problèmes spécifiques tels que la lutte contre la Poll Tax, les campagnes contre le racisme ou encore l'écologie) ; soit d'accepter comme un fait accompli la désindustrialisation, les privatisations, la destruction de l'Etat-Providence et des libertés civiles par Thatcher, ainsi que la philosophie de l'économie de marché, de l'individualisme et de l'inégalité sous-jacente à celui-ci. Cette dernière orientation

impliquait un repositionnement du parti selon des principes fondés sur la « compétence », « l'efficacité », un engagement plus « national » que celui du parti conservateur (c'est-à-dire moins dogmatiquement orienté vers les seules classes moyennes aisées), la recherche des moyens d'attirer une partie de la base électorale traditionnelle de ce dernier, ce qui était parfaitement réaliste au début des années 1990 étant donné les faiblesses, les divisions, les affaires de corruption et la mauvaise gestion des conservateurs au pouvoir (7). L'idée mise en avant par les « modernisateurs » du parti (notons que cette rénovation n'était pas inspirée par le comportement électoral du scrutin de 1992) était que la base du parti travailliste, même réduite, resterait loyale à la direction, quels que soient les changements en matière d'idéologie ou de programme.

L'élection de Blair en tant que dirigeant du parti en 1994 a permis l'adoption du programme des « modernisateurs » et ce avec beaucoup plus d'ampleur que sous Kinnock ou Smith. Tirant profit de cette période de « lune de miel », Blair fit adopter un certain nombre de changements structurels, en vue d'affaiblir encore l'influence des syndicats et d'abolir les pratiques de transparence interne du parti qui avaient été acquises de haute lutte. L'un de ces changements était l'introduction de la pratique du référendum des militants du parti. C'est en présentant pour adoption des amendements inamendables aux militants (pratique doublée par des campagnes orchestrées par les grands médias en faveur des propositions de la direction du parti) que la fameuse Clause 4 (l'engagement public du parti travailliste en faveur de la propriété collective) a été éliminée en 1995, ouvrant ainsi la

voie à l'adoption en 1997 du programme électoral le plus droitier que le parti travailliste ait jamais adopté.

En dépit de la signification de ces changements, il serait cependant erroné de conclure à une transformation fondamentale du caractère social du parti travailliste. Les victoires politiques que Blair a remportées lors des récents congrès du parti n'ont été possibles que parce qu'un nombre clé de puissants dirigeants syndicaux l'ont voulu ainsi, tout comme cela avait été le cas pour les prédécesseurs de Blair d'ailleurs. Dans ce sens le travaillisme traditionnel a favorisé l'émergence du New Labour, ainsi que le style de Blair lui-même. De même, bien que le nombre de militants de base du parti travailliste ait augmenté de manière significative (environ 400 000 membres en 1997, dont la moitié appartenant aux cadres et aux cols blancs, contre 10 % seulement d'ouvriers manuels (8)), il faut garder à l'esprit que, de manière disproportionnée, le parti travailliste a toujours été un parti de la classe moyenne, et qu'historiquement les structures du parti n'ont jamais favorisé l'intégration des ouvriers sur une base régulière. La défaite du blairiste Peter Mandelson, battu en 1997 par le candidat de gauche Ken Livingstone dans le cadre des élections pour le comité directeur du parti, est une indication récente que les membres du parti restent attachés à une certaine forme d'esprit critique traditionnelle.

D'une part les réformes baptisées « parti de gouvernement » adoptées en 1997 commencent à remettre en question la nature même du parti, dans la mesure où elles tendent à écarter le bureau exécutif (où a été élu Ken Livingstone), et à transformer le congrès de l'organisation en une espèce de forum-spectacle sur

estrade, à vocation de conseil, tout en créant d'autre part toute une série de structures intermédiaires à caractère byzantin et qui procèdent entièrement du bon vouloir du leader à seule fin d'éliminer les désaccords politiques. Les architectes de cette réforme reconnaissent ouvertement qu'il s'agit là d'un dispositif visant à empêcher les désaccords politiques des militants de base de s'exprimer comme lorsque le parti était au pouvoir ; à cette fin ils cherchent à s'inspirer des traditions de direction en vigueur au sein du parti démocrate américain. Pourtant, quand bien même il modifierait ses structures, il est impossible au parti travailliste de s'affranchir hermétiquement de tous les mécanismes de transparence, car il dépend du vote de la classe ouvrière et de l'argent des syndicats (9). L'histoire s'est déjà chargée de montrer le bien fondé d'un tel jugement : à la fronde du groupe parlementaire de 1969 lorsque le livre blanc « In place of Strife » (A la place du combat) avait été proposé (10) répond en écho la récente démission du gouvernement du secrétaire d'Etat Alice Mahon, qui avait été désignée pour animer une équipe de réflexion sur la politique économique, en signe de protestation contre les coupes sombres dans le budget.

LES ÉLECTIONS

LÉGISLATIVES DE 1997

La signification profonde des élections législatives du 1^{er} mai 1997 n'a pas encore été appréciée totalement par l'ensemble des commentateurs, phénomène d'autant plus remarquable que tous les sondages donnaient le parti travailliste gagnant depuis plus de quatre ans (11). En fait, les sondages annonçant un raz-de-

marée travailliste avaient le plus souvent été ignorés au motif que les études antérieures à 1992 avaient également mis en évidence un avantage certain en faveur des travaillistes. Cette fois-ci cependant, les urnes rendirent un verdict on ne peut plus précis, débouchant sur la plus grande victoire en sièges jamais acquise et des changements de majorité si spectaculaires qu'ils devraient remiser au placard toutes les études sur le comportement électoral depuis 1945.

Tout d'abord il s'agissait d'un vote anti-conservateur. Pas moins de cinq ministres sortants perdirent leur siège de député. Tous les sièges conservateurs en Ecosse et au Pays de Galles furent perdus. Bien que le parti libéral ait perdu 750 000 voix, il a néanmoins réussi à doubler ses sièges au Parlement, en ciblant des circonscriptions conservatrices particulièrement vulnérables et en passant des accords électoraux locaux. Bien que le pourcentage des transferts de voix du parti conservateur vers le parti travailliste ne soit que de 10.5 % au niveau national (plus du double du précédent record de la période de l'après-guerre y compris l'élection de M. Thatcher) ces transferts dans le sud du pays ont atteint des niveaux sensiblement plus élevés, là où le parti travailliste avait besoin de remporter des circonscriptions. En certains endroits, dont le très symbolique siège occupé par Michael Portillo (pressenti comme l'un des futurs leaders du parti conservateur) ce transfert de voix a atteint le niveau remarquable de 18 %. De tels transferts de voix dans le sud du pays aident à comprendre pourquoi, alors que le parti travailliste n'a recueilli que 44 % des suffrages au niveau national, il occupe les deux tiers des sièges de députés

au Parlement, soit une majorité de 180 sièges.

Mais c'était un vote pour quoi en fait ? Le slogan d'après campagne de Tony Blair « Nous avons été élus en tant que New Labour ; nous gouvernerons comme tels » est une interprétation commode mais non étayée par les faits. Comme nous l'avons affirmé plus haut, l'ampleur de la victoire était déjà annoncée dans les sondages d'opinion réalisés depuis octobre 1992, donc bien avant que la formule New Labour ne soit inventée. Des sondages d'opinion réalisés pendant l'élection elle-même en matière de politique économique sont également très révélateurs : 72 % des votants se sont déclarés en faveur d'une augmentation d'impôts pour financer l'éducation nationale, 58 % pour une redistribution des richesses (15 % y étant opposés), 74 % contre la poursuite des privatisations ; 86 % des sondés s'attendaient à ce que les impôts augmentent sous les travaillistes (ce qui ne les a pas dissuadés de voter pour ce parti d'ailleurs), 72 % voulaient l'extension des services publics même au prix d'impôts supplémentaires. Comme l'a admis un commentateur, ce dernier fait a une importance énorme : « l'idée communément admise par toute une génération (idée selon laquelle les électeurs n'éliraient jamais un parti qui augmenterait les impôts) s'est révélée être erronée » (12).

Le New Labour a rejeté toutes ces aspirations. Alors que 71 % des électeurs ont dit que l'éducation, la santé et les questions sociales étaient pour eux les problèmes les plus importants de ce scrutin, la campagne du parti travailliste a été centrée sur la rigueur fiscale, y compris la volonté de ne pas revenir sur les limites de dépenses fixées pour une période de

deux ans par le précédent gouvernement, sur des mesures populistes contre l'insécurité et les immigrés, et sur des aspects de forme et de ton touchant au style et à la compétence. On est tenté d'en conclure que le New Labour s'est converti aux valeurs thatchériennes des années 1980 au moment même où les électeurs tournaient le dos à ce type de discours.

LE NEW LABOUR

AU GOUVERNEMENT

La victoire du parti travailliste a été saluée par les marchés par une hausse du cours de la Bourse. En l'espace d'une semaine, le nouveau gouvernement accordait la responsabilité totale à la seule Banque d'Angleterre de fixer les taux d'intérêts. Si les membres de base du parti furent surpris par cet abandon de l'un des principaux leviers d'action du gouvernement sur l'économie, au profit d'une institution non élue et irresponsable (et dont la traduction concrète sera plusieurs hausses successives du taux d'intérêt) ils furent en revanche moins étonnés par le premier budget travailliste. Ce budget a bien été résumé par le Herald Tribune comme étant un budget taillé sur mesure pour les entreprises, avec quelques petits gestes pour apaiser les supporters travaillistes, comme la baisse du taux de T.V.A. sur le fioul domestique ainsi qu'une taxe exceptionnelle sur les services publics privatisés. Le cœur du budget comportait des réductions de 2 milliards de livres en matière d'impôt sur les sociétés et l'engagement de respecter les limites en matière de dépenses fixées par les conservateurs. Ce dispositif a été maintenu alors même que les finances de l'état affichent un excédent de 5.7 milliards de livres et que

le gouvernement travailliste dépense 3 milliards de livres de moins que les conservateurs (si ces derniers étaient restés au pouvoir) ! Les conséquences pour le service public, c'est-à-dire l'allongement des listes d'attente dans les hôpitaux, les fermetures de casernes de pompiers ou d'hôpitaux, les suppressions de postes d'enseignants et les autres coupes sombres au niveau local, tout cela pourrait facilement être évité en augmentant le taux d'imposition direct pour les plus hauts revenus, politique que le gouvernement travailliste a précédemment exclue pour les cinq années qu'il espère passer au pouvoir.

En conséquence la politique sociale est largement déterminée par le besoin de réduire les coûts, impératif derrière lequel s'abrite également toute la rhétorique morale du « welfare to work » (mettre les bénéficiaires d'allocations sociales au travail). La Sécurité sociale n'obtient cette année que moins de la moitié des 3 % d'augmentation dont elle a besoin pour simplement maintenir le même niveau de prestations alors qu'on envisage de faire payer certains soins afin d'imposer des économies. Dans le domaine de l'éducation, les frais d'inscription pour les étudiants font leur apparition (sauf pour les étudiants les plus démunis), engendrant ainsi une chute notable des inscriptions, politique que les conservateurs avaient été obligés de différer à plusieurs reprises. En matière de protection sociale le gouvernement accepte la mort à terme du système public de retraite vieillesse et pousse à rendre obligatoire la souscription de polices d'assurance-retraite privées alors même que ces entreprises sont toujours assignées en justice pour les millions de plans-retraite qui ont lésé tant de gens dans les années

1980. Mais le sujet de la plus grande protestation populaire a été la suppression des allocations pour parents isolés et la proposition de supprimer les aides aux handicapés (mesures censées remettre les gens au travail) attestant ainsi de la continuité de la politique travailliste avec celle des prédécesseurs conservateurs et du fait de choisir des victimes sans défense. La grande idée de Blair sur la pauvreté : la création d'une Agence contre l'exclusion (Social Exclusion Unity) pour résoudre le problème, s'intègre pleinement dans ce cadre. Comme Labour Left Briefing l'a noté « la Social Exclusion Unity définit la pauvreté comme étant le fait d'un "sous-prolétariat" (underclass), une minorité aliénée prise dans le piège du cycle désespoir-criminalité. Ce tour de passe-passe déplace le fardeau de la responsabilité de la politique économique, vers le niveau culturel, voire sur "la fibre morale" de ceux qui subissent la pauvreté » (13).

La réalité est que le parti travailliste n'a pas de stratégie pour faire reculer le chômage de masse. La décision soi-disant prise par l'Union européenne à Amsterdam de faire de cette question un axe politique central s'est en fait réduite à un vague engagement (à l'insistance du parti travailliste) et s'est traduite par le fait de rendre les gens plus « employables ». Par conséquent, pour le gouvernement, la flexibilité du travail est le complément naturel de la réforme de la Sécurité Sociale, avec la promesse d'améliorer les droits de salariés dans l'entreprise mais sans que les revendications sur la reconnaissance de l'activité syndicale et le salaire minimum ne soient satisfaites. Le même accent sur l'amélioration morale imprègne la philosophie du Ministère de l'Intérieur en matière de

droit pénal. Là encore la continuité avec l'ancien gouvernement est la caractéristique principale. La rigueur populiste vis-à-vis de la criminalité, davantage d'incarcérations, davantage de prisons. Dans ce domaine la menace de supprimer l'aide judiciaire est particulièrement pernicieuse. Cette disposition, œuvre d'un gouvernement travailliste précédent, est en effet le seul mécanisme par lequel les gens modestes peuvent se défendre en justice. Le cynisme immobilisme en matière d'immigration est également digne d'être noté. Beaucoup d'observateurs n'ont pas remarqué les articles de Ton Blair publiés durant la campagne dans la presse à scandales, articles qui promettaient de stricts contrôles aux frontières : « Sous les conservateurs des milliers de gens viennent s'installer chez nous et on ne fait pas grand chose pour enrayer ce mouvement » (14). Depuis qu'il est au pouvoir le gouvernement travailliste n'a rien fait au cours des neuf mois derniers afin de mettre un terme à l'injustice qui frappent les demandeurs du droit d'asile de pouvoir bénéficier de la protection sociale (mesure effectivement destinée à les dissuader par la faim d'entrer en Grande-Bretagne) alors même que cette mesure ne requerrait qu'un trait de plume pour entrer en vigueur. A la place, le parti travailliste a imposé des restrictions encore plus rigoureuses, par exemple pour l'accord de visas pour des demandeurs du droit d'asile colombiens, ce qui a eu pour effet de réduire à trois fois rien le nombre de ces ressortissants fuyant leur pays pour échapper aux escadrons de la mort.

Sur le plan constitutionnel, la mise en place de la décentralisation en Ecosse et au Pays de Galles doit être saluée. Mais rien n'a été proposé au

sujet de la réforme depuis longtemps attendue concernant la Chambre non élue, la chambre des Lords, et l'engagement d'une Loi sur la Liberté de l'information a, pour le moins, été purement et simplement remise.

En politique étrangère, il est difficile de prendre au sérieux l'engagement du parti travailliste en faveur d'une « politique étrangère éthique ». La Défense reste l'un des secteurs non touchés par la rigueur fiscale : 14 milliards de livres sont engagées pour la réalisation de l'avion de combat Eurofighter, (le rival du Rafale) projet qui a dix ans de retard et qui était soi-disant destiné à lutter contre un Etat qui aujourd'hui plus n'existe plus (15).

POUR CONCLURE

Dans quelle mesure est-il maintenant possible de faire une caractérisation globale du projet politique de Blair ? Dans le sens le plus général il s'agit clairement d'un projet basé sur la défense des intérêts de la classe capitaliste, expression nationale de l'offensive néolibérale mondiale. Au niveau politique et économique, la comparaison la plus fréquente est celle d'avec la politique de M. Thatcher. L'un des premiers gestes de Blair en tant que Premier ministre a été d'inviter M. Thatcher à Downing Street afin de discuter de l'Europe, symbole frappant de la continuité entre les deux politiques. Si le parallèle est si frappant en matière de politique économique et sociale, c'est parce que les ministres de Blair usent et abusent de la même « novlangue » (dont Georges Orwell parle dans son roman 1984), que les thatcheriens, usant de formules telles que « culture de l'assistantat » ou encore « le gaspillage de l'argent du contribuable » dans les programmes

de lutte contre la pauvreté.

Après les divisions internes et les oscillations des années où John Major était au pouvoir, Blair s'est plu dès le départ à promouvoir un style présidentiel qui n'est pas sans rappeler les dernières années de M. Thatcher. Sur le plan de son style le gouvernement Blair a déjà fait preuve d'une arrogance, d'intrigue personnelle et de manipulations des médias, comparables au niveau atteint à la fin des années 1980 (il a appris des tours que M. Thatcher par exemple avait mis des années à assimiler). La manière et le fond de la décision d'exempter de taxes les courses de formule 1 par suite de la loi interdisant la publicité dans ce domaine (et ce parce que le patron d'une écurie de courses avait donné 1 million de livres en soutien financier au parti travailliste) est peut-être l'illustration la plus criante de ce type de comportement. Cela dit l'aptitude d'un gouvernement à se prostituer devant les intérêts du grand capital n'a rien de spécifique « blairiste ».

Dans d'autres domaines, il y a des ruptures profondes avec les gouvernements précédents. Dans la mesure où le projet de Blair provient du giron même du parti travailliste, il doit s'adapter et faire des compromis avec les soucis traditionnels social-démocrates, ceux des syndicats, du groupe parlementaire et même du gouvernement lui-même. Le discours de Blair n'est pas simplement du thatcherisme réchauffé. Il rejette l'individualisme étroit de M. Thatcher en mettant l'accent sur la société et sur un engagement formel de socialisation, domaine où l'exercice des droits de chacun doit conditionner l'acceptation des devoirs sociaux. Cela peut clairement mener le parti vers la droite. Comme le faisait remarquer un militant : « Le New La-

bour combine le libéralisme économique, le conservatisme social et l'autoritarisme politique en un brouet qui risque de pervertir les soucis traditionnels du parti travailliste en matière d'égalité et de redistribution. Le monétarisme et le communautarisme ont fusionné dans les New Labour : au nom du premier, les coupes sombres dans le budget ; au nom du second la justification de l'attaque contre la Sécurité Sociale pour soi-disant rétablir la responsabilité individuelle et les obligations sociales » (16).

Mais dans le fond le projet de Blair est ouvertement anti-politique. Une analyse récente affirmait : « Dans la mesure où on peut faire une différence entre les objectifs politiques et le discours du New Labour, il apparaît que le but est de se débarrasser de la politique et de transformer la responsabilité politique en impératif éthique, s'ancrant ainsi dans une vision participative de la société et de la communauté. La responsabilité politique disparaît devant l'individu, phénomène qui réduit à néant le caractère essentiel du politique. La "révolution de Blair" n'est pas un programme de changements structurels, mais un changement dans la manière dont les individus sont sommés de vivre leur vie et de régler leur relations avec autrui. Pour Blair le socialisme n'a aucun sens précis sur les plan économique et politique mais constitue simplement un but moral dans l'existence, un ensemble de valeurs, une "croyance en la société" comme il le dit lui-même. Pour Blair tout est donné par un ordre naturel, une vision très statique voire rétrograde, tournée vers le passé : Blair voit certaines choses comme déformées et son but est de les redresser, processus qui par définition comprend une stratégie de résistan-

ce au changement. "On va remettre de l'ordre dans notre système éducatif" avoue Blair. "Plus de dogme, plus de disputes sur les structures du système". Ceci revient à dire en fait : plus de politique dans le système. Selon Blair il faut remplacer celui-ci par une "nouvelle donne (New Deal)" dans les classes de nos écoles. Nous serons les champions du haut niveau de qualification pour le XXI^e siècle ». Que les écoliers fassent leurs devoirs à la maison cependant constitue un objectif aussi politique que d'affirmer que l'herbe doit être verte ou que les chiens doivent aboyer. De même dans sa bouche l'affirmation que « les enseignants doivent être correctement payés » revient à dire que l'ordre des choses actuel est tel qu'il doit être et ne doit pas changer (17).

Donc la vision de Blair est profondément conservatrice, pas seulement en raison de sa nostalgie d'un âge d'or mythique de la société anglaise, mais à cause de ses conséquences pratiques et de son approche dépolitisée. Comme le montre bien la décision de concéder à la Banque d'Angleterre le pouvoir de fixer les taux d'intérêts, la politique doit être réservée à une élite et à des experts. La prétention d'interférence des intérêts de la classe ouvrière dans ce projet global doit être rejetée comme « corporatiste ». Une telle dynamique de dépolitisation et d'exclusion n'est pas limitée à la seule Grande-Bretagne. L'exclusion de la masse des gens du champ de la politique et la rupture entre la politique et la société sont un phénomène plus large, sous-tendu par des théories « post-modernes » des identités fragmentées, inconnaissables dans leur essence. Le rejet des valeurs universelles et le refus de construire une vision globale du monde est le fondement philoso-

phique pour que s'engage cette tentative de dessaisissement (18).

Pour la gauche militante, aussi faible et divisée soit-elle, ce nouveau contexte politique offre des opportunités nouvelles. L'ampleur de la majorité dont jouit Blair et la reprise économique dont il a hérité ne lui laissent aucune excuse pour ne pas satisfaire les revendications des gens qui ont voté pour lui. Le vote par l'opposition conservatrice au Parlement pour les mesures de Blair en matière d'allocations sociales, dont le parti conservateur est l'architecte et le New Labour ceux qui les mettent en œuvre, fait de cette gauche la seule force politique susceptible d'ouvrir une voie alternative à celle de ce nouveau consensus. Les prochains mois diront si ce défi pourra ou non être relevé, à la fois par le développement d'une alternative politique crédible et par celui d'une stratégie démocratique, non excluante, pour la mobilisation populaire.

(Article envoyé à Carré Rouge le 1^{er} mars 1998)

Notes

1. Située à côté d'Oxford, la ville de Cowley représente du point de vue du mouvement ouvrier organisé anglais à peu près la même chose que Boulogne-Billancourt en France.
2. Inside Cowley, Porcupine Press, 1998.
3. Voir « The Tories' Unemployment Myth », Labour Research, May 1997.
4. L'exemple le plus frappant étant celui des dockers de Liverpool qui, en lutte depuis 28 mois pour être réintégrés, subissent la pression de leur direction syndicale, laquelle s'est refusée à engager le combat et à mobiliser, se contentant de conseiller d'accepter des primes de licenciements dérisoires (maximum 28 000 livres soit environ 280 000 FF).

5. Notamment la création d'un collège électoral comprenant à la fois les députés, les militants de base et les syndicats affiliés, afin de procéder à l'élection du secrétaire général du parti et de son adjoint, de même que la désignation des députés tous les 5 ans (chose désormais abandonnée).

6. L'exemple le plus flagrant a été la dénonciation à la chambre des Communes par le secrétaire général du parti Michael Foot d'un candidat de gauche, Peter Tatchell. Dans une atmosphère de chasse aux sorcières relayée par la presse à scandales, cette dénonciation publique, qui s'appuyait notamment sur la vie sexuelle de Peter Tatchell, a eu pour effet de faire perdre au parti en 1982 un siège de député lors d'une élection partielle, qui n'aurait jamais dû poser de problème, siège finalement remporté par un candidat de dernière minute propulsé par la droite du parti. Pour une bonne discussion des événements de cette période, voir Richard Hefferman et Mike Marqusee *Defeat*

from the Jaws of Victory, Verso Books, 1992 et Leo Panitch et Colin Leys, *The End of Parliamentary Socialism*, Verso Books, 1997.

7. Même si les sondages n'accordaient que 36 % des suffrages au parti travailliste pour les élections de 1992, le parti avait néanmoins une avance de 20 points lors de la crise monétaire de l'automne 1992. Au lendemain du « mercredi noir », lorsque la Grande-Bretagne fut éjectée du mécanisme de change européen alors que le gouvernement conservateur avait dépensé en vain 20 milliards de livres pour défendre la monnaie nationale, il devint clair que la réputation des conservateurs en matière de saine gestion de l'économie était totalement indue, phénomène qui augmenta également les divisions du camp conservateur.

8. Cité par Mike Marqusee, *New Left Review*, N°224, 1997.

9. Au moins pour l'instant. A plus long terme Blair est partisan d'un financement étatique,

moyen idéal pour s'affranchir des contraintes exercées par les syndicats.

10. Le livre blanc du gouvernement Wilson intitulé « *In Place of Strife* » et qui préconisait la réforme des syndicats dut être retiré après que les responsables parlementaires travaillistes eurent informé Harold Wilson qu'ils ne le voteraient pas en raison de la pression exercée par leurs syndicats respectifs.

11. Anthony King, cité dans l'éditorial de *Labour Left Briefing*, « La victoire appartient à tous », juin 1997, p. 3.

12. Anthony King cité dans l'éditorial « La victoire appartient à tous », id.

13. Expression clé de la politique de Blair *Welfare to work* peut se traduire par « passer de l'assistance au travail ».

14. voir l'éditorial « Travailliste que de nom », *Labour Left Briefing*, septembre 1997, p. 3.

15. *The Sun*, 28 avril 1997. La presse britannique est beaucoup plus divisée que ne

l'est la presse française. D'un côté on trouve les journaux de « qualité » (quality papers) tels que The Times, The Guardian, the Independent, dont le tirage moyen n'excède en général pas 200 à 300 000 exemplaires. De l'autre on trouve la presse à scandales dite tabloid press, et dont les deux fleurons sont The Sun et The Daily Mirror. Le tirage de chacun de ces titres oscille entre 4 et 5 millions d'exemplaires et, pour situer la coloration de ces journaux, le ton de ces organes de presse est nettement plus populistes que celui du Parisien en France.

16. Voir « Timidity Behind Rhetoric », Labour Left Briefing, décembre 1997, p. 30.

17. Robert Deans, « The Antics Roadshow : The Value of Welfare Reform », Labour Left Briefing, Mars 1998, p. 9.

18. Thimoty Bewes, Cynicism and Post-Modernity, Verso Books, Londres, 1997, cité dans ma revue « From Cynicism to engagement », Labour Left Briefing, juillet 1997, p. 30.

A propos de l'euro, de la Banque centrale européenne

Il reste encore environ huit mois jusqu'à la date définitive de lancement de l'euro, le 1^{er} janvier 1999. Bien des choses peuvent encore se passer d'ici là, tant sous la forme d'un rebondissement brutal de la crise économique mondiale commencée en Asie (dont les mécanismes de propagation aux cheminements multiples ont été analysés dans le dernier numéro), que d'une crise politique majeure dans l'un des principaux pays participants. Ceux qui portent un projet dont le capital financier mondial est le principal bénéficiaire, pourraient alors être forcés d'en différer la mise en œuvre. Le contexte politique dans lequel prend place le défi auquel les classes ouvrières européennes sont confrontées en serait modifié, sans que cela change ni la nature du défi ni l'urgence d'y donner les réponses politiques adéquates.

Le jour où l'euro entrera en vigueur, on verra le début du plein fonctionnement d'institutions qui font bien plus qu'instaurer une « monnaie unique ».

Car les traités de Maastricht et d'Amsterdam placent des pouvoirs politiques très étendus, dont les gouvernements, les élites politiques et les classes possédantes des Etats membres ont décidé de se dessaisir, entre les mains de deux types d'institutions. La première, la Banque centrale européenne, est une institution « supranationale » au sens plein du terme : une institution qui est libérée, par le texte même du traité de Maastricht, de tout contrôle politique de la part de mécanismes institutionnels appartenant à l'arsenal traditionnel des constitutions politiques bourgeoises. Les autres instances incluent la Commission économique de Bruxelles, le Conseil des ministres de l'Union ainsi que le futur Comité de la politique économique, réunissant les ministres des finances des onze pays de l'euro : autant d'institutions qui ont déjà fait et qui continueront à faire la démonstration que leur fonctionnement échappe au contrôle des représentations parle-

mentaires nationales, forme officielle pourtant de ce qu'il est encore convenu d'appeler la « démocratie » politique dans les pays de l'Union européenne.

LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, INSTITUTION FÉDÉRALE DE FAIT ?

La Banque centrale européenne a été caractérisée par les économistes et les politologues les plus audacieux, comme la première « institution fédérale européenne de fait ». « La BCE sera au sens propre, dit Pierre-Antoine Delhommais dans le supplément spécial du Monde du 28 avril, la Banque fédérale de l'Europe ». On serait en présence d'une institution fédérale qui ne dirait pas son nom, premier pas vers la mise en place par étapes en Europe, derrière le dos des peuples, d'une constitution fédérale libérale de type américain. Cette idée mérite qu'on s'y arrête. En la fouillant on verra où les enjeux véritables se situent. Les constitutions qui ont donné naissance par le passé à des institutions politiques tant soit peu novatrices et durables, relevant de la démocratie représentative et bénéficiant au départ d'un large appui populaire, ont été élaborées à la suite de l'élection et des délibérations d'Assemblées constituantes souveraines. Ce fut le cas pour la rédaction et l'adoption de la constitution fédérale des Etats-Unis, autant que pour celle des constitutions républicaines européennes. La naissance d'une fédération ou d'une confédération européenne ne pourrait pas échapper à cette règle. Même dans les conditions actuelles de perversion profonde des formes de la démocratie dont

la bourgeoisie se prévaut, elle ne pourrait pas se construire sur une suite de mensonges, de pièges politiques et de faits accomplis.

Je crois que nous avons affaire à autre chose. La Banque centrale européenne est aujourd'hui beaucoup moins l'expression d'un processus fédéral se construisant, fût-ce de façon sournoise, que le rouage européen le plus achevé d'une panoplie d'institutions internationales économiques publiques et privées, dont la visée est d'établir en douceur une sorte de « dictature de facto » ou de « dictature de l'ombre » pour le compte du capital financier mondial, dominé de part en part par sa composante nord-américaine. Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce de Genève (l'OMC), a expliqué de quoi il retournait. Au moment du lancement des négociations « confidentielles », c'est-à-dire clandestines, du projet de Traité multilatéral sur l'investissement (l'AMI), il a déclaré que le but était d'ajouter un élément de plus à la « mise en place de la constitution mondiale du XXI^e siècle », celle correspondant aux besoins de la « globalisation », de la « mondialisation du capital » triomphante. La BCE s'inscrit dans ce contexte. Même si le projet des auteurs du Traité de Maastricht était plus flou au départ, à mesure que le moment de lancer l'euro s'est rapproché, les « marchés » ont pesé sur l'architecture finale de la BCE de façon à ce qu'elle s'intègre dans cette construction mondiale, comme « l'agence européenne » de cet ensemble d'institutions destinées à régir le champ de mise en valeur mondial du capital financier. Propos exagérés ? Peut-être, mais appuyés sur le constat suivant. La seule tâche assignée explicitement à la BCE par le Traité de

Maastricht est de veiller à la stabilité des prix, condition de la pérennité de taux d'intérêt réels positifs et exigence centrale du capital qui se valorise comme capital-argent de prêt. Mais l'élaboration des règles de fonctionnement et les instruments de la BCE pouvaient infléchir cette orientation. Or l'institution transitoire a décidé au cours des derniers mois de priver la BCE d'outils importants qui sont l'apanage des vraies Banques centrales, et que la Fed, institution fédérale vraie, possède.

En effet, la comparaison entre la Banque centrale européenne « indépendante » et la Federal Reserve Bank des Etats-Unis (la « Fed ») est éclairante. On constate que la BCE est dépourvue de la quasi totalité, sinon de la totalité, des attributs et des pouvoirs que possède l'institution américaine dont elle est censée être le pendant. On voit que les deux banques n'ont pas les mêmes objectifs statutaires (ainsi que certains commentateurs l'ont rappelé, l'un des objectifs statutaires de la Fed est de veiller au taux de croissance des Etats-Unis). On constate que leur rapport à « l'Etat », entendu comme institution émanant du capital, mais capable de lui imposer une discipline, de le brider dans des circonstances données, est radicalement distinct. Dans un cas cette capacité existe ; dans l'autre tout a été fait pour l'exclure. Les attributs et les pouvoirs de la Fed sont ceux qui lui ont été donnés et qu'elle a su prendre lors de la présidence Roosevelt, et ils demeurent marqués par le souvenir de ce qui fut nécessaire pour juguler la crise des années 1930. La Fed peut « monétiser les effets de la dette publique », c'est-à-dire « faire marcher la planche à billets » ou ouvrir des lignes de crédit illimitées, chaque fois qu'elle estime

que la situation l'exige. Dans le cas de la BCE, les termes du Traité de Maastricht tendent à le lui interdire, et pour l'instant il n'est pas question de lui accorder de tels moyens. La BCE est une construction qui porte la marque de l'idéologie bornée du néo-libéralisme triomphant du début des années 1990. De même la Fed assume, aux côtés du FMI et au besoin à sa place, des responsabilités mondiales, notamment celles de prêteur en dernier ressort à des systèmes financiers étrangers où les placements américains sont importants. Elle peut assumer toutes ces tâches parce qu'elle est une vraie institution fédérale, constitutive du pouvoir politique de la bourgeoisie américaine. Elle n'est pas « indépendante » au regard de la présidence des Etats-Unis et du Congrès, autrement que dans un sens d'une division du travail de type technique. C'est de là que la Fed tire sa force. Elle peut dialoguer d'égal à égal avec les « marchés », parce qu'elle est une institution constitutive de l'Etat impérialiste le plus fort du système. La BCE ne pourra pas instaurer un dialogue de ce type. Les discussions autour du niveau du taux de change international de l'euro le montrent bien. La BCE ne pourra que céder aux pressions des marchés, voire répercuter consciemment leurs volontés. La Fed est « fédérale » parce que l'Etat a été construit consciemment comme tel, bien avant sa création, alors que le caractère pseudo fédéral minable de la BCE résulte au mieux d'un vulgaire tour de passe-passe politique qui a été joué dans des rapports bonapartistes entre des exécutifs et les électeurs qu'ils ont éconduits, sinon manipulés politiquement.

DE LA PART DES ETATS EUROPÉENS, UN SAUT DANS LE VIDE

La comparaison entre la BCE et la Fed permet de mesurer l'état des rapports entre les Etats-Unis et les bourgeoisies impérialistes européennes. Déjà ravalées à un niveau de second rang, elles se sont affaiblies encore en se donnant des institutions aussi bâtardes que celles de Maastricht. Les grandes réserves de la Bundesbank à l'égard du Traité et de la BCE, qui l'ont amenée à multiplier les garanties qu'elle exige pour la participation de l'Allemagne, ne sont pas feintes. La Bundesbank sait ce que la bourgeoisie allemande, pourtant la plus forte et la mieux lotie, peut perdre avec le passage à l'euro. Elle pressent que si loin que les mécanismes de la BCE aient été calqués sur les siens, l'absence radicale « d'Etat » au niveau européen feront de celle-ci, dans le meilleur des cas, une institution ballottée par les événements ; dans le pire, une institution qui, loin de contenir les effets d'une crise financière ou d'un krach majeurs, les démultipliera et mettra les capitalismes européens à genoux.

Je pense qu'il y a une sous-estimation du degré auquel l'abandon de la souveraineté sur la monnaie est, pour les bourgeoisies européennes, un véritable saut dans le vide, un pas dont les conséquences n'ont pas été mesurées : en partie parce que de façon intrinsèque elles ne peuvent pas l'être, en partie parce que la « construction européenne » a pris depuis la fin des années 1980 une dimension très, très forte de « pari » (lire, de fuite en avant politique), dont il est serait faux de méconnaître l'ampleur. La seule catégorie de capita-

listes qui soit en mesure de gagner avec le changement d'institutions en cours sont les groupes financiers correspondant le plus étroitement à la catégorie du capital-argent vivant de la centralisation de l'épargne financière et du transfert de valeur et de plus value s'effectuant par le biais de l'intérêt des prêts et des dividendes des actions. Ce sont les intérêts de ces groupes et d'eux seuls que la BCE est habilitée et préparée à servir. Mais la faiblesse relative des groupes européens appartenant à cette catégorie par rapport aux fonds de placements financiers gigantesques de la finance américaine signifie qu'il y a de fortes perspectives qu'elle serve surtout les intérêts de ces groupes, qu'elle se transforme en jouet entre leurs mains. Yves Salesses, dans un livre publié l'an dernier, a démontré de façon assez convaincante que la « construction européenne » n'était ni celle de « l'Europe des peuples », car ceux-ci avaient été soigneusement maintenus à l'écart avant d'être manipulés sur la question de Maastricht, ni celle du grand capital, industriel en particulier. L'horizon de ce capital a été mondial plutôt qu'européen, et dans son « besoin d'Etat » il s'est tourné vers les ressources de son Etat d'origine et des Etats-Unis, « Etat du capital international », dont il a aisément accepté le rôle en matière de « maintien de l'ordre » mondial.(1) La « construction européenne » a eu comme moteur des élites politico-administratives, qui y ont vu une manière de se donner à elles-mêmes, dans le dos des peuples, un « grand projet politique ». De la même manière que le capital industriel américain avait compris le grand intérêt pour lui du Marché Commun, avait contribué à le faire naître et en avait salué la naissance, le capital financier mon-

dial accueille avec satisfaction un processus de reconfiguration des niveaux de souveraineté, qui met l'économie encore plus complètement sous la coupe des marchés et laisse aux Etats européens le soin des tâches subalternes.

Certains ont constaté avec surprise que les gouvernements européens n'aient pas fait d'opposition aux dessaisissements de souveraineté et à la privatisation complète des instances du droit public économique projeté par l'AMI, négocié depuis trois ans à l'OCDE. On en comprend les raisons. En créant la BCE et en opérant au profit d'une institution dont « l'indépendance » à l'égard des Etats n'est que le pendant de leur dépendance effective à l'égard des marchés financiers, ils ont fait volontairement, sans pression politique autre que celle qui est véhiculée par les « marchés », exactement la même chose. Quand Laurent Mauduit dit (dans le supplément du Monde déjà cité) que « le transfert de souveraineté ne se limitera pas au seul levier monétaire, mais s'étendra au budget, à la fiscalité et aux salaires », il faut le prendre au sérieux, avec la circonstance aggravante que pour les raisons expliquées plus haut il s'agit d'un abandon de souveraineté plutôt que d'un transfert. De la même façon, Chirac « dit vrai » lorsqu'il explique à son ancien électeurat qu'après la mise en œuvre de l'euro, « la France pourra mieux s'occuper de la sécurité des personnes et des biens ». C'est très exactement ce qu'on demande aux gouvernements dans le fédéralisme bâtarde de Maastricht, et à peu près tout ce qu'il restera aux Etats de leur ancienne souveraineté. Les applaudissements du Wall Street Journal n'ont pas d'autre signification que d'indiquer le degré d'approbation du capital financier

mondial.

LA MACHINE DE GUERRE

CONTRE LA CLASSE

OUVRIERE ET LE ROLE

DÉVOLU

AUX GOUVERNEMENTS

C'est contre la classe ouvrière, les chômeurs, les couches les plus opprimées, ainsi que contre la majeure partie de la jeunesse scolarisée que la mise en œuvre de l'euro va se faire le plus directement. Sur ce point, aucun « militant », (au sens de l'article de Charles Jérémie) ne peut avoir le moindre doute, la moindre hésitation. Pour deux raisons principales. La première, c'est qu'en tant qu'institution appelée à servir les intérêts, en premier lieu du capital qui se valorise comme capital-argent, la BCE va poursuivre et même amplifier l'application de politiques destinées à opérer le transfert de fractions importantes du PNB au profit des « créanciers », à imposer le maintien d'une conjoncture déflationniste congénitalement propice au chômage et à la baisse des salaires, ainsi que de démantèlement des institutions du « salaire socialisé » et du service public, prélude à leur privatisation. Cela est connu, parce que cela a déjà été vécu par les classes populaires d'Europe depuis que les gouvernements ont choisi d'emprunter aux revenus élevés et au capital-argent plutôt que de les taxer, et qu'il a légitimé la reconduction d'année en année d'une dette publique, véritable tonneau des Danaïdes. (2)

La seconde raison pour laquelle l'euro va amener une aggravation très sérieuse de la situation des salariés, c'est que le « travail », c'est-à-dire les salaires et les conditions de tra-

vail, deviennent pour la bourgeoisie de chaque pays la principale, sinon l'unique « variable d'ajustement » dont elle dispose encore. L'intensité du processus de mise en concurrence des salariés des différents pays de l'Union va donc subir un saut qualitatif avec la mise en œuvre de l'euro, et cela dans toutes les industries. Cette concurrence existe déjà. Mais avec l'établissement d'une seule monnaie entre des pays encore réputés distincts, dans le sens où chacun d'eux est encore contraint d'assurer l'équilibre de sa balance extérieure, et avec le renforcement de l'Union en tant qu'espace où les groupes industriels peuvent investir dans les sites où le rapport entre la productivité du travail et son coût leur paraît le plus favorable, tout va tendre ou faire consciemment de manière à ce que cette concurrence entre les salariés des différents pays devienne ouverte, prenne un caractère débridé et féroce. La concurrence que le capital pousse les salariés à se livrer n'a jamais cessé. Pendant plusieurs décennies cependant, elle a été contenue, tant par le caractère encore assez largement national du processus de production et de réalisation de la valeur et de la plus value, que par la présence d'institutions de négociation et de fixation des salaires qui en ont réduit le jeu. C'est le cas notamment pour les conventions collectives nationales et les grilles de salaires et de traitements nationales (qui visent à l'établissement d'un niveau de salaire unique, à profession, fonction et qualification égales) de même que pour les institutions constitutives du « salaire socialisé » analysé par Bernard Friot. Dans des pays comme le Royaume-Uni, depuis le début des années 1980, ces institutions ont été largement balayées par le thatchérisme, au nom

de la libéralisation et de la déréglementation, et avec l'assentiment voire la coopération des directions syndicales (voir l'article de Mike Phips). En France, elles ont subi une érosion et des assauts répétés, mais c'est la mise en œuvre de l'euro qui est destinée à en venir à bout.

Depuis la signature du Traité de Maastricht en 1992, les classes ouvrières d'Europe sont confrontées à une situation doublement inédite, dont seule une petite fraction des militants ont commencé à prendre conscience. Elle est celle d'abord de la programmation concertée, consignée sous forme de traité, de mesures dirigées contre elles, dont il est stipulé que tous les gouvernements doivent les appliquer selon des modalités et selon un calendrier contraignants. Elle est celle ensuite de cette modification, dont j'ai commencé à parler, du statut exact des gouvernements auxquels les classes ouvrières sont confrontées dans chaque pays, et donc de la modification aussi du statut des partis qui animent ces gouvernements sur la base de l'alternance. Le principe dit de la « subsidiarité », qui est l'un des piliers de la construction de Maastricht et qui dit que les Etats nationaux continueront à faire ce qu'ils peuvent « mieux faire » que les instances de l'Union, signifie que le capital financier mondial, à « leadership » américain, leur reconnaît une pleine compétence dans une série circonscrite de domaines. Le maintien de l'ordre dans les limites du territoire national ; l'administration des ghettos de la « société duale » annoncée par les théoriciens américains de la mondialisation les plus honnêtes (3) ; la liberté de jouer dans la mesure où ils le peuvent et le veulent le rôle de « brancardier social » pour les laissés-pour-compte du nouvel ordre

mondial.

Le processus de mondialisation du capital comporte une tendance inhérente à faire des gouvernements des pays autres que ceux qui dominent le système impérialiste des agents à qui est dévolu, de façon toujours plus nette, pas seulement un rôle général de défense de la propriété privée des moyens de production et des revenus financiers rentiers, mais de gestion courante de dossiers pour le compte du capital financier mondial au moins autant et souvent plus que pour celui des capitalistes « nationaux ». On me dira peut-être que cela était déjà contenu dans l'idée défendue par la III^e Internationale de la « chaîne de la domination impérialiste », dont tous les Etats défendant la propriété privée des moyens de production étaient parties prenantes. A cela je répondrai deux choses. D'abord que le social-chauvinisme répandu par les partis communistes stalinisés à partir des années 1930, a enterré l'idée si profondément qu'elle ne fait plus partie du patrimoine politique partagé de l'ensemble des militants qui organisent la classe ouvrière (j'y reviens plus loin). Ensuite que des transformations politiques qualitatives sont intervenues qui font des Etats plus que des « anneaux » objectifs dans une chaîne de domination, à savoir des institutions de plus en plus profondément instrumentalisées par le capital financier international au compte de ses intérêts propres. Le Traité de Maastricht pousse cette instrumentalisation plus loin et la rend aussi beaucoup plus claire qu'avant.

Comme notre texte pour le 1^{er} mai le suggère et comme d'autres articles viendront le montrer dans des prochains numéros de Carré Rouge, ce processus est l'un des facteurs de crise profonde de la bourgeoisie

française : parce qu'elle a entretenu l'illusion, plus que d'autres bourgeoisies en Europe, d'avoir reconstruit l'Etat avec de Gaulle pour son propre compte et en fonction de ses intérêts propres ; mais aussi parce que la dimension et l'horizon de beaucoup de ses entreprises rendent leur « adaptation à la mondialisation » difficile, voire impossible. Ce sont là des dimensions de la décomposition du RPR et de la montée du Front national qui nourrissent des mécanismes spécifiques à la bourgeoisie française de convulsions politiques futures. La classe ouvrière, au sens large, se trouve donc dans une situation où, du fait de la mondialisation du capital comme du Traité de Maastricht, elle est confrontée simultanément aux attaques de plus en plus vicieuses qui la visent spécifiquement, et au mûrissement d'une crise politique majeure. Quelles sont les réponses politiques qui lui sont proposées actuellement et quelle devrait être celle que les militants devraient rechercher ?

NI « EUROPE SOCIALE » ...

Actuellement, le terrain est occupé par deux positions : celle qui est défendue par les tenants de « l'Europe sociale » et celle qui est avancée au nom de la défense de la « souveraineté de la nation ». Certains partis, courants ou organisations peuvent passer de l'un à l'autre selon les circonstances, les campagnes, les alliances, alors que d'autres se tiennent plus strictement sur une seule position.

Il est d'autant moins difficile de caractériser le contenu politique du mot d'ordre de « l'Europe sociale », apanage particulier d'une partie du PS et de la CFDT, qu'il a eu le temps et les moyens de montrer ce qu'il valait. Si

l'Europe sociale était appelée à se matérialiser, on en aurait déjà eu au moins quelques expressions tangibles. Il s'agit d'un slogan creux mais intéressé, une espèce de « feuille de vigne politique » que les sociaux démocrates contemporains, qui détiennent ou qui vont détenir le pouvoir politique dans pratiquement tous les pays de l'Union européenne, sortent chaque fois qu'ils sont obligés, comme au moment de Villevoorde, de tenter, les uns (la direction du PS) de masquer leur collaboration active avec les grands groupes industriels et les institutions centrales du capital financier, et les autres leur capitulation devant les premiers. Ce dont il s'agit dans le fond se dit en peu de mots. D'abord de réclamer qu'il y ait prise en charge partagée des tâches et des coûts des fonctions de « brancardier social » exigées de la mondialisation du capital dans des « contrées civilisées ». Ensuite que le capital financier internationalisé accepte de faire semblant de reconnaître un besoin d'institutions scellant la collaboration de classe avec les directions syndicales sur le plan « européen », et qu'il y ait transposition européenne des institutions ou procédures nationales les plus insignifiantes (par exemple la convocation du comité central d'entreprise pour annoncer aux délégués des licenciements qu'ils n'ont aucun pouvoir d'empêcher, sauf par les méthodes de la lutte des classes).

Le slogan de « l'Europe sociale » aurait été rangé depuis longtemps au magasin des accessoires, s'il n'avait reçu l'aval de deux catégories de militants. Il y a ceux qui, surtout par déception ou par démoralisation après des années de militantisme, ont fait leur deuil plus ou moins définitif de la possibilité d'opérer un dépassement

radical du capitalisme et de construire la société sur d'autres bases que la propriété privée des moyens de production, et qui sont obligés d'accepter comme un « mal nécessaire » la domination des marchés et le nouveau bond en avant de la fétichisation des rapports sociaux de production et d'échanges qui ont accompagné la mondialisation du capital, la libéralisation et la déréglementation sur lesquelles ils pensent « impossible de revenir en arrière », et dont il faut se borner à atténuer le plus d'effets négatifs possibles. Mais il y a aussi ceux qui ont été conduits, au terme de stratégies politiques compliquées, dans lesquelles les préoccupations carriéristes ne sont parfois pas totalement absentes, à militer au sein de vieux partis n'ayant gardé « d'ouvrier » que l'origine historique de leur nom et l'origine sociale des gens qui leur donnent leur voix, avec réserve sinon avec méfiance, quand ils ne se réfugient pas dans l'abstention. Dans cette position, qui est notamment caractéristique de la Gauche socialiste, on rencontre souvent une parfaite compréhension du caractère totalement creux du slogan de « l'Europe sociale », combinée avec son utilisation comme expression de la reconnaissance, de la part des dirigeants du courant, des limites d'une opposition politique à ne pas franchir sous peine de sanctions.

...NI « DÉFENSE DE
LA SOUVERAINETÉ DE
LA NATION »

L'autre position, qui trouve des avocats au sein du mouvement ouvrier, consiste à se battre contre les traités de Maastricht et d'Amsterdam au nom de la « souveraineté de la nation » et de « l'indivisibilité de la Ré-

publique ». Au mot d'ordre des « Etats-Unis socialistes d'Europe », qui était celui des marxistes révolutionnaires des années 1920, les chefs de file idéologiques de ce courant veulent opposer aujourd'hui celui de « l'union libre des nations et des peuples d'Europe », compris comme « citoyens de la République une et indivisible ». Il n'y a pas si longtemps, dans les organisations qui défendent cette position aujourd'hui, notamment dans l'OCI-PCI, dont on retrouve une partie des militants au Parti des Travailleurs (PT), le caractère anti-marxiste et anti-ouvrier de ces mots paraissait évident. Leur défense aurait provoqué immédiatement l'ouverture d'une discussion politique de principe, tellement la défense de la « souveraineté de la nation » et de « l'indivisibilité de la République » porte atteinte aux bases mêmes du programme de la IV^e Internationale. Avec de tels mots d'ordre, La Vérité se serait trouvée dans le camp de « l'Algérie française » et non dans celui du droit inconditionnel du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance. C'est au nom de « l'indivisibilité de la République » que le PCF s'est arc-bouté autrefois contre l'indépendance de l'Algérie. Ce n'est pas rendre un service à ceux qui combattent pour se dégager du stalinisme que de les engluier dans le marais du nationalisme et du culte de l'Etat, Etat bourgeois, rebaptisé aujourd'hui « Etat laïque » pour l'enjoliver.

La profondeur de la crise des organisations du mouvement ouvrier, dans laquelle les processus de renouveau et de dégénérescence se côtoient de très près, exige donc que ces problèmes soient rediscutés quant au fond. Il ne suffit pas de s'en tenir au constat que l'association entre les

mots d'ordre contre les agressions du capital et ceux de « défense de la nation » peut facilement conduire vers un terrain politique pourri, propice aux alliances les plus néfastes, terreau qui a conduit les Doriot et autres Déat à se rallier au national socialisme dans les années 30. Il faut rappeler de nouveau les raisons théoriques qui rendent ces positions politiques si étrangères à une perspective anti-capitaliste révolutionnaire.

Commençons par l'idée de nation en tant que telle. Cette question fera l'objet d'un ou plusieurs articles dans les numéros suivants de Carré Rouge. Ce qui suit ne reflète donc que ma propre position. La première question soulevée est de savoir si le sentiment d'appartenance nationale peut encore être le véhicule politique de revendications démocratiques radicales ayant un contenu anti-capitaliste. La « défense de la souveraineté de la nation » peut-elle vraiment servir à la classe ouvrière et à la jeunesse comme « enveloppe de leur indignation sociale », ainsi que Trotsky pouvait encore le dire en 1931 à propos de la question nationale catalane ? Personnellement je ne le pense pas. Je pense que, s'agissant de la France, il faut remonter à 1792-93 (l'an I et l'an II de la Révolution) pour trouver une véritable adéquation entre l'idée de nation et le combat des masses populaires, paysannes et urbaines, pour leur émancipation politique, et aussi, jusqu'à un certain point, pour leur émancipation sociale. Le combat pour défendre l'intégrité territoriale de la République contre les monarchies étrangères a été alors indissociable de la défense de ce qui venait d'être acquis entre 1789 et 1792 : indissociable donc du combat contre la féodalité et contre l'Eglise, pour le droit à la terre, le

droit à s'organiser politiquement dans les clubs, la mise en œuvre de tout ce qui venait d'être inscrit, fût-ce avec pas mal d'ambiguïté sur beaucoup de points, dans la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. Ce lien a fait la force des armées de la Révolution, mais dès la prise de pouvoir par Bonaparte, il a été progressivement, puis de plus en plus rapidement, dévoyé.

Je pense qu'il n'est pas difficile de montrer qu'à partir de ce moment-là l'idée de nation a été utilisée de façon toujours plus consciente par la bourgeoisie française comme instrument idéologique de sa domination politique. Tout au long du XIX^e et du XX^e siècle, l'idée de nation lui a servi d'instrument idéologique pour enrôler les classes populaires sous ses drapeaux de classe, dans la conquête coloniale, dans la guerre contre les autres bourgeoisies, ainsi que de moyen pour faire taire les revendications économiques et sociales radicales. La construction d'un Etat-nation sur le socle du sentiment national, suivi par la transformation de cet Etat en Etat colonial, oppresseur des peuples colonisés, et en puissance impérialiste, ont eu raison de tout ce qu'il pouvait y avoir de progressiste dans l'idée de la nation. Les hauts-faits du mouvement ouvrier, en particulier la Commune, ont récusé l'appartenance nationale pour lui préférer celle de classe. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les trotskistes ont lié de façon indissoluble le combat contre l'occupation au combat contre le capitalisme. Le rôle joué par le nationalisme, pas seulement celui des composantes bourgeoises de la lutte contre les nazis, mais aussi (et peut-être encore plus) celui qui a pris la forme du mot d'ordre du PCF « à chacun son boche », dans le détournement de l'énorme potentiel

révolutionnaire de la classe ouvrière en 1944-1945, faisait partie du patrimoine politique commun des militants de l'OCI-PCI. Je m'étonne que ceux qui restent fassent mine de l'oublier aujourd'hui.

Ajouter à la défense de la « souveraineté de la nation » celle de la « République une et indivisible », c'est ajouter à la défense de l'un des principaux instruments idéologiques de la domination du capital sur la classe ouvrière dans ce pays, la défense de l'instrument matériel de cette domination tout court. La « République une et indivisible » est la forme prise historiquement par la construction de l'Etat bourgeois en France. Il n'y a pas « d'Etat laïque ». Il y a seulement un Etat arc-bouté dans la défense de la propriété privée, un Etat construit contre la classe ouvrière, un Etat colonial et impérialiste, puis un Etat néo-colonial (très exactement celui du groupe Elf ...) qui s'accroche encore à ses dernières possessions et sphères d'influence. L'une des principales forces de répression qui a été lancée de façon répétée contre la classe ouvrière et la jeunesse sous la IV^e aussi bien que sous la V^e Républiques, ne porte-t-elle pas le nom de « Compagnies républicaines de sécurité » ? On comprend que des ministres de l'Intérieur, présent et passés, fassent de la « défense de la République » leur cri de ralliement politique, ainsi que la base idéologique de leur politique d'immigration, mais pas que des courants du mouvement ouvrier les suivent sur ce terrain.

LA LUTTE CONTRE

LE PLAN JUPPÉ,

COMBAT DE CLASSE OU

COMBAT « FRANÇAIS » ?

Passons à un autre argument, qui est utilisé pour justifier l'idée de nation en lui donnant un contenu social. Celui de la forme « nationale » prise par les conquêtes sociales de la classe ouvrière. A partir du moment où c'est dans le cadre de l'Etat-nation que la lutte de classe s'est déroulée pendant près de deux siècles, il est bien évident que c'est sous la forme d'institutions et de lois propres à chaque pays que les revendications imposées avec succès à la bourgeoisie ont pris forme. Le fait par exemple que le « salaire socialisé » (voir la discussion avec Bernard Friot à propos de son livre), soit, dans son ampleur particulière, une construction sociale propre à la France, parce qu'elle est le résultat de la lutte des classes qui s'est déroulée dans ce pays, ne me paraît pas suffisant, même additionné à d'autres éléments de même nature, pour fonder sur des bases politiques de principes la « défense de la souveraineté de la nation ». Cela ne suffit pas pour donner à ce mot d'ordre une base de classe. La classe ouvrière ne s'est pas lancée dans le combat contre le plan Juppé au nom du caractère « français » de la Sécurité sociale et des régimes de retraite, mais au compte du rôle de ces institutions dans les conditions d'existence de la classe ouvrière et de la préservation d'éléments qui sont un point d'appui pour elle dans sa résistance à l'exploitation. Les composantes « étrangères » de la classe ouvrière, qui est exploitée par le capital en France (qui n'a jamais été un capital purement « français » et l'est de moins en moins) ont été parties prenantes à la lutte pour le droit à la santé et à la retraite, au même titre que les salariés « français de souche », et ils se sont mobilisés tout comme ceux-ci lorsqu'il s'est agi de les défendre. Qui

sont d'ailleurs les salariés « français de souche » dans un pays qui a connu vague après vague d'immigration ouvrière depuis la fin du XIX^e siècle ?

Cela nous conduit à la question cruciale. Elle est de savoir si le cadre géo-politique de l'économie de l'Etat-nation est encore le cadre qui permet que ces conquêtes soient défendues de façon efficace. Ou plus précisément si une défense qui commence obligatoirement sur le terrain national peut encore se mener efficacement sans être liée à la mise en œuvre d'autres mesures, dont la réalisation exige un cadre géo-politique plus large, et surtout sans que soit créé face au capital qui, lui, est international par essence, un rapport de force construit sur l'alliance avec d'autres classes ouvrières. Aujourd'hui, plusieurs formules classiques ont sans doute besoin d'être précisées. Il en est ainsi de celle qui dit que la lutte des classes est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu. Si la genèse et la forme de la lutte des classes restent largement nationales, et si l'ennemi de chaque classe ouvrière est d'abord « sa » bourgeoisie et l'Etat auquel elle est immédiatement confrontée, l'expression « internationale dans son contenu » ne dit pas avec la clarté nécessaire (et ne l'a peut-être jamais dit) que si la classe ouvrière peut vaincre la bourgeoisie dans le cadre d'un seul pays, elle ne peut pas y conserver le pouvoir au-delà de quelques semaines ou de quelques mois, et encore moins y « construire le socialisme ». Le terme « internationale dans son contenu » doit aussi revêtir à chaque moment un contenu concret. Aujourd'hui, pour les militants œuvrant politiquement ou combattant en France, ce contenu est européen. Le sort des luttes qui se

dérouleront en France se déterminera dans le cercle des pays de l'Union européenne : pas seulement à des niveaux qui sont aujourd'hui insaisissables, comme celui du « pouvoir », mais même pour obtenir un arrêt tant soit peu durable des attaques contre les conquêtes des décennies passées.

L'« EXCEPTION

FRANÇAISE »

N'A DE VRAIE PORTÉE

QUE PROJETÉE

VERS L'EUROPE ENTIÈRE

Que la position que je défends ici soit aussi claire que possible. Je pense que ce qu'on nomme « l'exception française » est une réalité. Elle est faite d'un ensemble complexe d'éléments qui incluent l'héritage historique propre à la classe ouvrière et aux intellectuels radicaux vivant et travaillant dans ce pays, la crise de régime vers laquelle on s'achemine en France et les rapports très particuliers établis par la classe ouvrière, entendue au sens large (chômeurs et jeunesse ouvrière incluse) avec le PS et le PCF, indépendamment des voix qu'elle leur apporte aux élections. Mais je pense que la seule signification et la seule issue de cette « exception » ne se situe pas en France, mais au-delà de ses frontières. L'enjeu est de savoir si la brèche que la classe ouvrière peut ouvrir dans le dispositif de domination de classe dans ce pays, et en deçà les « ratés » à répétition qu'elle a déjà créés (1995, grève des salariés du transport, mouvement des sans papiers, mouvement des chômeurs), peuvent contribuer à féconder la lutte des classes dans toute l'Europe, en commençant par les

pays de l'Union. Le résultat « français » de ces luttes en dépendra. C'est au niveau européen et à lui seul que se situe une quelconque possibilité de modifier les rapports politiques entre les classes dans ce pays. Car ceux-ci restent intrinsèquement favorables à la bourgeoisie, non pas du fait des propres forces de la classe possédante et des élites politiques françaises, mais de celle du capitalisme mondial comme tel.

L'exigence de l'internationalisme ouvrier n'est pas, comme certains l'expliquent, simplement le résultat du fait que le « développement des forces productives ait dépassé les limites de l'économie de l'Etat-nation ». Il procède, comme Trotsky l'a expliqué plus clairement que quiconque, de l'existence de l'unité de l'économie capitaliste mondiale. A la différence de la classe ouvrière, qui doit construire son internationalisme, la bourgeoisie prend appui sur des institutions et des mécanismes du capitalisme (la propriété privée des moyens de production, le marché, etc.) qui sont mondiaux par essence et dont elle tire une bonne partie de sa capacité à affronter les masses. Sauf dans des cas de crise extrême, très exactement de guerre inter-impérialiste, la bourgeoisie dans chaque pays tire sa force du caractère international du capitalisme, autant que de ses ressources politiques propres. Cela demeure vrai et doit servir à tempérer les possibles surestimations des rapports politiques dans les formes pouvant naître de l'évolution de la situation française vers une crise ouverte.

**LES MILITANTS SONT
À LA RECHERCHE
D'UNE ISSUE**

EUROPÉENNE AUTHENTIQUE

Une large fraction de la classe ouvrière et des secteurs de la jeunesse ont récusé le Traité de Maastricht lors du référendum de 1992. Les salariés et la jeunesse en feraient de même et en beaucoup plus grand nombre encore, s'ils étaient appelés à voter aujourd'hui. Dans ce laps de six ans, ils ont eu le temps de prendre pleinement conscience du fait que ce Traité définit les condi-

tions et les formes d'exploitation qui correspondent au régime d'accumulation à dominante financière qui régit le capitalisme contemporain. Mais c'est de façon encore plus claire qu'ils récusent les institutions destinées à établir une « dictature de l'ombre » au compte du capital financier. En particulier, c'est parce que les auteurs anonymes du projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (l'AMI) ont cru que « l'heure du capital » avait définitivement sonné et qu'ils ont donc défini leur objectif ain-

CE QU'EST L'AMI

L'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) est un projet qui aurait le statut d'un Traité, forme juridique qui l'emporte dans le système international sur toutes les autres. En cas de signature et de ratification, ses dispositions prévaudraient sur les lois internes. Il pose dans son préambule et dans ses premiers articles, le principe des bienfaits absolus et donc de la liberté la plus complète de l'investissement étranger — investissement financier aussi bien qu'industriel ou immobilier. Le projet déroule ensuite toutes les conséquences de ce principe avec une grande rigueur. Il organise le démantèlement de tous les mécanismes actuels de contrôle ou d'orientation étatiques de l'investissement, avant d'instituer des dispositions très vastes de protection de l'investissement. Le projet de texte de l'AMI prévoit notamment la protection en cas de « troubles sociaux » ou « d'événements » ayant fait encourir à un « investisseur » des manques à gagner ou pertes de profit. Le langage très flou de cette partie du texte paraît volontaire. Il permettrait à une jurisprudence de se former autour de son interprétation.

Le pivot organisationnel stratégique de

l'AMI prend la forme du mécanisme juridictionnel contraignant destiné à en imposer la mise en œuvre aux Etats et donc à leurs citoyens. C'est ici que l'AMI opère un pas qualitatif, qui pousse le processus de privatisation de l'espace du droit public économique à ses extrêmes conséquences. Le projet accorde à tout « investisseur » privé, industriel ou financier, le droit reconnu dans le cas de l'OMC aux seuls Etats, de traîner un Etat devant un tribunal d'arbitrage privé, dont les membres seraient choisis parmi les arbitres de la Chambre de commerce internationale. Cela permettrait aux « investisseurs » d'entamer des procédures ayant pour objet de déclarer que telle ou telle disposition interne, y compris une loi, est une « atteinte à la liberté d'investissement ». Dans ce cas, le tribunal statuerait que « l'atteinte » soit compensée financièrement, en attendant la « mise en conformité » de la loi ou mesure attaquée avec la liberté complète de l'investissement. On est donc en présence d'un projet de Traité qui voudrait instituer, comme loi suprême de la « société mondiale », le droit du capital financier et industriel concentré de dicter ses exigences aux Etats, et donc de poser son talon de fer encore plus complètement sur les peuples.

si que les instruments pour l'atteindre, de façon particulièrement claire et cynique, qu'une fraction de militants (toujours dans le sens défini par Charles Jérémie) se sont mobilisés si vite contre ce projet. Ils ont obligé le gouvernement Jospin à se découvrir, à s'exprimer publiquement sur le projet et puis à s'en démarquer suffisamment pour en retarder la conclusion de plusieurs mois, alors que, dans la « continuité de l'Etat », ce gouvernement avait poursuivi la participation « confidentielle » de la France aux négociations engagées à l'OCDE. Cette mobilisation n'a pas été conçue par ces militants comme étant « française », même si la présence du siège de l'OCDE à Paris, ainsi que le refus plus clair des créateurs et interprètes travaillant en France de laisser passer un pas de plus dans le processus de réduction des biens culturels à une marchandise identique en tous points aux autres, a donné aux militants combattant dans ce pays une place particulière dans la lutte contre l'AMI.

Face aux Traités de Maastricht et d'Amsterdam, cette couche de militants, dont l'évolution est aujourd'hui décisive pour le mûrissement de la conscience de secteurs plus larges, a souvent plus de mal à se positionner avec le même degré de clarté. Et cela pour des raisons qui me paraissent très compréhensibles. Ces militants, dont certains sont à Ras-le-Front ou dont beaucoup ont des sympathies pour les buts de cette association et d'autres du même type, sont contre le Front national, contre le courant ultra-nationaliste du député de Villiers, aussi radicalement qu'ils sont contre l'Europe de Maastricht. Ils ont également une méfiance viscérale à l'égard de ceux qui les appellent à soutenir cette « République une et indivisible » à laquelle

le ministre Chevènement se réfère pour défendre sa politique de l'immigration, et ne sont guère enclins à suivre l'appel à « défendre la souveraineté de la nation ».

L'hostilité de ces militants à l'encontre de l'Europe de Maastricht ne deviendra vraiment radicale, n'acquerra un potentiel révolutionnaire, que le jour où ils seront en mesure de se saisir d'une autre issue pour l'Europe. Voici un an, une partie d'entre eux, mais pas tous, ont soutenu la marche européenne contre le chômage. Celle-ci a eu pour ambition de renouer avec une tradition ouvrière des années 1930 et de la projeter au plan européen. En cela elle méritait d'être soutenue. Mais ce soutien ne supposait pas qu'on s'abstienne d'en souligner les ambiguïtés politiques. Pour certains, la marche se faisait sous le drapeau du combat pour « l'Europe des travailleurs », mais pour d'autres, elle avait le sens d'un appui à « l'Europe sociale ». Elle s'est faite contre « le néo-libéralisme » et non de façon explicite contre le capitalisme. Et cela alors que ceux qui ont vraiment porté la marche européenne chez les associations de chômeurs y étaient prêts. Il faut donc poser aux initiateurs de la marche la question suivante : ce qui est a été reçu en contrepartie des gages de bonne conduite donnés, consistant à parler le langage des médias, fussent-ils de « gauche » (« néo-libéralisme », « exclusion », etc.) a-t-il justifié des concessions politiques aussi importantes ? Ou faut-il interpréter le choix comme traduisant une certaine acceptation du capitalisme en tant que fatalité incontournable et comme un renoncement au socialisme, sur la base de l'échec subi du fait du stalinisme ?

REVITALISER LE MOT

D'ORDRE DES

ÉTATS-UNIS SOCIALISTES

D'EUROPE

Face au besoin des militants de trouver une issue au « besoin d'Europe » qu'ils ressentent, nous sommes plusieurs à Carré Rouge ou proches de la revue à défendre la nécessité de revitaliser le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe. Il nous paraît répondre à la fois à un besoin urgent, en Europe même, d'offrir une voie à la reconstruction d'un internationalisme véritable. Dans le cours des mois à venir, nous voudrions réussir à convaincre ceux dont nous sommes proches, mais qui restent sceptiques sur cette question, du degré auquel une époque est close : celle où il paraissait possible de mener le combat pour le pouvoir de la classe ouvrière, des exploités et des secteurs révolutionnaires de la jeunesse qu'elle regrouperait autour d'elle (le « gouvernement ouvrier et paysan ») en alliant cet objectif à un internationalisme très général, qui faisait l'impasse sur les dimensions internationales des revendications anticapitalistes et démocratiques dans le cadre continental de l'Europe, en tant qu'assise d'un pouvoir de la classe ouvrière, viable sur une période transitoire.

Dans cette voie, l'une des tâches serait de définir la liste des mesures anticapitalistes les plus urgentes qu'il faudrait prendre au niveau d'une Union destinée à être dirigée par les salariés et le mouvement social d'un ensemble de pays voisins. Cette liste des mesures anticapitalistes pourrait servir à ceux-ci de point de ralliement et d'élaboration d'un programme d'action européen, qui ne serait pas « alternatif » à celui du capital finan-

cier, mais compris comme devant le frapper aussi durement que possible. Le programme des mesures qui permettraient aux classes ouvrières et aux mouvements sociaux d'Europe de mettre fin à l'interminable spirale de contraction, de misère grandissante et de crise de civilisation et d'établir un rapport de force tout à fait différent avec le capital, ne pourra être qu'une élaboration collective. Ce n'est donc qu'à titre d'exemple que j'énumère certaines mesures, dont il faut souligner qu'elles sont des mesures démocratiques (anticapitalistes bien sûr, et peut-être de façon radicale) mais qui ne préjugent pas des formes d'organisation de l'économie et de la société à construire en lieu et place du capitalisme.

¶ Démanteler le pouvoir de la finance signifierait, entre autres choses, procéder à la répudiation (ou des moratoires avec un service très sélectif qui sauvegarderait l'épargne de certains petits épargnants) de la dette publique. Cela exigerait l'expropriation et la mise sous contrôle social du système bancaire à l'échelle européenne, ainsi que le rétablissement du contrôle des mouvements de capitaux : autant de tâches qui supposeraient notamment le contrôle des opérations par les salariés des banques. Sur cette base, une monnaie unique deviendrait un instrument d'organisation de la production et des échanges au service des producteurs associés à l'échelle des

États-Unis d'Europe. Cet objectif exigerait le rétablissement d'une protection financière et commerciale extérieure rigoureuse dans le domaine des investissements directs et des échanges.

¶ Pour mettre fin aux inégalités de salaires et pour démonter les mécanismes qui mettent les salariés en concurrence les uns contre les autres, d'un pays et d'une région à l'autre, il s'agirait de créer les conditions de création d'un droit européen unique du travail, de la protection sociale et des retraites, aligné sur les niveaux les plus avancés (extension du « salaire socialisé ») et permettant la négociation de conventions collectives uniques à l'échelle européenne ;

¶ Une Union dirigée par les salariés et les mouvements sociaux aurait pour tâche l'élaboration d'un budget commun établi sur la base d'une fiscalité frappant les revenus élevés permettrait la construction de services publics proprement européens et le financement de grands travaux à l'échelle européenne. Le budget commun assurerait une véritable politique de l'environnement et les moyens d'en imposer la mise en œuvre. Il jetterait les bases d'une politique culturelle commune, qui serait défendue aussi par le contrôle des mouvements de capitaux, de marchandises et de services. Il financerait la politique extérieure et les moyens de défense commune que

les tensions politiques prévisibles avec l'impérialisme américain rendraient indispensable.

Ce cadre permettrait à une authentique « Europe des peuples » de s'épanouir. Chaque classe ouvrière prendrait les mesures spécifiques de mise en œuvre du programme de satisfaction urgente des besoins pressants des plus opprimés, propres à la situation de son pays. Et tous ceux qui sont attachés à leur langue et à leurs traditions culturelles nationales, comme véhicule artistique de leur indignation, de leurs aspirations, de leurs rêves et de leurs utopies, seraient assurés de ne plus avoir, comme aujourd'hui, à se battre à coup « d'exceptions culturelles » contre la marchandisation totale de la culture sous égide nord-américain.

Je ne lance ces éléments que pour ne pas me voir reproché d'être resté dans le vague. Répétons l'enjeu et l'objectif. Il est de pouvoir contribuer à populariser auprès de ceux qui s'identifient aux aspirations des 900 000 femmes et hommes qui ont voté pour les candidats des listes se différenciant de celles de la « gauche gouvernementale plurielle », l'idée qu'« une autre forme d'Europe » est possible. Même si nous continuons, dans les réunions de Carré Rouge, de donner à celle-ci le nom « d'Etats-Unis Socialistes d'Europe », nous sommes prêts à accepter immédiatement tout autre nom qui exprimerait le même objectif politique.

Notes

1 Yves Salesse, Propositions pour une autre Europe : construire Babel, Editions du Félin, Paris, 1997. Il faudrait pouvoir consacrer tout un article à la partie « propositions » du livre de Salesse (qui a accepté depuis d'entrer au cabinet de Gaysot). Elle est largement en porte-à-faux par rapport à la partie d'histoire et de diagnostic.

2 Voir mon article dans le n°4 de Carré Rouge, « Au nom de quoi faudrait-il continuer à " honorer " le paiement de la dette publique ? », mars 1997.

3 C'est le cas par exemple, de Robert Reich. Dans son essai intitulé L'Economie mondialisée, Dunod, 1993, il analyse les mécanismes par lesquels le capital mondialisé attire dans son camp les catégories sociales et professionnelles appartenant au groupe qu'il nomme les « manipulateurs de symboles mathématiques », (représentant au grand maximum un cinquième de la société des pays capitalistes avancés) et condamne le reste de la société au déclin et d'importantes fractions à la « ghettoisation » pure et simple, processus dont le ministre Claude Allègre a pris (allègrement on le craint) son parti, Martine Aubry jouant le rôle « d'assistante sociale en chef ».

Cinéastes et prolétaires anglais

« LES VIRTUOSES » :

DU NOUVEAU DANS

LE CINÉMA ANGLAIS ?

Dans le village minier du Yorkshire où se déroule le film, les mines ont fermé en 1992, rejetant 3 000 mineurs et leurs familles dans l'assistance ou les petits boulots. D'anciens mineurs, musiciens amateurs, continuent à exercer leur virtuosité dans leur fanfare. Leur chef Dany exige qu'ils continuent à payer leurs cotisations, à prendre part aux répétitions, bref à faire comme si... Tous voient bien ce qu'il y a de dérisoire à maintenir la fanfare de la mine, sans la mine. Mais personne n'ose le dire à Dany, dont les poumons sont rongés par la silicose. Lui enlever sa dernière raison de vivre serait l'achever. Ce qui le maintient en vie, c'est le rêve d'aller en finale des fanfares, au Royal Albert Hall, à Londres. Une

belle revanche...

Pour pimenter ces ingrédients de base, débarque dans la petite ville minière (un peu proprette, soit dit en passant) une jeune femme payée par la Direction pour rédiger un rapport, dont le seul but est de justifier la fermeture de la mine ; la décision était prise bien avant. Comme par ailleurs elle joue aussi dans la fanfare, elle y retrouve son ancien boyfriend, en retombe amoureuse... tout est en place pour la fabrication d'un bon vieux mélo.

Fort heureusement, l'inquiétude ne durera pas. Le réalisateur, Mark Herman, est, lui aussi, un virtuose. Il reléguera le mélo à l'arrière-plan. La tonicité des personnages, leur furieuse envie de vivre emporteront tout. Le dynamisme des musiciens amateurs se propage aux spectateurs (même à ceux qui ne sont pas fanatiques de la musique de fanfare). Cette musique, c'est leur culture.

Est-ce que, vraiment, cette fanfare ne sert plus à rien ? Est-ce que l'obsession têtue, bornée, de Dany n'est pas fondée ? Vouloir montrer qu'on a pu détruire la mine, mais pas les mineurs, est-ce rien ?

Les circonstances qui ont conduit Mark Herman à faire ce film, et le succès inattendu qu'il a connu, méritent un détour. Son premier film, comédie à gros budget financée par Hollywood, fut un four complet. Il se retire alors dans le Yorkshire, une région qu'il connaît bien, où les mineurs ont mené de dures luttes, notamment en 1972 et 1974 (Arthur Scargill présidait alors leur Syndicat régional). Mak Herman s'inspire de ces luttes, à sa manière très personnelle. Et une fois de plus, le succès contredit les bonnes âmes, pour qui le public n'aime pas qu'on lui parle de sa propre vie, mais qu'il convient de le faire rêver.

Des signes adressés aux spectateurs anglais peuvent aider à comprendre ce qui les a séduits dans ce film.

Lorsque le fils de Dany interpelle la statue du Christ dans une église « mon père est en train de mourir, et Margaret Thatcher est toujours vivante ! A quoi tu joues ? », c'est le rappel d'un tube de 1988, intitulé Viva hate (Vive la haine)

« Les gens qui ont du cœur
« font un rêve merveilleux
« Margaret sur la guillotine...

« Quand allez-vous mourir ? (répété 5 fois)

Ladite Margaret avait supprimé 140 puits de mine et 250.000 emplois.

Autre signe explicite pour les anglophones : l'accent. En Grande-Bretagne, l'accent désigne l'appartenance de classe. Les accents des régions industrielles ou des quartiers populaires sont méprisés par ceux qui pratiquent celui d'Oxbridge (Ox-

ford & Cambridge). Dans les années 60, les Beatles durent une part de leur succès à l'accent scouse (celui de Liverpool) qu'ils revendiquaient contre une bourgeoisie arrogante.

Après un parcours professionnel très particulier, dans un style original, Mark Herman s'insère, au moins par son inspiration, dans la lignée des cinéastes anglais qui placent le monde ouvrier au cœur de leur œuvre.

L'ANCIEN ET

LE NOUVEAU

D'autres réalisateurs anglais vivants sont représentatifs, chacun à sa manière, de la classe ouvrière et de ses luttes. Ainsi Ken MacMullen, pour qui le cinéma Entrepôt a organisé une rétrospective. Les titres de ses films : ZINA (une fille de Trotsky, suicidée à Berlin), RESISTANCE (la France de 1944-1945), 1871 (la Commune de Paris) suffisent à montrer ses préoccupations, même si la psychanalyse vient souvent en obscurcir le sens (ou l'enrichir, suivant le point de vue...) Il y a aussi, bien sûr, Ken Loach, dont il sera longuement question plus loin.

Ces cinéastes sont redevables au mouvement ouvrier qui les inspire, mais aussi à d'autres cinéastes qui les ont précédés. Il ne s'agit pas ici d'esquisser une histoire, même partielle, du cinéma « social » anglais, mais de les situer dans une continuité.

Au début des années 30, il y a 20 % de chômeurs. George Orwell note qu'alors, dans les « zones de détresse » (ce n'est pas une nouveauté des années 90), trois types d'activités restent relativement florissantes : le prêteur sur gages, le bookmaker... et le cinéma. Le cinéma, c'est d'une part celui de « l'usine à rêves » d'Hollywood, d'autre part un « cinéma

d'évasion » typiquement britannique. Un des grands producteurs de l'époque, Michael Bacon, dira plus tard dans ses mémoires : «... je n'arrive pas à comprendre comment aucun de mes films... ne reflète le désespoir de l'époque que nous vivions...»

Une exception : John Grierson, qui crée l'école documentaire anglaise, attirant d'autres réalisateurs comme Alberto Cavalcanti et Norman MacLaren. En 1928, il tourne *Chalutiers* qu'il présente au public l'année suivante en 1^{er} partie du *Cuirassé Potemkine* et en présence d'Eisenstein. Cinéaste documentariste de forte personnalité, il portait des jugements souvent sévères sur ses confrères, ainsi en 1930 : «... Hitchcock n'est rien de plus que le meilleur metteur en scène mondial de films sans importance...»

Il quitta la Grande-Bretagne pour créer, en 1938-39, l'Office du Film du Canada et y réalisa, pendant la guerre, nombre de magazines d'actualités filmées. Il déclara ensuite qu'il fallait « rendre la paix aussi exaltante que la guerre ».

La Grande-Bretagne, restée seule face aux nazis, après la défaite des armées françaises, dut faire appel à un gouvernement d'union nationale. Le Times, quotidien de la classe dirigeante, déclarait dans un éditorial du 1^{er} juillet 1940 : «... la victoire de nos armes ouvrira la voie à un nouvel ordre social en Europe... Le nouvel ordre ne pourra être fondé sur le maintien des privilèges, que ce soit ceux d'un pays, d'une classe ou d'un individu ».

C'est ainsi que les « classes inférieures », méprisées avant-guerre, car « elles sentent mauvais, sont ignorantes, alcooliques, dépravées et malhonnêtes » (clichés les plus courants) deviennent des modèles

dans la presse et à la BBC. C'est ainsi que George Orwell se voit confier une importante émission de radio, parce qu'on le sait proche des travailleurs. En 1943, la loi de conscription permettra d'envoyer un conscrit sur dix dans les mines, en priorité sur l'armée. Un rationnement draconien accentuera un égalitarisme certes relatif, mais très réel par rapport à l'avant-guerre.

Les travailleurs anglais le prirent, en tous cas, très au sérieux. Dès juillet 1945, le « héros national » Churchill était renvoyé. Sur l'écrasante majorité travailliste, près de la moitié des députés était d'origine ouvrière. A la première session du Parlement, ils chantèrent *The red flag* (le drapeau rouge). Le *Welfare state* (état de bien-être) remplaçait le *Warfare state* (état de guerre). La classe dirigeante, obligée de valoriser le prolétariat pour survivre, doit maintenant en payer le prix. Les changements sont considérables en termes de niveau de vie, conditions de travail, systèmes éducatif et de santé... C'est une revanche des travailleurs sur une arrogance hier affichée, aujourd'hui quelque peu humiliée. Cette humiliation ne sera jamais oubliée, comme on le verra quelque 30 ans plus tard.

Quand la société bouge, le cinéma bouge aussi, même si ce n'est pas toujours au même rythme. Il y a des attardés et des avant-gardistes. En 1948, de nouveaux accords permettent à Hollywood de revenir en force sur les écrans anglais (encore plus de 5 000 en 1950, dont il ne restera que 1 400 en 1995). Hormis de prestigieuses exceptions, (*Brève rencontre*, *Hamlet*, *Le troisième homme*) la production britannique est celle d'un cinéma petit-bourgeois respectant les valeurs établies, avec un zeste de progrès social pourvu qu'il

soit modéré. Les passions, elles aussi, sont modérées. Les films de guerre ont fait leur temps. L'humour est un filon très exploité (*Noblesse oblige*, *Whisky à gogo*) mais a des limites.

C'est à la fois contre la domination d'Hollywood et contre un cinéma national coupé des réalités que naît en 1956 le *Free cinema* (cinéma libre) peu après qu'ait explosé, dans la littérature et au théâtre, le mouvement des *Angry young men* (jeunes hommes en colère), avec notamment John Osborne et Alan Silitoe.

Lindsay Anderson, théoricien du groupe, précise dans sa revue *Sight and sound* contre quoi et pour quoi le *free cinema* entend se battre :

«... le cinéma anglais des années 50 est snob, déteste l'intelligence, il est inhibé, volontairement aveugle aux conditions et aux problèmes du présent... Le *free cinema* traduit un intérêt croissant pour les responsabilités sociales de l'artiste...»

Mais pour qu'il n'y ait aucun doute sur le sens de cet engagement, qui implique le refus de tout embrigadement, il ajoute : « Toutes les œuvres ont des implications politiques : mais elles ont des implications politiques parce que ce sont des œuvres d'art, et non l'inverse... Qu'un artiste tente de lier ce qu'il y a de radical dans son œuvre à un mouvement politique et il lui en cuira... L'artiste doit toujours mordre la main qui le nourrit ».

Ses longs-métrages les plus connus sont *This sporting life* (1963) et *IF*, réalisé en 1968 et emblématique de cette année par la fusillade finale, qui extermine (symboliquement) l'establishment, avec un clin d'œil au *Zero de conduite* de Jean Vigo (1932).

Après avoir réalisé un des films-phares du groupe : *Samedi soir, dimanche matin* (1960), Karel Reisz, dans *Morgan* (1965) mêlera allègre-

ment des références amusées à Marx et Trotsky au mythe de King-Kong. Par la suite, il abandonnera toute préoccupation politique ou sociale.

Tony Richardson signa *La solitude du coureur de fond* (1962), un fleuron du *free cinema*. Devenu producteur, il obtiendra un succès international avec *Tom Jones* (1963). Désengagé du *free cinema*, il ne s'en désintéressera pas tout à fait : c'est son aide qui a permis à Ken Loach de réaliser *Kess*, transmettant en quelque sorte le témoin, et permettant à l'aventure du *free cinema* de ne pas rester sans lendemain.

KENNETH LOACH :

PREMIERES ARMES

Dès 1966, il s'était fait connaître d'un large public anglais en réalisant pour la BBC *Cathy come home*. A la suite d'un accident, Cathy et son mari perdaient leurs moyens d'existence, puis leur logement. Finalement, en toute logique, leurs enfants leur étaient aussi retirés. Thème qu'il reprendra pour le cinéma en 1994, avec *Ladybird*.

Mais c'est avec *Kess*, distingué au Festival de Cannes en 1970, qu'il accédera à la notoriété internationale. *Kess* se situe dans un village minier du Yorkshire, comme 30 ans plus tard le film de Mak Herman. Mais ici, la tristesse suinte de partout. C'est le travail qui aliène, pas encore son absence. Un jeune garçon triste tente d'échapper à la grisaille en élevant un faucon. Le nom de « comédien » du faucon (au générique) est *freeman* (homme libre) : tout un programme.

Dès ses débuts, Ken Loach alterne télévision et cinéma. Sans doute pour des raisons de financement, mais aussi pour des raisons de fond

qu'il indique : « Aujourd'hui pour moi, l'important est de trouver un équilibre entre le regard observateur que j'aime porter sur le monde, regard tranquille qui m'amène à cadrer ce que j'observe avec sympathie et l'énergie qui doit conduire à s'engager davantage. Il y a là une sorte de conflit »

Les besoins de l'artiste et ceux du militant sont satisfaits, en général, par le passage du cinéma à la télévision. Sa notoriété le lui permet le plus souvent. Nous verrons que ce ne sera pas toujours le cas et que la censure économique pourra être relayée par une censure idéologique plus sournoise.

La même année que Kess, il réalise pour la télé *The big flame*, qui évoque la lutte des dockers contre le travail à la tâche. Pour la première fois, son scénariste est Jim Allen, qui fera avec lui bien d'autres films (au cinéma : *Hidden agenda* 1990, *Raining stones* 1993, *Land and freedom* 1995). Dans la revue *Images documentaires*, Jim Allen indique dans quel état d'esprit il travaille avec Ken Loach : « ... j'essaie d'exprimer un point de vue qui vient du monde du travail : en particulier en montrant la capacité de résistance, la capacité combative des travailleurs... On peut appeler ça, si on veut, un cheminement révolutionnaire : en tous cas, bien peu d'auteurs et de cinéastes l'empruntent... On voit de nombreux films qui se déroulent dans les milieux populaires : mais on y insiste le plus souvent sur les rapports subjectifs entre les personnages. On ne prend jamais de distance pour montrer l'ensemble de la réalité, pour montrer les causes et les effets... On pleurniche, on sort son mouchoir, et c'est tout ! »

Toujours pour la télé, Ken Loach réalise en 1970 *After a lifetime* (bilan d'une vie). Ce film rappelait que, dès

1926, les travaillistes trahissaient les intérêts des travailleurs qu'ils étaient censés représenter. Cette leçon d'Histoire répondait à une première tentative (d'un gouvernement travailliste !) de régler le droit de grève. Tentative qui devait échouer devant la détermination des syndiqués (le Trade Unions Congress comptait alors plus de 10 millions de membres).

Entre 1970 et 1973, c'est un gouvernement conservateur qui poursuit de nouvelles offensives anti-ouvrières. De nombreuses grèves y répondent, notamment des mineurs qui obtiennent d'importantes augmentations de salaires en 1972. Un nouveau gel des salaires les contraint de nouveau à l'action en 1974. Ce qui mène tout droit à de nouvelles élections, perdues par les conservateurs. Le Premier Ministre travailliste sera Harold Wilson. Une certaine Margaret Thatcher prendra la direction du Parti conservateur.

Ce n'est donc pas par hasard que Ken Loach entreprend, en 1975, un téléfilm en quatre épisodes, *Days of hope* (Jours d'espoir) évoquant de nouveau la grève générale de 1926, dont ce sera bientôt le 50^e anniversaire.. Il s'agit d'un film en costumes avec comédiens et décors de studio. Mais derrière les années 20, les années 70 y sont bien présentes, comme il l'a précisé dans un article publié en 1987 : « Le message que nous voulions faire passer au spectateur de base, qui n'est pas critique professionnel, c'était que la direction du Parti travailliste avait trahi les travailleurs en 1926 et qu'elle était prête à refaire de même 50 ans plus tard ». Et comme le reproche lui fut fait de « faire de la politique », il répliqua : «... les programmes qui reprennent à leur compte l'idéologie dominante sont dans le "normal"... les rares pro-

grammes qui ne le font pas sont dénoncés comme "politiques" ».

La grève générale de 1926 avait paralysé le pays du 3 mai au 12 mai. Abandonnés par la direction du T.U.C., les grévistes durent reprendre le travail avec des salaires réduits et un temps de travail plus long. C'était sous le gouvernement conservateur de Baldwin. Mais il avait été précédé, en 1924, par le premier gouvernement travailliste de l'histoire de la Grande-Bretagne. Le Premier Ministre, Ramsay MacDonald, s'était empressé de déclarer après son élection être in office but not in power (en poste, mais pas au pouvoir). Ce que Léon Blum devait reprendre à son compte en 1936, lorsqu'il distinguait « exercice » et « conquête » du pouvoir. Pour l'un comme pour l'autre, une victoire électorale permettait seulement de « gérer loyalement » les intérêts de la bourgeoisie

Événement majeur de la lutte des classes en Grande-Bretagne, malgré sa brièveté, la grève générale de 1926 fut aussi directement à l'origine de la création de la B.B.C., Baldwin s'étant alors convaincu de l'importance de maîtriser ce qu'on n'appelait pas encore la « communication de masse ». Dans la foulée vit le jour en 1927 le Cinematographic Film Act que son inspirateur justifiait ainsi : « Le film est sans conteste un facteur très important d'éducation pour toutes les classes de la société ».

LIBÉRALISME ET

LIBERTÉ D'EXPRESSION

En 1979, Margaret Thatcher devient Premier Ministre, bien décidée à en découdre avec la classe ouvrière organisée. La campagne électorale a largement porté sur la « nécessité de diminuer le pouvoir syndical ». Inspi-

rées par la mise au pas, aux Etats-Unis, des contrôleurs de la navigation aérienne par Reagan, les lois anti-ouvrières vont rapidement se succéder : restrictions puis suppression du closed shop (embauche réservée aux syndiqués), interdiction des piquets de grève dits « secondaires » (ceux qui empêchent les non-grévistes de travailler), suppression de l'immunité pénale pour actions de solidarité...

Devant cette offensive d'une extrême brutalité, Ken Loach estima qu'il ne pouvait plus porter sur la société de son pays un « regard tranquille » : « Il y a des choses que nous voulions aborder de front, sans l'emballage de la fiction... La pression du thatcherisme était telle qu'à mon avis, la production d'une fiction pour la télé, dont le projet prendrait un an à être accepté, puis une autre année pour la réalisation, était tout simplement trop lente ».

C'est dans cette urgence qu'il réalise pour la télé, en 1980, *A question of leadership* (Question de direction). On y voit des sidérurgistes, après une grève perdue, discuter de la stratégie sociale des conservateurs, du rôle de la police et aussi de la passivité des organisations syndicales. Un travailleur affirme : « Pas un seul syndicat n'a levé le petit doigt pour défendre l'emploi. Dans les Congrès, dans les journaux, ils disent qu'ils s'opposent au gouvernement, mais leur opposition a moins de force qu'un bébé de deux jours ». Le producteur refusera de programmer le film, arguant d'éventuelles difficultés avec l'Independent Broadcasting Authority (I.B.A., qui joue le même rôle que la C.S.A. en France), pour « manque d'objectivité et d'équilibre ». Ken Loach proteste dans un

article du Guardian en août 1981 : «... les gens de télévision sont très inquiets de voir des gens ordinaires exprimer des opinions politiques pertinentes. Ils aiment bien entendre la classe ouvrière se plaindre, la détresse sociale leur plaît, mais ils n'aiment pas voir les ouvriers faire des bilans et tirer des conclusions. Les conclusions, c'est aux experts de les tirer en studio... »

Pour autant, le film ne sera pas programmé. Ce n'est que le début d'un bras de fer qui durera quatre ans. La censure s'exercera de manière très efficace, répartissant les rôles entre trois niveaux : production, distribution et I.B.A., instance suprême.

Mais Ken Loach ne renonce pas. En 1983, il tire du film de 1980 quatre épisodes de 52 minutes. Le titre : *Questions of leadership*, le sous-titre : « Problèmes de démocratie dans les syndicats : nouvelles du front ». Dans un épisode est analysée la stratégie du Parti conservateur. Un rapport préparant les élections de 1979 fait la liste des secteurs industriels où la confrontation devra être évitée dans un premier temps (mines, énergie, services essentiels), puis indique « les secteurs dans lesquels on pourra donner une leçon aux syndicats sans danger... » (sidérurgie et automobile). Le commentaire ajoute : « La grève de la sidérurgie servit de modèle : à une époque où l'inflation était de 18 %, les sidérurgistes se voyaient proposer une augmentation de 2 %... La colère fut telle qu'ils appelèrent à une grève nationale totale en décembre 1979. Mais dès le début... il semble que l'unité d'action ait été délibérément sapée. De toute évidence, les dirigeants syndicaux ont permis au gouvernement conservateur de se

maintenir au pouvoir ».

Dans un autre épisode, on voit de jeunes dirigeants syndicaux haranguer les masses dans un Congrès. Puis on les revoit, nettement plus âgés, vêtus de l'hermine de la Chambre des Lords. Le commentaire ajoute : « Certains dirigeants syndicaux ont si bien réussi qu'ils sont parvenus à l'harmonie des classes au sein même de leur personne »

Au cours d'un dernier débat, un délégué syndical de British Leyland déclare : « C'est dans le processus de la lutte que se révèlent ceux qui pourront réaliser le socialisme. Mais s'ils sont continuellement trahis et continuellement dispersés... alors on ne peut pas créer les conditions pour mettre un terme au capitalisme et fonder le socialisme ».

Confiée à Chanel 4, la programmation était prévue pour le 10 septembre 1983, date du Congrès du T.U.C. Elle fut encore annulée pour « manque d'équilibre ». Les protestations publiques de Ken Loach, de la Société des réalisateurs dénonçant une « censure politique à la fois dangereuse et en contradiction avec l'un des principes reconnus de la démocratie » se heurtèrent à un mur. Ces films ne furent jamais diffusés.

Le « libéralisme » de la télévision britannique avait atteint ses limites. Il n'était plus question, en effet, de laisser le moindre espace à la liberté d'expression, alors que se préparait la dernière offensive. En mars 1984 commençait la grève des mineurs, qui sera défaite au bout d'un an de luttes très dures.

Au cours de cette grève, Ken Loach réalise *Which side are you on ?* (De quel côté êtes-vous ?). Conçu pour une série culturelle, ce téléfilm analyse chansons, poèmes et autres

écrits de mineurs en grève. De nouveau lui sont opposées les « recommandations de l'I.B.A. sur l'impartialité ». Le film dût être « rééquilibré » par un témoignage attaquant Scargill. Bien entendu, la diffusion en fut retardée. Elle n'eut lieu qu'en janvier 1985, alors que la grève était moribonde. L'impact en fut amoindri. Du moins le film trouva-t-il son public, qui saura s'en souvenir : A Tony Blair, qui déclarait au Congrès travailliste de 1996 : « Les patrons contre les travailleurs, c'est terminé. Nous sommes tous du même côté... » les dockers de Liverpool en lutte répondaient en reprenant le titre du film télévisé onze ans plus tôt : « Whose side are you on, Tony Blair ? » (De quel côté êtes-vous, Tony Blair ?).

Théodore Géricault naît en 1791 à Rouen en pleine tourmente révolutionnaire... à l'heure, également, où le système des Beaux-Arts amorce une véritable mutation. Est-ce tout à fait un hasard s'il incarne, un des premiers, le modèle de l'artiste rebelle et une des figures emblématiques du romantisme ? Si son malaise existentiel se nourrit aux bouleversements politiques du temps, des conflits interfamiliaux mêlant idéologique et affectif ont accentué la véhémence du peintre du Radeau de la Méduse. La question est posée : que fait-il de son héritage ? L'exposition qui vient d'ouvrir à l'École des Beaux-Arts de Paris sera une nouvelle occasion manquée de lever un coin du voile couvrant des pans entiers de sa vie. Rien de nouveau sous le soleil... Lithographies et dessins, alignés comme à la bataille, alternent sans faire sens. Juste des bouts de papier porteurs d'habiles traces... pour un plaisir d'esthètes. Au hasard... deux dessins de bouchers romains égarés au milieu d'esquisses du Passage du Mont Saint-Bernard, de Cavaliers turcs, d'un Mameluck pleurant son cheval, de lithographies de la série londonienne ou de croquis d'une Exécution romaine...

Têtes coupées et fragments anatomiques : le roman familial

Dans l'œuvre de Géricault, les séries de peintures qui représentent des fragments humains ne cessent de questionner. Si les Fragments anatomiques, des bras et des jambes emmêlés ont été peints dans l'atelier du Faubourg du Roule à l'heure de la gestation du Radeau de la Méduse (Géricault emprunte à ses amis médecins de l'hôpital Beaujon des morceaux de cadavres pour s'imprégner de l'odeur de la mort,

pour recréer autour de lui les conditions de survie des naufragés et aussi peut-être pour évoquer des scènes de cannibalisme) les Têtes coupées restent plus énigmatiques. La date même de leur exécution (avant ou après le Radeau) fait problème.

Dans un premier temps, ces productions (Le Radeau de la Méduse et les fragments), qui participent d'une même fascination pour le morbide, appartiennent à des logiques esthé-

tiques contradictoires, l'une faisant référence à la peinture d'histoire à vocation didactique (il s'agit de donner une vision originale et saisissante d'un fait divers qui a défrayé la chronique), les autres appartenant au domaine de l'étude, du « morceau », précisément.

A un deuxième niveau, ces œuvres marquent, chacune dans leurs registres, une rupture radicale. Ce qui choque, en 1819, dans *Le Radeau de la Méduse* ce n'est pas tant le spectacle des naufragés que la manière dont il est peint, cette couleur de cadavre et de mort que Géricault inflige aux visiteurs du Salon. Et, à la suite de Delacroix, la plupart de critiques ont interprété les « fragments » comme les prémisses de la modernité picturale, des œuvres où la peinture devient véritablement sujet : les fragments humains n'auraient guère plus d'importance que l'asperge de Manet posée sur un plat. Ellipse trop facile qui permet de faire l'économie d'une analyse plus pertinente et qui évacue surtout l'essentiel du débat.

N'oublions pas que la conception du *Radeau de la Méduse* coïncide exactement avec la gestation de l'enfant que porte sa tante Alexandrine Caruel de Saint-Martin, enfant dont il est le père. La naissance de Georges-Hippolyte va provoquer une rupture brutale, la mise à jour de tensions familiales jusque-là atténuées. Peu d'historiens se sont risqués à convoquer ces paramètres, effrayés qu'ils pouvaient être, (imbus de leur mission aussi) de tomber dans la petite histoire... celle qui concerne précisément les positionnements familiaux, les intérêts de classe, les petites ou grandes compromissions. Les historiens patentés donc, horrifiés par l'idée de faire les poubelles de tout un chacun, se contentent

d'idées générales et s'accommodent facilement de ce type d'impasse... Une économie qui, tout en préservant la sphère de l'intime, sauve l'honneur des individus et reporte tout sur la responsabilité collective.

UN PEINTRE POLITIQUE

Le cas Géricault nous invite à une réflexion sur l'engagement de l'artiste, sur le rôle qu'il assigne à sa pratique (ou à ses pratiques si l'on élargit le domaine de la peinture à celui des comportements ayant valeur symbolique) dans les champs esthétique et idéologique. Les articulations qu'il propose l'embarquent ainsi dans des registres multiples, quelquefois contradictoires. L'œuvre suggère cette complexité.

De toute évidence, Géricault a fait du *Radeau de la Méduse* un manifeste... (la dimension de l'œuvre témoigne de l'ambition du projet), un manifeste esthétique mais aussi un manifeste politique dénonçant, en premier lieu, l'irresponsabilité du pouvoir monarchique. Le scandale du naufrage de la *Méduse*, entretenu par les éditions successives du témoignage de Corréard, un rescapé qui a ouvert librairie au Palais-Royal et qui bénéficie de l'appui du banquier libéral Laffitte, rebondit sur les murs du Salon de 1819. Géricault qui a été, lors de la première Restauration, mousquetaire gris de Louis XVIII, fuyant avec lui lors de la débâcle vers Gand (prétexte pour Aragon d'un texte magistral, *La Semaine sainte*) se trouve fréquenter, à l'heure où il peint *Le Radeau de la Méduse*, les cercles d'opposants radicaux au pouvoir royal et surtout défenseurs de la cause des opprimés. Ses projets, dessins et croquis, témoignent de son engagement : Ouverture des portes de l'Inquisition, Traite

des Noirs, *Reddition de Parga*. Par l'intermédiaire de Cramer, un proche d'Horace Vernet, Géricault est sensibilisé aux mouvements d'indépendance en Amérique du Sud. Deux lithographies célèbrent le général José de San Martín : *La Bataille de Chacaburo* et *La Bataille de Maïpu*.

A Londres, où il vient exhiber *Le Radeau de la Méduse*, il prend contact avec les radicaux et s'émeut de l'exécution de Thistlewood. Ici, lors de ce premier voyage, il découvre la misère produite par la révolution industrielle. En février 1820, sont publiés *Various Subjects Drawn from Life and on Stones*, visions du sous-prolétariat, des éclopés de toute sorte, lithographies qui témoignent de l'état de délabrement du peuple anglais. Une autre forme de naufrage auquel son talent va donner forme. Une des œuvres exécutées à Londres représente un combat de boxe. Noir et blanc, le contraste de l'encre et du papier, mais aussi, précisément, à cette heure et en ce lieu, un Noir et un Blanc en position d'affrontement... l'amorce d'une égalité des droits, possible ici, inimaginable en France !

Géricault abolitionniste... Le débat agite la société française. En août 1819, *La Minerve*, le journal libéral, dénonce le trafic négrier au Sénégal. Est-ce par hasard si le peintre place au sommet de la pyramide humaine un Noir qui agite un chiffon blanc... geste d'espoir pour les rescapés qui devient figure allégorique ? La presse d'alors feint de ne pas voir cette figure... Ne surtout pas voir ce qui saute aux yeux. Les contemporains restent pétrifiés et muets devant cette représentation de *Méduse*. Géricault paiera du prix lourd cette provocation. Hier, comme aujourd'hui, les droits de l'homme ne résistent pas aux impératifs du commerce, aux in-

térêts économiques placés en figure de proue...

En France, à cette heure, les libéraux dont Géricault s'est rapproché militent pour que soit mis fin au trafic d'ébène. Le message du peintre est d'autant plus sensible lorsque l'on sait que l'expédition à laquelle participe la Méduse avait précisément pour but de reprendre possession de Saint-Louis et de l'île de Gorée au Sénégal, des sites traditionnels de traite cédés par les Anglais en 1815. Cette apparente digression nous ramène au cœur du débat. L'énergie qu'il a mise à concevoir et à réaliser cette peinture (Le Radeau de la méduse est bien la grande affaire de Géricault, sa grande machine), les déconvenues et les catastrophes qu'elle a entraînées en cascade disent bien la mesure de son intention. Il serait erroné de penser qu'il ait simplement voulu illustrer un fait divers scabreux et ainsi s'attirer une forme de publicité facile. C'est toute sa personne, corps et âme, qui est en jeu. Nous allons essayer de reconstituer le puzzle d'un individu fragmenté, écartelé, qui a tenté de livrer, par cette œuvre, un message humaniste et, lui, de se délivrer.

La tempête que déclenche l'accrochage du Radeau de la Méduse au Salon de 1819 est un signe. Mais du Noir personne ne parle. Aujourd'hui, la presse, toutes tendances confondues, se voile également la face et y perd son âme. Deux situations historiques différentes, mais le même aveuglement. Si la réalité du trafic est en cause dans la période post-révolutionnaire, il n'est pas exclu que les débats sur la dignité de l'homme, sur le colonialisme ou ses formes dérivées ne soient plus d'actualité. Censure hier pour des raisons troubles, censure aujourd'hui, toujours aussi injustifiable. Mais qui plus

est, notre belle société qui prône la culture pour tous, la lumière universelle, aménage de belles zones d'ombre. Il est vrai qu'il ne faut pas tout mélanger. La reconnaissance du statut d'artiste dans la société post-moderne impose que l'œuvre ait été lavée de toutes ses implications politiques. Pensez-vous ! des artistes engagés... à l'heure où toute production ne revendique plus que l'étalage du supermarché, où elle n'est plus prise de position mais positionnement, avatar d'une aventure formaliste. En témoignent les impasses de nos valeureux journalistes chargés de rendre compte de l'actualité artistique.

Géricault, un peintre politique ? Marcel Schneider, dans *Le Figaro littéraire* du 30 septembre 1991, s'interroge : « Rien dans sa correspondance ne permet de telles conjectures... Il avait d'ailleurs une nature trop instable, trop sujette à l'enthousiasme comme à la dépression, pour que son engagement politique, s'il y eut engagement, puisse être tenu pour un choix pris de façon raisonnable et délibérée. » Dans *Le Monde*, Philippe Dagen craint que « les convictions politiques, réelles ou supposées » ne prennent le pas sur les considérations esthétiques. Michel Schneider qui consacre un livre au Radeau de la Méduse, (*Un Rêve de pierre*) ne fait aucune allusion à la figure du Noir. Voici, en quelque sorte, le tableau de la pensée dominante, pour ne pas dire unique, en matière de critique artistique (Lorenz Eitner, le grand spécialiste américain de Géricault, en serait l'expression quintessenciée). (1) La liste de ces aveuglements très stratégiques pourrait être allongée à l'infini. Tous ces critiques d'art tranchent dans la réalité, la dépouillent de tout ce qui lui donne sens. Et pour cause...

On ne pourra cependant pas reprocher à ces journalistes donneurs de leçons de ne pas disposer de toutes les informations. Les communications de Jacques de Cazo et d'Albert Boime, (professeurs à l'Université de Californie, le premier à Berkeley, le second à Los Angeles) au Colloque du Musée du Louvre en 1991, avaient mis en évidence la signification politique de la présence du Noir dans l'œuvre de Géricault. (2) Il est seulement regrettable que ces analyses se soient bornées à l'environnement politique et culturel au sens large.

De même, la thèse de Nina Athanasoglou-Kallmyer sur les Têtes coupées, si érudite soit-elle, ne fait que proposer une interprétation insérant la démarche de Géricault dans un contexte politique assez général, interprétation qui procède de la même tentative de nier tout engagement dicté par des problématiques familiales. (3) Si elle suggère la part prise dans le combat pour l'abolition de la peine de mort, elle évacue toute la résonance personnelle d'un tel propos. La guillotine qui avait été l'instrument culte de la Révolution, récupérée par la monarchie, se trouvait mise à contribution pour éliminer toute forme de contestation. Que Géricault prenne position n'est pas innocent. Le débat politique renvoie aux zones troubles de la culpabilité, de la déviance..., des zones d'ombre auxquelles il ne saurait se soustraire. Des zones d'ombre que la complexité politique et la difficulté de positionnement imposent à ce moment précis.

Géricault abolitionniste... Là encore le débat semble plus avancé en Angleterre où, en 1819, deux députés libéraux, Charles Romilly et Basil Montague, avaient exigé du Parlement la nomination d'un comité pour

reconsidérer la législation pénale. En France, dès 1820, Manuel et de Broglie plaident pour l'abolition. Guizot, dont le père, Girondin, avait été guillotiné sous la Terreur, Victor Hugo et des proches de Géricault, Horace Vernet, Esquirol, militaient pour la même cause. Le peintre aurait apporté sa pierre par ses deux peintures de suppliciés.

Et dans l'atelier du faubourg du Roule, Géricault se rase le crâne pour éviter, dit-on, les tentations mondaines. Le sacrifice de ses cheveux pourrait être ce geste qui préside à l'exécution, acte qui dégage la nuque pour permettre à la lame de trancher. Des cheveux bouclés encadrant un visage tourmenté coupés... un équivalent de la mort de Méduse.

Les Têtes coupées n'ont apparemment pas de relations directes avec Le Radeau de la Méduse. Pourtant ces figures n'en sont pas moins des allusions directes au destin de la Gorgone. La guillotine, instrument de l'ordre républicain et maintenant monarchiste, ne serait qu'une version améliorée de la Harpe, la serpe d'acier de Persée.

LE TRANCHANT DE LA LAME

Revenons à l'épisode de rupture que vit Géricault au sein même de sa famille. La naissance de Georges-Hippolyte a renvoyé chacun dans son camp. Le père monarchiste et l'oncle partisan des doctrines de la Révolution à nouveau sur des lignes de défense. Irréconciliables. Et Géricault, au cœur du conflit... un conflit qui pourrait ramener aux heures chaudes de la Révolution à Rouen. Les Têtes coupées ne font-elles pas référence à un autre événement traumatique vécu par cette famille ? Le 23 novembre 1793, premier jour

de la Terreur à Rouen, Bordier et Jourdain, les martyrs de la Liberté, exécutés par pendaison le 21 août 1789, font l'objet d'un véritable culte. Leurs têtes momifiées sont exhibées lors de cette cérémonie. De Fontenay, alors maire de la ville, prononce leur éloge, mais il est contraint de démissionner. Ce girondin, riche manufacturier et négociant, ancien député de la Constituante, ancien Président du Directoire du département, avait cautionné la condamnation de ceux qui avaient été à l'origine des émeutes populaires, taxatrices, anti-aristocratiques de juillet-août, de la mise à sac du bureau des Aides et de l'Intendance, du bris des machines dans les usines de la rive gauche de Rouen. La réhabilitation officielle des deux martyrs n'avait d'autre motif que de durcir la position des Jacobins de Rouen, ville tenue pour être « le refuge du modérantisme ».

Le procès-verbal de la séance de réhabilitation fut envoyé à Paris au Comité de surveillance : « Jacobins, soyez sûrs qu'il ne nous manquera plus que quelques opérations de sainte guillotine à Rouen et les Rouennais deviendront dignes à tous égards de leurs frères de Paris. Ça va, mais vous verrez alors comme Ça ira. » En 1794, Thouret, ancien maire, d'Espremeril et Le Chapelier seront guillotins. Les suspects d'aristocratie et de contre-révolution risquent en permanence la prison ou l'exécution.

A partir du 23 novembre 1793 s'exerce un contrôle strict des sorties de la ville (un passeport est alors délivré avec la caution de deux personnes). En ce premier jour de la Terreur à Rouen, Georges-Nicolas Géricault, le père du peintre, fuit. Que redoutait-il ? Pour une famille royaliste, la situation pouvait présenter quelque in-

confort. Pourtant, les dossiers de police qui figurent dans les archives de la Révolution à la Bibliothèque municipale de Rouen ne contiennent aucune pièce suggérant qu'elle ait pu être inquiétée.

La Terreur, des exécutions aperçues ou rapportées, ont pu entretenir chez Géricault ce goût morbide pour la violence... décapitations, pendaisons, combats d'animaux. Tout ce qui lui permet d'atteindre au sublime ne se résout que par cette équation faisant intervenir une forte composante sadique. Celui qui fréquente les hôpitaux et les abattoirs, flaire là, avec une réelle jubilation, la dimension épique de la vie. Les bras, les jambes qu'il accumule dans son atelier lorsqu'il peint le Radeau de la Méduse lui permettent de s'imprégner de l'odeur de la mort, mais peut-être aussi un peu plus.

Géricault peint le charnier contemporain. Ce ne sont pas des images d'actualité... Juste des équivalents. Ces fragments anatomiques, têtes coupées, membres sectionnés, qui renvoient à un corps amputé, ne sont-ils pas des images des membres d'une société victime des événements politiques, Terreur rouge et Terreur blanche ? La guerre a fait rage entre ces deux intermèdes de guerre civile, les guerres de la République et de l'Empire qui saignent le pays. Napoléon a fait triompher le principe révolutionnaire, égalité des droits, par le sacrifice de centaines de milliers d'hommes.

Géricault a échappé au désastre, à la terreur de la guerre, au principe égalitaire. En 1812, alors que le tirage au sort lui commande de se joindre aux armées de l'Empire, par le principe du recrutement démocratique qu'est la conscription, son père lui achète un remplaçant. Sa famille le protège. Le « sieur Petit » qui, pour

quelques milliers de francs, a pris sa place sera blessé sur le champ de bataille et mourra le 14 février 1812 à l'hôpital de Wesel.

Est-il sous l'effet du choc lorsqu'il peint L'Officier des Chasseurs ? A l'heure où s'ouvre le Salon de 1812, son ami Dieudonné, le lieutenant des Chasseurs de la Garde, vient aussi de mourir. Sur la peinture, son visage est un masque d'où la vie s'est retirée. Ici, la tête déjà détachée du corps, montée sur le corps de Daubigny, préfigure, pourrait-on dire, les morceaux de peinture à venir.

La violence et les massacres, les exécutions et les scènes d'horreur ont accompagné la courte vie de Géricault. Les têtes qu'il peint maintenant sont dites être celles de suppliciés. Après l'exécution politique... celle de droit commun. La guillotine vient trancher tout ce qui se place en marge et risque de compromettre le bon fonctionnement de l'ordre bourgeois.

Les Têtes coupées seraient l'expression du drame intime de Géricault. Un drame qui n'est pas sans coloration de culpabilité. Géricault, le déviant, le criminel...

Joanna Szczepinska-Tramer montre peut-être une voie en établissant une corrélation entre cet événement traumatique et les composantes de son œuvre. Elle explicite le sens des Fragments anatomiques en en retrouvant la trace dans le Paysage avant l'orage du musée du Petit Palais. Dans la pénombre figurent deux membres accrochés à un pieu. Une pratique italienne voulait qu'après exécution du coupable d'un crime, un de ses bras et une de ses jambes soient exhibés sur un poteau à l'endroit où avait été commis le forfait. (4)

Or que représente le Paysage avant l'orage ? Un couple avec un enfant

qui cherchent à fuir en négociant le passage d'une rivière. L'allusion est ici manifeste à l'épisode de la vie affective de Géricault. Il est même possible d'imaginer qu'au moment où il peint ce panneau à vocation décorative, (pendant la préparation du Ra-deau qui va durer plus d'un an) il ait pu envisager un dénouement heureux pour lui : la fuite avec sa tante.

LE ROMAN FAMILIAL

DE THÉODORE

GÉRICAUT

Géricault le rebelle, mais aussi Géricault iconoclaste. Il n'a pas seulement brisé les belles allégories néo-classiques... Sa révolte a trouvé à s'exprimer dans les champs social et politique, dans la revendication d'une humanité mise à mal par l'âpre désir de conquêtes. A l'heure où se met en place une société qui fonde son pouvoir et son rayonnement sur la réussite sociale, sur l'argent, qui commence à faire de la famille un carcan, il hisse le drapeau de l'insoumission. Géricault iconoclaste, mais aussi transgresseur. Difficile à assimiler pour les monarchistes, mais aussi rebelle au sein des progressistes, que ce soit du point de vue politique ou esthétique (le sens de son message pictural échappe à l'un et l'autre camp). Sa vérité n'appartient qu'à la révolte... jusqu'au bout face à la misère, l'imbécillité, la vanité. Il avance sabre au clair dans la masse compacte, le tumulte, insensible aux conseils de prudence.

Pour tenter de cerner l'identité de cet homme qui traverse la période post-révolutionnaire comme un météore, deux figures suggérées par Marthe Robert dans La haine du roman vont être mises à contribution : celle de « l'enfant trouvé » et celle du

« bâtard » (analyse appliquée au cas Flaubert, un autre Rouennais). Dans le Roman familial des névrosés, Freud avait montré comment l'adulte recourait au mythe des origines et, comment, par une rêverie éveillée, il tentait de surmonter la déception inspirée par ses parents.

L'univers hyperprotégé de l'enfance conditionne sans nul doute possible la personnalité de Géricault. « Pourvu d'un moi hypertrophié qu'il identifie sans plus avec le monde entier, et par lui-même totalitaire et absolu », l'« enfant trouvé » décrit par Marthe Robert, « fait son roman pour tâcher de se concilier les deux désirs contradictoires entre lesquels il est partagé : grandir, pour gagner un nouveau pouvoir sur la réalité et prolonger indéfiniment la vie édénique de ses premières années, loin de toutes les pendules et de tous les calendriers ».

Géricault, trop choyé par « sa bonne, aimable et vénérable grand-mère », a vécu ses années d'enfance dans un univers essentiellement féminin. L'adolescent, puis le jeune artiste ont fait l'amère expérience de la réalité. « Tout me fuit, tout m'échappe », confie-t-il à Dedreux-Dorcy. Il se réfugie dans une tour d'ivoire, reste figé dans une « sphère archaïque ». A l'âge adulte, il développe une forme de souveraineté : celle des individus bien nés. Cette arrogance, ce caractère hautain, lui ont valu de sévères inimitiés... et de sérieuses dépressions. L'homme, emporté par la tourmente, conscient de sa supériorité, a pu être désinvolte, blessant. Une forme de dandysme qu'il cultive. Puis, conscient de l'inanité de ses actes, de la violence de ses paroles, repentant, se confond en excuses.

Univers féminin de l'enfance avec, comme corollaire, la deuxième figure qui pointe : celle du « bâtard ». Cette

toute puissance s'est édiflée dans un cadre où s'est jouée l'élimination des hommes de la famille. Cette grand-mère dont parle la comtesse de Pracoutaz, « bonne, aimable et vénérable », Louise-Thérèse de Poix, est veuve. Son mari, Jean-Vincent Caruel, procureur au Parlement de Rouen, était mort en 1779 après avoir été déclaré furieux et interné chez les religieux de Saint-Jean de Dieu à Pontorson. On sait le caractère arbitraire de ces décisions d'enfermement. Louise-Thérèse de Poix se retrouvait chef de famille. C'est dans sa maison, rue de l'Avalasse, que naquit Théodore Géricault, placé sous sa haute surveillance ainsi que celle de sa fille. Georges-Nicolas, le père, est toujours décrit comme un être effacé, « une poule qui a couvé un aigle » selon l'expression du temps.

La mort de sa mère, en 1808, affecte au plus haut point Théodore. Cependant, l'héritage qu'il réalise lui permet d'abandonner ses études pour devenir peintre. Ce choix ne peut toutefois s'effectuer que contre l'avis du père... mais avec la complicité de l'oncle maternel, Jean-Baptiste Caruel. La brillante réussite de celui-ci dans le domaine des affaires ternit la figure paternelle. (Il prend en quelque sorte le relais de la responsabilité maternelle.) Le rôle d'Alexandrine de Saint-Martin qu'il vient d'épouser a dû orienter ce choix d'une carrière artistique. Le couple de son oncle et de sa tante représente, à cet instant de sa vie, une forme idéalisée de l'image parentale.

En 1812, la mort de sa grand-mère, Louise-Thérèse de Poix, place Géricault à la tête d'une fortune considérable. Sa part de l'héritage représente la valeur de la moitié d'un hôtel particulier dans le faubourg Saint-Germain ou place Vendôme. Cette

manne dont il bénéficie a été rendue possible dans la mesure où la sœur de Louise-Thérèse, Marie-Jeanne, épouse de Pierre-Antoine Robillard, associé à Jean-Baptiste Caruel dans une manufacture de tabac (nous reviendrons plus loin sur l'origine de cette fortune qui tombe dans les mains de Géricault) l'a faite son unique héritière. Encore un homme au tapis. Pierre-Antoine Robillard avait été mis en demeure de verser 150 000 F à sa belle-sœur. Géricault mène maintenant la belle vie. Il est moins assidu à l'atelier de Carle Vermet et, à vingt ans, fait ses premières expériences de séducteur. Une des premières victimes a pu être sa tante. A cette époque, il fréquente le château du Grand Chesnay, propriété que son oncle a acquise près de Versailles. Après le père et le grand-père, l'oncle Jean-Baptiste Caruel et le grand-oncle Pierre-Antoine Robillard se trouvent atteints dans leur position d'hommes, position surévaluée pendant les crises ou la guerre. Deuxième forme du « roman-familial », le « bâtard », « prend sur lui, à sa façon prudente et symbolique, les deux souhaits d'inceste et de parricide que doit accomplir l'Œdipe de la tragédie, car il veut tuer son père, mais ne le fait pas, il s'arrange seulement pour le confiner dans une contrée invisible, où il pourrait tout aussi bien être mort ou n'avoir jamais existé ». Géricault parachève l'œuvre des femmes de la famille : l'élimination symbolique des hommes. Il joue un rôle qu'on lui a appris à tenir. En cela, il ne déroge en rien à la tradition. En déstabilisant radicalement l'ordre familial, il poursuit l'œuvre des furieux de sa famille : son grand-père Jean-Vincent Caruel, son oncle François-Jean Caruel. En 1770, Jean-Vincent Caruel avait tenté de faire enfermer son fils François-

Jean, avant d'être lui-même victime de la même mesure. François-Jean mourut aliéné en 1805, à l'âge de 46 ans.

Géricault n'a pu être indifférent à cet atavisme. Autour de lui des mouvements de bascule, des décisions arbitraires perturbent l'ordre des choses. Dans une lettre à Charlet, il se confie : « Je déteste la froide chaleur, et cette sensibilité qu'excitent seulement les vents, les orages et les clairs de lune avec les pénates. » L'ordre bourgeois ne résiste pas à cette tempête. Il ne supporte pas la médiocrité liée à l'équilibre que procure la réussite sociale. Les images vont voler en éclats. La naissance de cet enfant, sa mise à l'écart nécessaire (un autre roman serait à écrire sur la dérive de Georges-Hippolyte) provoquent une chute brutale, une césure qui va l'emporter. A partir de cet instant, se mettent en place, sur le plan familial, des comportements qui soulignent et amplifient la fracture. Latents auparavant, ils deviennent plus éclatants et explicites.

D'UN NAUFRAGE

À L'AUTRE

Cette famille qui a été épargnée par les désordres politiques, exécutions, qui n'a pas vécu l'horreur des massacres, c'est en son sein que la guerre éclate. Des mises à mort, peut-être symboliques, la déchirent. La jalousie, la disparité des situations, les évolutions diverses, appellent des haines tenaces, des liquidations.

Il convient d'opérer un flash-back et de considérer cette famille sous la Révolution. Deux des hommes occupent le devant de la scène : Jean-Baptiste Caruel, manufacturier et homme d'affaires, et Siméon Bonne-sœur-Bourginière, Jacobin et régicide. Deux autres sont plus effacés,

juste à l'arrière-plan : Félix Clouard, avocat à Mortain, et Georges-Nicolas Géricault, royaliste et employé de la société « Robillard, oncle, neveu et Cie ». La famille traverse la période révolutionnaire apparemment sans être inquiétée. Elle fait partie de cette bourgeoisie qui tire partie de la Révolution pour étendre ses prérogatives. Siméon Bonnesœur et Jean-Baptiste Caruel, à des degrés divers, ont œuvré pour que le mouvement s'accélére. La famille Robillard-Caruel-Géricault n'est pas en cela très différente des Fontenay, des Lecoulteux de Canteleu, manufacturiers et banquiers de Rouen qui participent de manière active à la mise en place des nouvelles structures. Il faut noter que la tendance passéiste et royaliste qui a pu être celle des deux sœurs, Louise-Thérèse et Marie-Jeanne de Poix, mariées respectivement à Jean-Vincent Caruel et Pierre-Antoine Robillard, persiste à travers les idéaux politiques de leurs enfants. Ainsi, Félix-Louise Caruel, la femme de Siméon-Bonnesœur, le régicide, fit-elle baptiser leur fille Rose par un prêtre réfractaire, le curé d'Yvrandes. La mère de Théodore Géricault recevait chez elle des avocats « hostiles aux doctrines des philosophes ».

Cette famille qui semble soudée et unie face aux épreuves (Georges-Nicolas Géricault interviendra en 1816 auprès de Decazes pour que son beau-frère Siméon Bonnesœur, signataire des Actes additionnels, soit relativement épargné par les mesures de rétorsion décidées par la seconde Restauration à l'égard des traîtres à la monarchie) va vaciller lorsque les événements s'accélèrent. A la mort de Géricault, nous voyons réapparaître la famille Clouard, jusque-là fort discrète, par l'intermédiaire du fils Paul qui va prendre

sous sa coupe Georges-Nicolas et l'amener à modifier son testament pour amputer l'héritage qui devait revenir à Georges-Hippolyte. Il fit mentionner par Georges-Nicolas cet alinéa : « Je donne et lègue au fils de M. le baron Caruel de Saint-Martin [il s'agit de Paul Caruel] qui a été tenu sur les fonds baptismaux par mon fils que j'ai eu le malheur de perdre, une médaille en or à l'effigie du roi Louis XVIII que mon fils a reçue en 1819 lors de l'exposition au Salon de son tableau de la Méduse. Je prie M. Caruel de Saint-Martin et son fils, mon neveu, de voir dans ce legs un souvenir bien tendre de mon affection pour eux. »

On ne saurait être plus cynique. Sans doute, l'effigie de Louis XVIII (encore une tête qui fait intrusion dans cette histoire) vient-elle suggérer quelque revers de médaille !

Et la boucle lentement se referme. Cette médaille obtenue par Géricault au Salon de 1819 fut la cause de son désespoir. Il était convaincu (c'était être un peu naïf) que l'État achèterait sa peinture. Et pourquoi donc aller faire maintenant présent à Jean-Baptiste Caruel de ce maigre lot de consolation qu'avait pu être cette médaille, si ce n'est pour lui retourner le compliment ? Comment imaginer que cette marque d'attention ne serait pas perçue comme une belle provocation ?

Mais l'acte de malveillance peut être plus perfide encore. Toutefois ce geste a le mérite d'ouvrir une piste, piste périlleuse, certes, mais qui donne du sens à tous ces morceaux d'histoire mis bout à bout, à tous ces fragments de vie. Là, toutefois, nous entrons, comme le suggérait Anne Bertrand, dans le « domaine des suppositions extravagantes ». (5)

Le geste de Paul Clouard est porteur de sens dans la mesure où il remet

en scène Le Radeau de la Méduse. Nous savons quelle minutie Géricault a apportée à l'élaboration de son œuvre monumentale, l'énergie considérable qu'il a déployée pour faire tenir debout son affaire. Et c'est à partir de là que, pour lui, tout bascule. Le naufrage de la Méduse va devenir le sien. Et le mot de Louis XVIII à l'ouverture du Salon, sous forme de trait d'esprit, (« Monsieur, vous venez de faire là un naufrage qui n'en est pas un pour son auteur ») n'en est que plus troublant.

Le Radeau de la Méduse : une œuvre politique. Sans doute. Mais la politique se joue aussi dans la sphère de l'intime. Les attaches du passé ne comptent plus, les compromissions non plus. Géricault dit ce qu'il a sur le cœur. Il règle ses comptes. Ceux à qui le message s'adresse n'ont pas besoin de croquis. Périssè l'auteur d'un tel forfait. Paul Clouard pointe peut-être la responsabilité de Jean-Baptiste Caruel dans la dégringolade de son neveu.

La société Robillard, oncle et neveu et Cie, créée sous la Convention, est une manufacture de tabac. L'entreprise florissante assure la fortune de la famille Robillard-Caruel qui réinvestit l'argent dans de grandes propriétés agricoles, des châteaux et des hôtels particuliers. Or, le tabac est une denrée coloniale. Il participe des échanges du commerce triangulaire, lui-même tributaire de la traite des Noirs. Des manufacturiers du tabac, les Monneron avec lesquels la famille Caruel était en relation avaient des intérêts dans des bateaux chez un armateur de Saint-Malo. Le monde des affaires sous l'Empire n'a guère d'états d'âme. Napoléon avait réprimé une rébellion fomentée à Saint-Domingue par Toussaint-Louverture et rétabli l'esclavage. A la Société des Amis des Noirs

s'opposait le Comité des députés extraordinaires des manufactures et du commerce de France, la Société de Massiac, du nom de l'hôtel où se tenaient ses séances. C'est cet hôtel, place des Victoires, qui fut le premier siège de la Banque de France. Jean-Baptiste Caruel, de même que Laffitte, Perregaux ou Lecoulteux de Canleu sont parmi les premiers actionnaires. Cela contribue à tisser de solides liens.

Un faisceau de présomptions que d'aucun tiendront pour des « légendes ». Juste quelques images de l'époque. Des pratiques pourtant communes que celles de la traite, de l'esclavage, des pratiques qui assureraient, disait-on alors, la prospérité de la France. Et ne faut-il prendre au sérieux la formule de Michelet : « C'est la France elle-même, c'est notre société tout entière qu'il embarqua sur ce radeau de la M... Image si cruellement vraie que l'original refusa de se reconnaître. On recula devant cette peinture terrible. » Mais aujourd'hui encore chacun se voile la face. Il ne faudrait pas propager l'image d'un pays colonisateur, exploiteur des ressources minières et humaines, bafouant les droits élémentaires de la personne. Comme si une nation qui s'était constituée sur le principe des droits de l'homme ne pouvait se déprendre de certains comportements ; comme si tout s'originait là, dans ce que l'on voudrait nommer malentendu, mais qui finit par devenir, dans la durée, essence même d'un pouvoir coercitif, vampirique et destructeur. Combat contre la traite des Noirs au XIX^e... combat des Sans-papiers aujourd'hui... Il n'y a que les lieux d'exploitation et les conditions de l'ignoble trafic qui aient changé. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'Hervé Gauville, cynique, dans Libération, en évoquant ces prises

de position politiques de Géricault, suggère qu'elles sont « tramées sur la toile de fond des voyages », sans doute, ceux qui avaient pour cadre les mers des Tropiques.

LA MODERNITÉ

EN PEINTURE

Géricault peintre nous donne la preuve de sa conscience politique, qui est ici lucidité vertigineuse sur les événements et mutations qui s'opèrent. Elle est ce qui enregistre avec le plus de fidélité le prodigieux mouvement de bascule de ce temps.

La fascination pour les scènes de violence qui ont pu nourrir son imaginaire d'enfant, être un des modes d'accès au sublime de l'adulte, devient le vecteur principal et efficace de la mutation picturale. Là où la guillotine tranche dans le vif et, en un clin d'œil, rétablit l'ordre, le pinceau de Géricault, avec la même efficacité (une virtuosité qui s'inscrit dans la fulgurance) fait basculer à la trappe un art académique appliqué à cultiver l'allégorie et la métaphore. Il n'a plus besoin des figures de style, pas plus que de la culture savante et pédante pour exister. Sa peinture est en prise sur le réel, violente comme la situation politique, radicale comme le trait de la lame dans la chair.

Géricault n'a pas été politique uniquement par le choix des thèmes de sa peinture. La rupture formelle qu'il initie est aussi efficace que ses positions de principe. Elles sont toutes deux le fait d'un homme engagé, d'un enragé, aux dires de ses contemporains... un monomane, frère de ceux qu'il s'est complu à dépeindre. Lui n'a jamais suivi qu'une ligne. Peu de ses proches l'ont suivi jusqu'au bout de sa quête, de son entêtement, de sa folie. La peinture lui a donné l'occasion d'en découdre. La vibra-

tion de la touche de L'Officier des chasseurs de la Garde à cheval avait fait vaciller le glacis néo-classique. La lame du fougueux officier avait tranché dans la tradition. L'héroïsme de l'artiste de Salon...

L'apparition de machineries, guillotines, chambres noires, produits de la société industrielle, va transformer la conscience de l'homme. Elles évacuent le geste de la main, la part du subjectif. En suggérant l'égalité de tous face à la machine, ces instruments établissent le principe démocratique. Daniel Arrasse surenchérit : « Mais ultime effet inattendu, en isolant la tête du guillotiné pour la mettre sous les yeux du spectateur, la machine à décapiter devient une redoutable portraitiste, une véritable machine à tirer le portrait ». L'urgence des députés jacobins à se faire portraiturer (ils sont presque tous passés à l'épreuve du physionotrace préfigurant la photographie : La machinerie de l'instrument, un pantographe muni d'un crayon qui annule la part de l'interprétation) est troublante...

Géricault opère une pareille prise quasi-instantanée sur le réel. Le travail du peintre devient comparable à celui de la guillotine qui fixe les traits humains dans l'expression d'effroi du condamné. Remarquons qu'il présente ces têtes par la tranche, insistant ainsi sur la césure.

Avant l'invention de la photographie, la guillotine se présentait comme la machine idéale pour tirer le portrait (est-ce par hasard si l'obturateur des appareils réflex est dit « à guillotine ») : le choc de la lame et la brutalité de l'acte. Ce qu'elle détache est pris sur le vif. Elle renvoie à une image naturelle. Les portraits de guillotines sont présentés dans une nudité totale, comme ceux des monstres ou des fous. Le tranchant de la lame isole le

corps social et ne laisse que la tête animale. L'étude de ces masques hors norme devait permettre d'établir une morphologie de la déviance. Charlotte Corday, en exprimant en prison son désir de faire faire son portrait n'avait-elle pas formulé le désir de « fournir matière à réflexion à ceux qui sont curieux de la physionomie des criminels ».

La démarche de Géricault face aux monomanes n'a d'autre ambition que de fixer, dans cette position oblique du regard qui se défile, le trouble qui constitue le signe le plus tangible de la folie. Il procède par abstraction de lui-même, un effacement qui signale toute l'importance de la révolution

qu'il opère. Le quasi-automatisme de la machine implique la répétition, le travail en série. Géricault, en peignant la série des monomanes, obéit à une même logique : la tentation de l'exhaustivité. Le processus de création ne s'arrêterait pas devant la prodigieuse diversité des types. En lieu et place du spectaculaire, de ce qui fait événement dans la peinture classique, il aborde la banalité, ce qui est de l'ordre du commun, du trivial.

Ainsi, la mise en perspective de plusieurs types d'œuvres au moment où il peint *Le Radeau de la Méduse*, peinture d'actualité porteuse des mêmes codes que la peinture d'histoire, et les *Fragments anatomiques*,

permet de cerner la difficulté à faire affleurer la nouveauté. L'urgence du débat idéologique impose des formules anciennes. La violence de la déchirure ranime des images enfouies et abruptes. Mais avec le recul, il apparaît que la radicalité des « fragments » apporte une réponse claire et cinglante à la mise en question de la représentation qu'ont provoquée les mutations d'ordre politique. Sans doute est-ce par cette peinture des morceaux que Géricault nous fait basculer, avec le plus de célérité et d'à propos, dans la modernité. ▢

Notes

(1) Philippe Dagen. « La Vérité en peinture »
Le Monde 11 novembre 1991. Lorenz Eitner,
Géricault, sa vie, son œuvre, Paris, Gallimard,
1991.

(2) Jacques de Caso, « Géricault, David
d'Angers, le Monument à l'Émancipation et
autres objets ou figures du racisme roman-
tique ». Albert Boime. « Géricault's African
Slave Trade and the Physionomie of the op-
pressed ». Actes du colloque Géricault au
Louvre, 1991. La Documentation française.
1996. tome 2.

(3) Nina Athanassoglou-Kallmyer. « Géri-
cault : politique et esthétique de la mort. »
Actes du colloque Géricault. tome 1.

(4) Joanna Szczepinska-Tramer. « Re-
cherche sur les paysages de Géricault. »
Bulletin de la Société de l'Histoire de l'Art
français. 1973.

(5) Anne Bertrand. Beaux-Arts Magazine.
Octobre 1991.